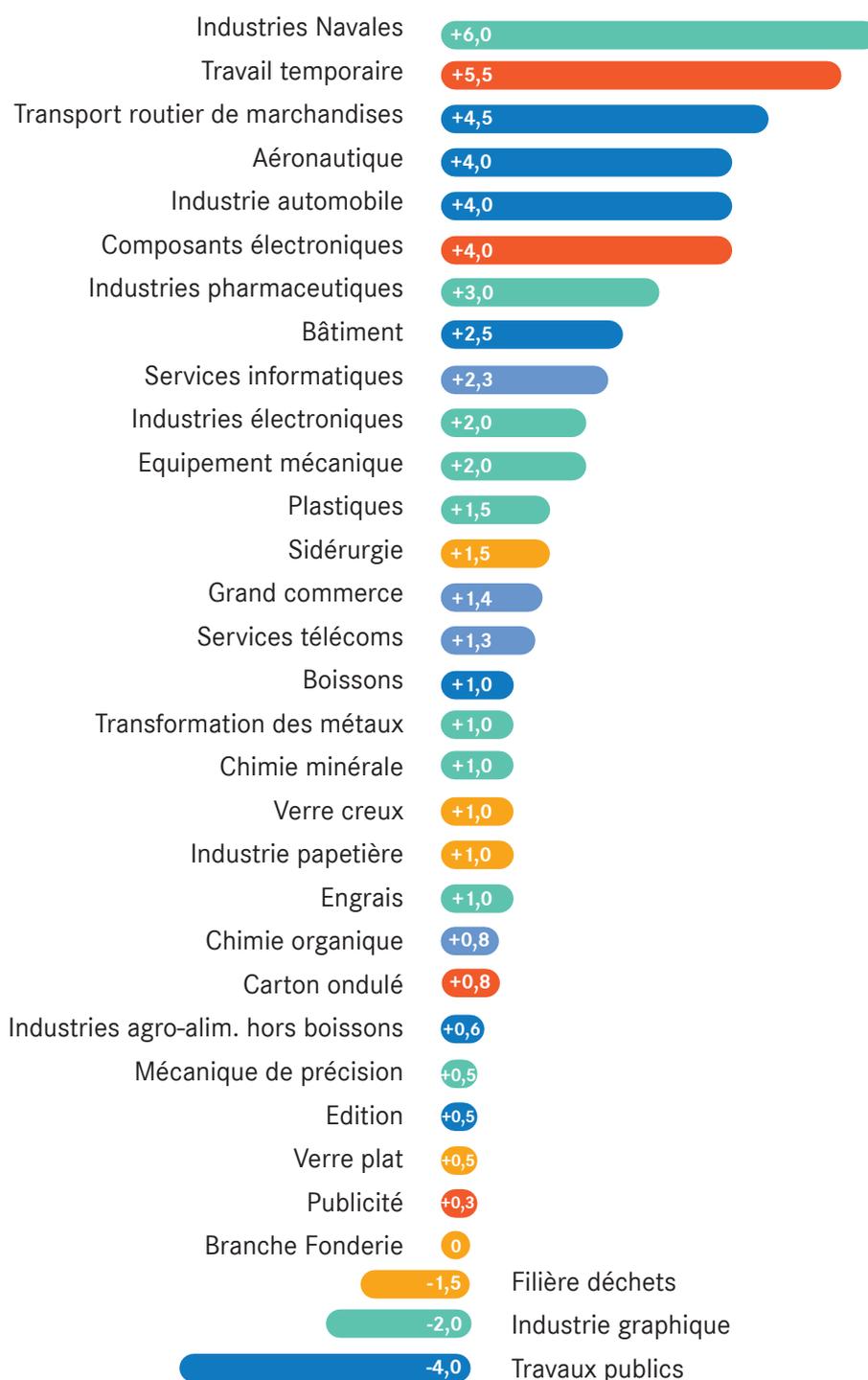


# FRANCE SECTEURS

## PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ POUR 2016



Source : Crédit Agricole S.A. - Evolution en % et en volume



# SOMMAIRE

## CONTEXTE GÉNÉRAL

- MACROÉCONOMIE.....6-7
- CONTEXTE ÉNERGÉTIQUE.....8
- MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES.....9
- CONSOMMATION DES MÉNAGES.....10
- MINES & MÉTAUX.....11
- FINANCEMENTS.....12
- RÉSUMÉS SECTORIELS.....13-14

## INDICATEURS AVANCÉS

- COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES.....17-18
- CARTON ONDULÉ.....19-20
- PUBLICITÉ.....21-22
- TRAVAIL TEMPORAIRE.....23-24

## SECTEURS FONDAMENTAUX

- IAA HORS BOISSONS.....27-28
- BOISSONS.....29-30
- AÉRONAUTIQUE.....31-32
- INDUSTRIE AUTOMOBILE.....33-34
- BTP .....35-36

## INDUSTRIES ET RECYCLAGE

- FILIÈRE DÉCHETS.....39-40
- VERRE .....41-42
- INDUSTRIE PAPETIÈRE.....43-44
- SIDÉRURGIE .....45-46
- BRANCHE FONDERIE .....47-48

## AUTRES INDUSTRIES

- INDUSTRIES MÉCANIQUES .....51-56
- INDUSTRIES NAVALES .....57-58
- INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES .....59-60
- INDUSTRIES CHIMIQUES, ENGRAIS.....61-64
- INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES.....65-66
- INDUSTRIES GRAPHIQUES.....67-68

## SERVICES

- SERVICES INFORMATIQUES.....71-72
- TÉLÉCOMS .....73-74
- GRAND COMMERCE .....75-76
- ÉDITION.....77-78
- TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES.....79-80

## Évolution de l'activité en % et en volume

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p
<b>Secteurs à caractère d'indicateurs avancés</b>							
Composants électroniques	10,5	5,4	-3,0	5,0	4,0	6,0	4,0
Carton ondulé	3,8	2,0	-1,0	-1,0	-0,4	0,8	0,8
Publicité	7,9	1,2	-1,6	-0,9	-0,9	-1,0	0,3
Travail temporaire	20,8	6,9	-8,3	-2,5	1,2	4,9	5,5
<b>Secteurs fondamentaux</b>							
Industries agro-alim. hors boissons	1,1	2,8	-0,5	-2,1	-0,1	0,9	0,6
Boissons	8,6	5,0	-0,6	-3,9	4,6	3,4	1,0
Aéronautique	0,0	2,0	3,0	3,0	2,0	2,0	4,0
Industrie automobile	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	10,3	4,0
Bâtiment	-4,7	6,3	0,4	-4,5	-4,2	-3,2	2,5
Logement neuf	-4,8	17,0	0,5	-13,1	-9,7	-3,8	6,7
Non-résidentiel neuf	-12,8	7,8	3,7	-1,3	-6,3	-12,8	0,3
Entretien-rénovation	-2,0	1,2	-0,6	-1,1	-1,1	0,0	1,5
Travaux publics	-2,3	3,0	-1,5	-3,4	-3,9	-5,0	-4,0
<b>Industries et recyclage</b>							
Filière déchets	6,8	6,6	0,5	-1,8	2,9	-2,0	-1,5
Verre	4,0	9,0	-8,5	-3,5	0,5	1,0	1,0
Verre creux	1,8	6,0	-6,0	-4,5	2,8	1,0	1,0
Verre plat	8,5	17,6	-18,3	-9,0	-10,0	0,0	0,5
Industrie papetière	5,6	-3,4	-5,2	-1,0	1,9	-1,4	1,0
Sidérurgie	20,0	2,4	-1,1	0,5	2,9	-6,8	1,5
Branche Fonderie	14,4	4,6	-14,0	-0,7	-1,0	-2,0	0,0
<b>Autres industries</b>							
Transformation des métaux	4,0	6,0	0,0	-1,5	1,4	0,4	1,0
Équipement mécanique	2,2	6,7	2,7	0,0	1,7	2,6	2,0
Mécanique de précision	6,0	3,5	2,7	1,5	2,5	0,4	0,5
Industries Navales	-6,0	14,0	8,0	-5,0	4,0	11,0	6,0
Industries électroniques	-8,0	2,5	0,0	-4,0	-4,0	4,0	2,0
Industries chimiques	3,3	0,4	-4,5	-1,5	4,5	-1,8	0,8
Chimie minérale	8,2	7,1	-9,6	1,3	1,5	-2,7	1,0
Chimie organique	2,2	-1,2	-3,0	-2,3	5,3	-1,6	0,8
Plastiques	0,5	-1,7	-2,0	1,7	1,6	4,4	1,5
Engrais	5,0	5,0	0,0	0,0	-1,0	-2,7	1,0
Industries pharmaceutiques	2,8	3,2	8,1	-0,1	2,9	2,5	3,0
Industries graphiques	-3,0	0,0	-1,4	-5,0	-3,0	-3,0	-2,0
<b>Services</b>							
Services informatiques	1,3	1,7	0,0	-0,5	1,0	2,0	2,3
Services télécoms	2,1	-0,3	0,5	0,2	2,3	1,9	1,3
Grand commerce	1,9	-0,4	0,8	1,5	0,9	1,1	1,4
Édition	-1,5	-3,0	-4,5	-1,5	-1,0	1,2	0,5
Transport routier de marchandises	4,1	0,8	-6,7	-2,2	-5,0	-8,9	4,5

Source : Crédit Agricole S.A.

# CONTEXTE GÉNÉRAL

- MACROÉCONOMIE
- CONTEXTE ÉNERGÉTIQUE
- MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES
- CONSOMMATION DES MÉNAGES
- MINES & MÉTAUX
- FINANCEMENT
- RÉSUMÉS SECTORIELS

## Prévisions macroéconomiques

(en %)	Variation annuelle						Variation trimestrielle 2016			
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	T1	T2	T3	T4
PIB USA (r.a.)	1,6	2,2	1,5	2,4	2,4	1,9	0,8	2,5	2,6	2,3
PIB Japon	-0,4	1,7	1,4	-0,1	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,1
PIB Chine	9,5	7,7	7,7	7,3	6,9	6,5				
PIB Zone Euro	1,6	-0,8	-0,3	0,9	1,6	1,6	0,5	0,4	0,4	0,4
<b>PIB France</b>	<b>2,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>
Consommation privée	0,4	-0,3	0,6	0,7	1,5	1,9	1,0	0,4	0,4	0,4
Investissement	2,1	0,4	-0,7	-0,4	0,9	3,1	1,6	0,4	0,4	0,4
Variation des stocks (c)	1,1	-0,6	0,2	0,5	0,1	0,1	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Exportations nettes (c)	0,0	0,5	-0,1	-0,5	-0,3	-0,7	-0,2	0,1	0,1	0,1
exportations	7,1	2,7	1,9	3,4	6,0	2,8	0,0	1,3	1,3	1,3
importations	6,6	0,8	2,2	4,8	6,4	4,7	0,6	0,9	0,9	0,9
Production manufacturière	4,1	-2,8	-0,6	-0,2	1,8	1,0	-0,8	0,5	0,5	0,5
Taux de chômage	8,8	9,4	9,9	9,9	10,0	9,8	9,9	9,9	9,8	9,7
Inflation CPI (a/a)	2,1	2,0	0,9	0,5	0,0	0,2	0,0	0,0	0,3	0,5
Taux de change euro/dollar (fin de période)	1,29	1,32	1,37	1,21	1,09	1,12	1,09	1,14	1,13	1,12
Pétrole (Brent), \$/BL	111	112	109	99	52	45	37	45	47	50

(c) : contribution

(r.a) : rythme annualisé

Source : Crédit Agricole S.A.

## L'éclaircie se confirme

*Les développements conjoncturels récents confirment un scénario de reprise graduelle de l'économie française, même si celle-ci est un peu moins dynamique que la moyenne européenne. Au premier trimestre de 2016, le rythme de croissance a surpris favorablement le consensus (+0,6 % t/t). Au-delà, la croissance continuerait d'accélérer sur un rythme plus modéré en 2016 (+0,3 % t/t). Au global, après 1,2 % de croissance en 2015, on attend 1,5 % en 2016 et 1,4 % en 2017, ce qui se justifierait par la bonne tenue de la consommation privée et un redémarrage progressif de l'investissement. A l'inverse, la contribution du commerce extérieur serait négative en 2016, puis neutre en 2017. En dépit d'une conjoncture mondiale morose, la croissance en France continuerait de s'améliorer, cette reprise restant toutefois dépendante d'une conjonction de facteurs externes favorables.*

En effet, l'environnement global reste propice à l'économie française. L'évolution des données de marché demeure plutôt favorable. Si le taux de change effectif de l'euro est résilient au cours du trimestre écoulé, il continuerait de se déprécier en lien avec la politique monétaire accommodante de la BCE en 2016 et 2017 (euro/dollar à 1,12 fin 2016 et 1,10 fin 2017, contre 1,13 fin mars 2016). Les conditions de financement des agents demeurent très favorables avec des taux court proches de zéro et un taux long OAT dix ans qui demeure en dessous de 1 %. Enfin, le prix du baril ne remonterait que très graduellement (70 dollars fin 2017).

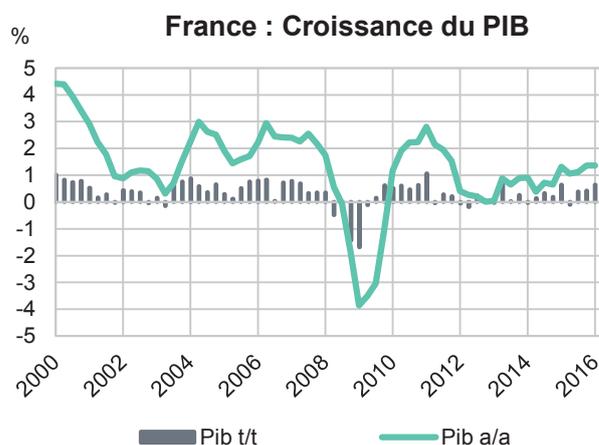
Toutefois, les incertitudes ne manquent pas. Sur le plan interne, l'incertitude principale réside dans l'ampleur du redémarrage du cycle d'investissement, une incertitude renforcée notamment par le Brexit. Sur le plan externe, elle a trait au faible dynamisme de la demande adressée à la France alors qu'un certain nombre de grands pays émergents présentent des perspectives de croissance dégradées (Russie, Brésil, pays producteurs de pétrole et Chine). En outre, des contraintes structurelles continuent de peser sur la croissance (déficit de compétitivité, confiance dégradée, poursuite de l'ajustement budgétaire).

Par rapport à 2015, on attend un rééquilibrage de la demande interne avec une contribution plus favorable de l'investissement. L'amplitude de la reprise de l'investissement des entreprises reste cependant incertaine. Les mesures de politique économiques telles que la baisse des charges mise en place (CICE, Pacte de responsabilité) ont un impact favorable, même si un risque de dilution ne peut être exclu. On observe ainsi un net redressement des profits non distribués en 2015 mais le redémarrage de l'investissement reste modéré et l'utilisation de cette « bouffée d'oxygène » par les entreprises reste également incertaine. Elles pourraient par exemple faire le choix d'orienter les gains de ces mesures vers les salaires ou le désendettement. Enfin, les capacités de production restent sous utilisées et le climat d'incertitude tend à renforcer l'attentisme. Lors des trimestres récents, on constate toutefois une reprise de l'investissement des entreprises, qui s'accroîtrait progressivement sur l'horizon de notre prévision. En particulier, la mesure de surmortalisation de l'investissement manufacturier (valable jusqu'en décembre 2016) suscite un effet d'aubaine. Par ailleurs, l'investissement des ménages a continué de se détériorer en 2015 pour la quatrième année consécutive. Cependant, en 2016, il redémarrerait peu à peu en lien avec le redressement des ventes de logements neufs. Le marché immobilier dans son ensemble (neuf et ancien) a connu un rebond en 2015 et restera assez soutenu en 2016, grâce aux mesures de soutien au logement neuf et au très bas niveau des taux de crédit.

La consommation privée resterait le principal moteur de la croissance. Cette dynamique se justifie principalement par un contexte marqué par des gains de pouvoir d'achat assez élevés eu égard à une lente remontée du prix du pétrole qui implique une faible inflation (+0,2 % en 2016 et +0,8 % en 2017). Le pouvoir d'achat du revenu disponible progresserait assez nettement (+1,9 % en 2016, puis +1,1 % en 2017, après +1,6 % en 2015). Notre scénario intègre aussi une modeste baisse du taux de chômage (9,8 % en 2016 après 10,4 % en 2015) en lien avec une croissance modérée et diverses mesures mises en place (Plan d'urgence pour l'emploi de janvier 2016). On peut aussi noter l'effet favorable sur la consommation des baisses d'impôts pour les ménages modestes prévues dans le cadre du Pacte de solidarité. A l'inverse, plusieurs déterminants pèsent sur la consommation : un niveau de confiance des ménages dégradé, des augmentations de salaire modestes et la poursuite du processus d'ajustement budgétaire (freinage des dépenses, notamment des prestations sociales). Dans ce contexte, le taux d'épargne baisserait peu.

Après avoir contribué négativement à la croissance en 2014 et en 2015, la contribution du commerce extérieur resterait négative en 2016, puis serait neutre en 2017. Le contexte de change reste favorable et soutient les exportations françaises, toutefois « l'effet euro » serait moins significatif qu'en 2015. Par ailleurs, la croissance mondiale freinerait en 2016, (+2,9 % en 2016, après +3,1 % en 2015) avant d'accélérer légèrement en 2017 avec +3,1 %. Par ailleurs, le déficit structurel de compétitivité de l'économie française (coût et hors coût) continue de constituer un frein, même si on peut noter une amélioration sur la période récente dont témoigne notamment la stabilisation des parts de marché françaises à l'exportation au sein de la zone euro. Du côté des importations, le redressement graduel de la demande interne entraînerait une augmentation des importations en 2016 et 2017 qui tendraient à contrebalancer la progression des exportations.

La croissance française confirmerait l'éclaircie de 2015. En 2016 et 2017 on retient une légère amélioration avec +1,5 % de croissance, après +1,2 % en 2015. A noter que le Brexit contribue à renforcer l'attentisme des agents, ce qui limite les perspectives de l'investissement. Le coût pour la croissance en France serait toutefois modéré et étalé dans le temps, de l'ordre de 0,1 % à 0,2 % sur la période 2016-2017. A plus long terme, les conséquences du Brexit sur le commerce extérieur et les mouvements de capitaux dépendront de la nature de l'accord entre l'UE et le Royaume-Uni.



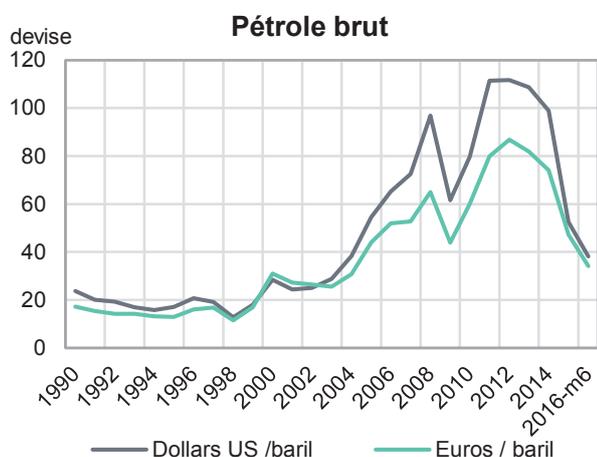
Source : Crédit Agricole S.A.

## Pétrole

L'excédent de production mondiale baisse progressivement. La production américaine de pétrole de schiste continue à baisser. Elle est aujourd'hui autour de 12,2 Mb/j contre 12,7 l'année dernière. L'Iran a rapidement augmenté sa production d'environ 0,6 Mb/j selon l'Agence internationale de l'énergie. Les arrêts de production notamment au Canada (environ 1 Mb/j sur le mois de mai) ont permis au pétrole iranien d'alimenter le marché international sans provoquer une nouvelle baisse du prix du pétrole.

Hors arrêts de production exceptionnels, l'offre et la demande pétrolières devraient s'équilibrer sur le second semestre 2016.

La remontée des prix devrait donc se prolonger sur le second semestre 2016. Toutefois, l'important niveau des stocks devrait limiter l'ampleur de cette reprise des cours.



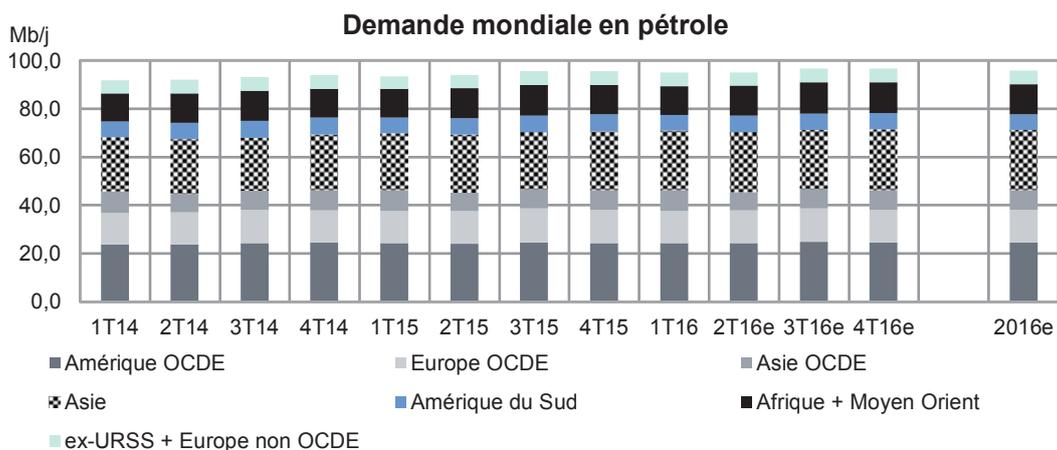
Sources : ICIS, Crédit Agricole S.A.

## Raffinage

Malgré un prix du pétrole qui a atteint son minimum en janvier 2016, les marges de raffinages se sont contractées sur les premiers mois de l'année par rapport à celles de 2016. La moyenne des marges brutes approche des 30 USD par tonne sur les cinq premiers mois de 2016. C'est près de 20 USD par tonne de moins que la moyenne annuelle de 2015.

## Gaz naturel

Le marché du gaz naturel en Europe est actuellement bien approvisionné, expliquant la faiblesse des cours actuels. Les importations de gaz naturel en provenance de Russie et de Norvège ont augmenté sur les quatre premiers mois de l'année 2016 par rapport à 2015. L'augmentation des importations russes et norvégiennes a permis de compenser la baisse de la production hollandaise et limite l'afflux de gaz naturel liquéfié en provenance du Moyen-Orient ou des États-Unis dans les terminaux du nord de l'Europe. Les prix de gros du gaz naturel sur 2016 et 2017 devraient rester autour des niveaux bas actuels.



Sources : OMR-AIE, Crédit Agricole S.A.

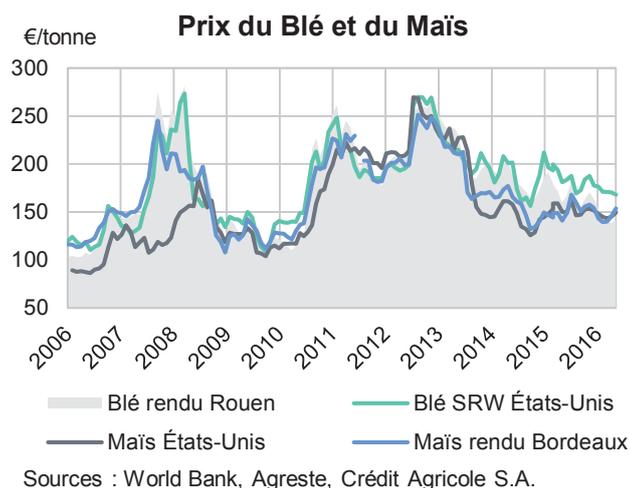
## Toujours le règne de l'abondance

La situation qui prévaut depuis 2013/14 devrait selon les nouvelles prévisions se poursuivre : pour la récolte 2016/17, la production de blé devrait légèrement fléchir, mais à un niveau qui assure toujours largement l'approvisionnement. Quelques bémols concernant le blé : l'UE baisserait après l'année actuelle exceptionnelle, l'Ukraine se ressent de la sécheresse automnale, et le Maroc aussi, de façon très sévère. Mais la Russie a retrouvé une capacité exportatrice, comme l'Argentine où l'exportation bénéficie de la libéralisation.

Pour le maïs, la récolte se situerait à nouveau presque à son record de 2014/15. L'Europe, les États-Unis, l'Argentine remontent. La sécheresse affecte la seconde récolte brésilienne, qui est devenue la principale et qui contribue le plus à l'exportation : sans jouer beaucoup sur les volumes, cela a déterminé un mouvement d'achat de la part des agents financiers à court terme, entraîné surtout par le soja, affecté par les inondations en Argentine. Les prix connaissent ainsi une remontée légère en mai.

La Chine a lancé officiellement sa réforme du marché du maïs, fondée sur la suppression du prix garanti, un frein au stockage, et sur des aides à l'hectare. Les surfaces cultivées commencent à baisser ainsi que les prix intérieurs. On en attend une production en baisse, mais aussi un début de résorption du stock, d'où un recours moindre au marché international pour les grains fourragers (notamment, pour la France, l'orge). Cela doit dans un premier temps peser sur la demande mondiale.

La consommation de céréales est prévue en phase avec la production. Tout ceci aboutirait à des stocks au minimum stables, sauf en soja, où un repli est possible malgré la bonne récolte, car la consommation est attendue en hausse continue, notamment en Chine. Le bilan mondial, sauf tournant climatique toujours possible de façon brutale, n'est ainsi pas en faveur d'une durable remontée des prix.



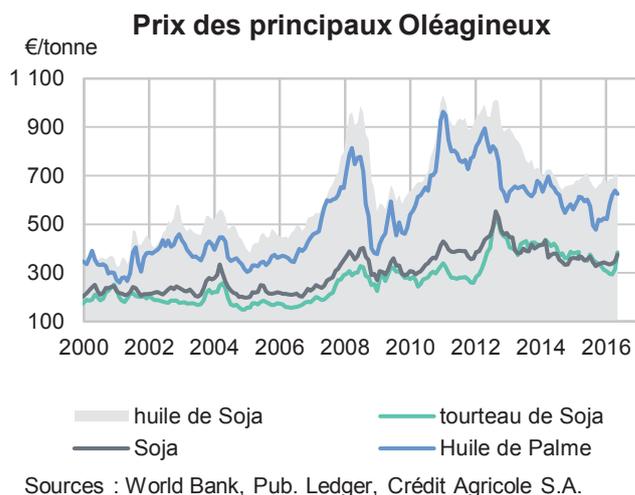
## La France face à une masse de blé

La récolte 2016 n'est pas chiffrée mais les conditions sont plutôt favorables pour l'instant en blé (pour le maïs, on s'attend à une certaine baisse des surfaces, vu le niveau des prix), alors que l'issue de la campagne actuelle reste incertaine. Le volume record produit en 2015 (presque 41 Mt, soit 13 % de plus que la moyenne des cinq précédentes années) devrait, malgré l'accélération remarquable des exportations à partir de mars, laisser un stock en hausse, alors qu'il avait pu être contenu en fin de campagne 2014/15.

Les collecteurs n'ont pas la partie facile cette année. La qualité n'est pas sinistrée comme en 2014, mais les prix sont particulièrement bas et l'origine française se trouve tout à fait compétitive sur le marché mondial pour cette campagne, malgré l'euro qui est un peu remonté. Il est donc difficile de vendre moins cher, tout en tenant compte des attentes de producteurs.

Les exportations représentent en moyenne plus de 50 % de la récolte française de blé tendre, et les pays tiers 30 %. Le poids de ces derniers tend à s'accroître. La situation change beaucoup d'une année à l'autre, selon le niveau et la qualité de la récolte en France et chez les clients, mais parmi les pays tiers, l'Algérie et l'Afrique francophone sont bon an mal an les deux zones clés. Le Maroc et l'Égypte interviennent de façon irrégulière, avec une part de marché de la France qui varie. En 2015, l'Asie fait une apparition remarquable : du blé fourrager surtout, vu la qualité sinistrée. En 2016, le Maroc devrait remonter, du fait de la très mauvaise récolte attendue.

Sur les dernières années, la part de marché de la France ne montre pas d'évolution nette : elle reste autour de 80 % pour l'Algérie et l'Afrique de l'Ouest, de 50 % pour le Maroc et de 15 % pour l'Égypte et la Tunisie. Mais la concentration des débouchés atteste d'une certaine fragilité commerciale.



## Consommation et commerce : en mutation

La consommation en France sur la période récente a connu deux épisodes de crise.

La première en 2009, onde de choc de la crise financière mondiale, est accompagnée de tensions sur le coût de l'énergie et des matières premières. Elle se traduit par un recul sans précédent des achats (-3 % en valeur) sur l'ensemble du panier du consommateur, puisque même les dépenses alimentaires d'ordinaire résilientes sont entraînées dans ce recul, y compris en volume.

La seconde, bien moindre et plus spécifiquement française, intervient à partir du second semestre 2011. Elle se manifeste non par un recul, mais par une décélération rapide du rythme de croissance de la consommation des ménages, rétabli en 2010. Certains marchés se montrent spécialement sensibles : l'habillement, l'équipement du foyer, des activités portées par des années de croissance, mais dont les consommateurs semblent découvrir qu'elles constituent des dépenses arbitrables. L'habillement, considéré comme un besoin de base, devient une dépense arbitrage. Entre 2008 et 2014, ce marché aura perdu presque 15 % de sa valeur et à la différence de ce qui s'est produit sur la décennie 2000 avant crise, il ne se constate plus de compensation par les volumes.

Dans le budget des ménages, cette notion d'arbitrage se développe face à la montée des dépenses dites contraintes : logement, transport, énergie, communications... Pour les consommateurs, la « crise » revêt un caractère permanent. Elle associe la perception du chômage, la pression sur les salaires et la pression fiscale. On notera que l'évolution du revenu disponible – jusqu'à aujourd'hui toujours positive – est en nette décélération (+5,7 % en 2000, +2,4 % en 2010, +0,7 % en 2013). Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut est lui, en baisse depuis 2011. La perception du niveau des prix devient dès lors beaucoup plus sensible, par rapport au début de la décennie 2000. Ainsi l'inflation alimentaire, perçue au quotidien et jugée forte, vaut au *hard discount* une nouvelle phase de conquête de part de marché en 2009-2010.

Emergent de nouvelles formes de consommation, sinon de commerce, qui précisément proposent des prix bas ou inférieurs à ceux des circuits conventionnels.

Le commerce de détail (499 Md€ en 2014) stagne depuis le choc de 2011, cependant le e-commerce poursuit sa progression. En 2014, avec plus de 60 Md€ de chiffre d'affaires (en incluant les véadistes), il représente 12 % des ventes. Son rythme de progression annuel est constamment supérieur à 10 %. C'est lui qui constitue la force motrice du commerce, y compris sur le marché alimentaire, et rend compte des éventuelles progressions en volume.

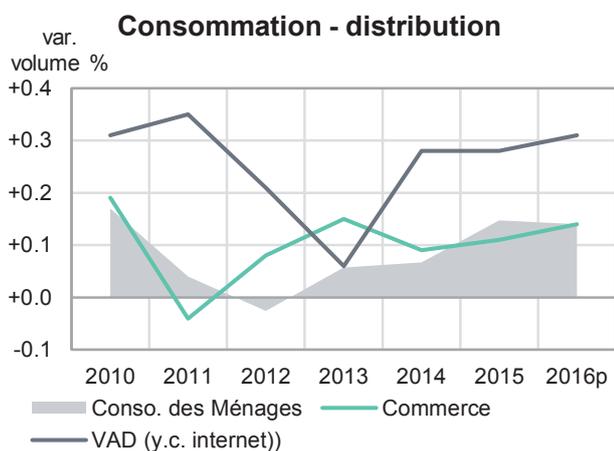
La consommation est donc en mutation, non plus en crise. Elle privilégie trois directions :

- Les offres *low-cost*. En alimentaire, le *hard discount*, attaqué par les « drive » des enseignes traditionnelles (modalité de e-commerce qui présente une offre concurrente au *hard discount* ; les marques de distributeurs MDD y sont particulièrement mises en avant). En matière d'équipement de la personne, les grandes surfaces consacrées à l'habillement, en périphérie (La Halle, Kiabi...) et en centre commerciaux (H&M), dans le meuble, l'offre « jeune habitat » à petit prix. L'omnicanalité est de rigueur ;
- Les offres plus qualitatives en biens d'équipements : les achats sont plus espacés, calculés, confrontés systématiquement entre offres des *pure-players* du net et offres des réseaux traditionnels ;
- Des achats rares et très qualitatifs, en haut de gamme, voire sur les codes du luxe, qui font recette.

L'un dans l'autre, le milieu de gamme qui a fait les beaux jours notamment des grandes enseignes de centre-ville voit son espace plus restreint. Dans l'alimentaire, ce phénomène se décline en une guerre des offres, les grands groupes fournisseurs revenant en entrée de gamme concurrencer les MDD. Dans cette continuité, certains distributeurs alimentaires déclenchent une « guerre des prix » à un niveau inédit entre enseignes GSA, ultime moyen de reconquérir du trafic clients et des parts de marché. Le grand commerce alimentaire connaît un recul d'activité en valeur en 2014 (-1,1 %).

Les prémices d'une reprise économique graduelle sont perceptibles dans les évolutions des commerces spécialisés (non alimentaires) en 2015. Les anticipations des consommateurs sont différentes : l'idée d'une stabilité ou d'une graduelle amélioration du revenu et de la fiscalité paraît intégrée. Les prix des carburants restent contenus, à horizon prévisible. Le redressement de la consommation de biens peut être anticipé, mais il est difficile d'entrevoir quels canaux commerciaux, quelles entreprises, seront gagnants.

Le développement de l'e- ou m-commerce ne fait pas de doute, sinon sa vitesse de diffusion avec une cible de 20 % des ventes en fin de décennie. Le commerce conventionnel en sera affecté et l'omnicanalité redistribuera les clientèles du centre-ville, des zones de périphérie et surtout des centres commerciaux.



## Un contexte de surproduction mondiale et de baisses de prix

### Cuivre

Au cours de l'année 2015, le prix du cuivre a atteint son plus bas niveau depuis six ans et devrait s'y maintenir pour quelques mois encore. En cause, la faible demande de la Chine, premier consommateur de la planète. Les économies du Chili et du Pérou, parmi les plus importants producteurs et exportateurs mondiaux de cuivre, sont concernées par ces baisses de cours, tout comme le sont, en Afrique, la Zambie, et la République démocratique du Congo.

Plus généralement, on assiste à une explosion de l'offre en cuivre depuis dix ans, avec un grand nombre d'investissements et de projets miniers. La production devrait encore augmenter de 5 % en 2016, et l'on atteindra le plus gros excédent en cuivre depuis 14 ans. Ceci face à une demande qui croît moins vite que prévu.

La baisse des prix affecte les pays producteurs et la marge est divisée par deux (N.B. : la vente du cuivre représente plus de 10 % du PIB de la Zambie et du Chili).

Dans ce contexte, certains grands groupes continuent à investir pour abaisser les coûts de production, en travaillant notamment sur les procédés d'extraction. Un rééquilibrage entre l'offre et la demande est anticipé pour 2016/2017.

### Aluminium

Les principaux marchés de l'aluminium sont encore l'Europe et les États-Unis, mais la consommation d'aluminium en Chine ne cesse d'augmenter, notamment dans le domaine de la construction. La fabrication d'aluminium est très énergivore avec près d'un quart des coûts provenant de la consommation énergétique. Produit essentiellement en Chine (55 % des approvisionnements mondiaux), en Russie et aux États-Unis, il en résulte que le coût de l'aluminium est influencé par le prix du pétrole (et du charbon en Chine).

En effet, la production chinoise provient d'une électricité produite à partir du charbon. Ainsi, dans un contexte de surproduction et de pression environnementale accrue, il n'y a aucune logique pour la Chine de continuer à développer sa production d'aluminium.

Néanmoins, la Chine a réalisé un effort de recherche et de développement pour améliorer les processus d'électrolyse (passage de l'alumine en aluminium liquide).

Ainsi, depuis l'année 2013, la part de la Chine dans la production mondiale d'aluminium a dépassé les 50 % et devrait atteindre 60 % et 62 % respectivement en 2017 et 2018, pour rester à ces niveaux les années suivantes.

En 2008, les cours de l'aluminium ont atteint un pic à plus de 3 200 USD/t, mais la crise économique mondiale a fortement réduit la demande, avec pour conséquence une chute brutale des cours qui ont atteint 1 260 USD en 2009, soit une baisse de 40 %. L'aluminium est progressivement reparti à la hausse jusqu'en 2011 (2 300 USD) et connaît depuis une baisse continue (1 660 USD en 2015).

### Nickel

Comme toute matière première, le marché du nickel est confronté aux fondamentaux du marché et notamment à la loi de l'offre et de la demande. Mais c'est aussi un marché avec une dimension géopolitique et l'un des plus instables de la planète.

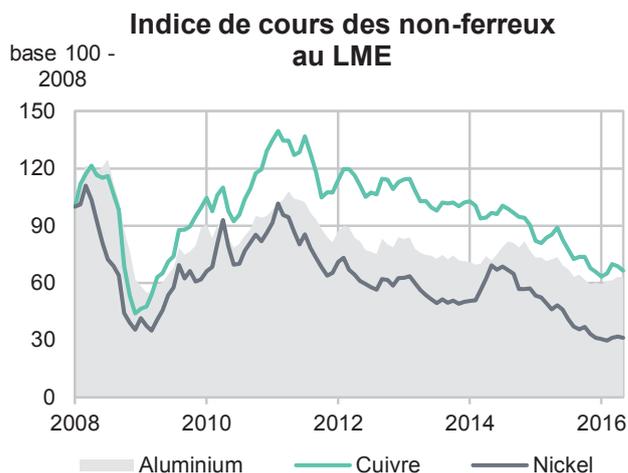
Les acteurs sont des Russes, des Cubains, des Londoniens, des métallurgistes de l'inox, des investisseurs chinois et des indépendants calédoniens.

Suite à la mise en place par le gouvernement indonésien d'un embargo sur les exportations de minerai de nickel en janvier 2014, le prix du nickel s'est envolé au cours du premier semestre 2014, atteignant plus de 21 500 USD/t en mai, avant de retrouver son niveau d'avant l'interdiction un an plus tard, en février 2015.

Malgré l'absence de menace sur l'approvisionnement en minerai de nickel, le conflit entre l'Ukraine et la Russie (qui produit 12 % de la production mondiale de nickel métal) a accéléré la remontée du cours en mars 2014.

A la fin de l'année 2014, le cours a chuté de 30 % par rapport à sa valeur la plus haute, principalement suite à la surcapacité mondiale qui écarte toute perspective de pénurie, et à la hausse des stocks du LME qui ont augmenté d'environ 60 % au cours de la période 2014/2015.

En avril 2015, les cours ont touché leur plus bas niveau (12 260 USD/t) depuis 2009, sur un fond de surplus et d'incertitudes liées à la demande du secteur de l'acier. Ils devraient continuer à s'éroder en 2016.



Sources : Datastream, Crédit Agricole S.A.

## Financement des entreprises : la reprise du crédit est-elle durable ?

L'année 2015 s'est caractérisée par une amélioration de la situation financière des entreprises.

Les réformes mises en œuvre (CICE, pacte de responsabilité), combinées à un environnement externe favorable (recul des prix énergétiques et très bas niveau des taux d'intérêt), ont facilité la restauration des marges et la hausse des profits. Mais, en parallèle, la reprise des dépenses d'investissement reste lente ; l'attentisme des chefs d'entreprise persiste. Au total, le besoin de financement externe des entreprises françaises tend à se réduire. Il passe de 50 Md€ en 2014 à 40 Md€ en 2015 et devrait atteindre 35 Md€ par an en 2016 et 2017.

En France, le besoin de financement externe des entreprises est comblé pour une large part par le recours à l'endettement, via l'émission de titres de dette sur les marchés et/ou via le crédit (bancaire, interentreprises, ou intragroupe). Les entreprises arbitrent entre ces différentes formes de financement, en fonction notamment de leur coût respectif. Depuis 2008, alors que l'endettement des sociétés non financières n'a cessé de croître en France, la part de l'endettement bancaire dans l'endettement total est passée de 74 % fin 2008 à 61 % en avril 2016. Le mouvement s'est particulièrement accéléré entre 2011 et 2014 : dans un environnement de taux historiquement bas, le coût de l'endettement de marché était plus favorable que les taux d'intérêt proposés sur les crédits bancaires. La France est ainsi le pays d'Europe dans lequel le mouvement de désintermédiation est le plus avancé.

Néanmoins, l'arbitrage titres versus crédits tend à s'inverser depuis mi-2015. Le différentiel de coût entre l'endettement de marché et la dette bancaire s'est réduit, les critères d'octroi de crédit se sont légèrement assouplis. Ainsi, malgré une demande de financement en baisse, la croissance des encours de crédit aux entreprises accélère, alors que le recours au financement de marché ralentit.

Mais cette reprise du crédit n'est pas homogène : l'affacturage et les crédits de trésorerie sont très dynamiques alors que le crédit à l'investissement ne décolle pas. Ces évolutions sont cohérentes avec notre scénario macroéconomique de rebond lent de l'investissement, l'activité étant portée par le cycle d'exploitation. Le mouvement de restockage favorise ainsi le financement de bas de bilan. Enfin, les données par taille d'entreprise mettent en avant une nette accélération du crédit aux grandes entreprises alors que la crois-

sance du crédit aux PME et ETI tend à se stabiliser à un rythme relativement faible de 2 % de croissance annuelle des encours.

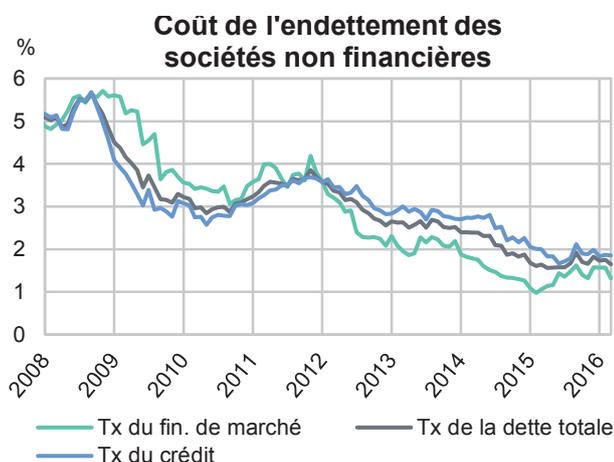
Au regard de ces évolutions, le caractère durable de la reprise du crédit peut sembler fragile.

La demande de crédit des entreprises, tout d'abord, ne devrait pas rebondir plus avant : leur situation financière s'améliore mais l'attentisme des chefs d'entreprises va perdurer. D'autant que le Brexit et les échéances politiques en Europe ajoutent une dose d'incertitude : les dépenses d'investissement des entreprises et donc leur besoin de financement devraient en pâtir.

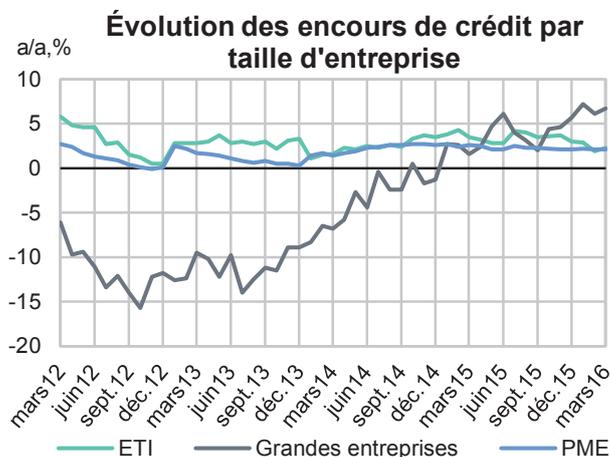
Par ailleurs, l'accélération récente du crédit tient notamment au recul des financements de marché, alors que le rythme de croissance de l'endettement total des entreprises se stabilise. Or, une nouvelle baisse des taux pourrait ré-inverser l'arbitrage entre titres et crédits. D'autant que les grandes entreprises, qui tirent aujourd'hui la croissance du crédit, sont les moins dépendantes du financement bancaire : elles ont un accès facilité aux marchés et sont les plus rationnelles dans leurs stratégies d'optimisation des ressources.

Les nouvelles mesures de la Banque centrale européenne (BCE) pourraient avoir sur ce point des effets ambivalents. D'une part, l'achat par la BCE de titres de dette d'entreprises devrait impacter à la baisse le coût de financement de marché. D'autre part, dans le cadre des TLTRO 2, l'application de taux négatifs étant conditionnée à l'activité de prêt, la concurrence accrue entre établissements pour capter une demande encore limitée devrait écraser les taux sur les nouveaux crédits.

Enfin, de manière générale, la concurrence sur le marché du financement des entreprises s'intensifie. De nouvelles formes et acteurs du financement émergent, encouragés par les pouvoirs publics : développement des placements privés « Euro PP », participation des assureurs dans les fonds de prêt à l'économie, développement des plateformes de *crowdfunding*, rôle grandissant de BPI France, etc.



Sources : Banque de France, Crédit Agricole S.A.



Sources : Banque de France, Crédit Agricole S.A.

## France : l'activité des secteurs en 2016

### INDICATEURS AVANCÉS

#### Composants électroniques : +4,0 %

Contrairement à l'atonie du secteur au niveau mondial, l'activité hexagonale devrait rester bien orientée en 2016 en bénéficiant des mêmes drivers positifs.

#### Carton ondulé : +0,8 %

L'évolution du secteur dépendra du rebond de la production des industries agricoles et agroalimentaires, son principal driver.

#### Publicité : +0,3 %

Dans la continuité du premier trimestre, le marché pourrait se stabiliser, le rebond modeste de l'économie restant insuffisant pour relancer réellement les dépenses de communication des annonceurs qui bénéficieront toutefois des JO et de l'Euro de football.

#### Travail temporaire : +5,5 %

Sur la lancée de 2015, le secteur est engagé dans une bonne dynamique qui devrait se poursuivre en 2016, compte tenu des anticipations favorables sur la conjoncture économique générale.

### SECTEURS FONDAMENTAUX

#### IAA hors boissons : +0,6 %

L'amélioration graduelle de l'environnement économique bénéficiera au secteur après une année 2015 très moyenne.

#### Boissons : +1,0 %

Les retombées favorables de la tenue en France de l'Euro de football pourraient compenser un début d'année 2016 plutôt mal orienté.

#### Aéronautique : +4,0 %

L'activité de la filière bénéficie de la hausse du trafic aérien et de la montée en puissance de production des programmes NEO, A350 et B737-MAX.

#### Industrie automobile : +4,0 %

La production française de VL progressera moins fortement qu'en 2015, année qui avait été marquée par des rapatriements de production un peu exceptionnels.

#### BTP : +1,1 %

Le secteur du BTP sortira de crise avec une croissance d'activité encore modérée, qui sera tirée par la vive reprise du logement, mais restera freinée par une commande publique toujours en baisse.

### INDUSTRIES ET RECYCLAGE

#### Filière déchets : -1,5 %

Les perspectives du secteur seront liées à la légère baisse du secteur de la collecte et du traitement et à l'évolution du segment de la récupération, défavorablement affecté par le prix des matières premières.

#### Verre plat : +0,5 %

Le redémarrage du segment du logement et la bonne orientation du marché automobile contribueront au léger rebond de la production.

#### Verre creux : +1,0 %

Les événements sportifs du second semestre laissent anticiper une modeste croissance malgré un secteur agroalimentaire atone.

#### Industrie papetière : +1,0 %

Après plusieurs exercices difficiles, le marché pourrait connaître une légère inflexion liée à la timide reprise économique et à de moindres ajustements.

#### Sidérurgie : +1,5 %

La consommation apparente progressera légèrement, et la production nationale également. Les prix resteront sous pression dans un contexte de surcapacité. Ils demeureront fortement tributaires de l'évolution du coût des matières premières.

#### Branche fonderie : 0,0 %

L'année s'inscrira dans le prolongement de 2015 et nous retenons un objectif de stabilité.

## AUTRES INDUSTRIES

### Transformation des métaux : +1,0 %

Le secteur bénéficiera d'une croissance modérée reposant sur les activités de sous-traitance, globalement bien orientées.

### Equipements mécaniques : +2,0 %

La reprise des investissements, encouragée par un dispositif fiscal avantageux en France, va offrir des opportunités de croissance pour le secteur.

### Mécanique de précision : +0,5 %

Le secteur, qui a subi un léger ralentissement de sa croissance lié à la baisse des exportations en 2015, devrait rebondir en 2016.

### Industries électroniques : +2,0 %

Après la performance de 2015, l'année 2016 devrait rester modérément positive, grâce à la prolongation de facteurs structurels favorables.

### Industries navales : +6,0 %

Le secteur poursuivra son expansion, confortée à moyen terme par les nouveaux succès obtenus dans les paquebots, l'export militaire et le décollage des Energies Marines Renouvelables.

### Chimie minérale : +1,0 %

La croissance sera modeste et retrouvera sa tendance de fond, en profitant à tous les secteurs à l'exception de certains sous-segments comme les colorants et pigments qui resteront stables.

### Chimie organique : +0,8 %

La croissance reprendra, mais faiblement, avec des hausses homogènes par sous-secteurs, à l'exception du caoutchouc.

### Plastiques : +1,5 %

Poursuite de la croissance à un niveau qui évolue parallèlement à celui de la demande des secteurs aval.

### Engrais : +1,0 %

L'activité du secteur restera stable malgré la poursuite des opérations de maintenance et les programmes de fiabilisation des installations.

### Industries pharmaceutiques : +3,0 %

Le segment hospitalier et les exportations porteront la croissance des volumes.

### Industries graphiques : -2,0 %

La production graphique continuera de reculer à un rythme comparable à celui des années précédentes, en raison notamment de la poursuite du recul des dépenses publicitaires de presse et de magazines.

## SERVICES

### Services informatiques : +2,3 %

Le secteur amplifiera la tendance économique générale, plus particulièrement dans les domaines du conseil, de l'infogérance applicative et de l'intégration.

### Services télécoms : +1,3 %

Dans la tendance de 2015, la croissance en volume se poursuivra mais à un rythme moindre. Parallèlement, les baisses tarifaires marqueront le pas.

### Grand commerce : +1,4 %

La reprise progressive des volumes du grand commerce s'accompagnera d'une redistribution sous-jacente notable des modes de consommation, tant dans l'alimentaire que dans les biens d'équipement des ménages.

### Edition : +0,5 %

L'année sera favorable pour l'édition scolaire mais l'effet best-sellers pourrait être moins marqué qu'en 2015. Nous tablons à ce stade sur une légère progression des ventes en 2016.

### Transport routier de marchandises : +4,5 %

Après une succession d'exercices difficiles, les trafics connaîtront une phase de rebond, compte tenu des anticipations favorables sur la conjoncture économique générale.

# INDICATEURS AVANCÉS

- COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
- CARTON ONDULÉ
- PUBLICITÉ
- TRAVAIL TEMPORAIRE



## AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement la production en volume réalisée par des établissements industriels établis sur le territoire national ou l'activité en volume dans le cas des entreprises de services.

Le cas des véhicules particuliers en 2010 illustre bien cette approche « volume » : la production nationale avait augmenté de +11,8 % et les ventes baissé de -2,3 %.

## LÉGENDE

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

*sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume*

## MATRICE SWOT

Capacité d'innovation

Leadership sur certaines niches

Besoins d'investissements élevés (Capex, R&D...)

Absence de taille critique pour la majorité des acteurs

Marchés de niche sous-jacents majoritairement porteurs

Soutien gouvernemental (Crédit Impôt Recherche...)

Disparition du savoir-faire « hardware » au profit du secteur « software »

Ambitions des pays émergents (programme investissement Chine)

## Positionnement en France

En France, le secteur des composants et cartes électroniques emploie environ 45 000 personnes, et représente moins de 5 % de la valeur ajoutée du segment des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) en France, soit une contribution de moins de 0,2 % à la formation du PIB national.

## Positionnement dans l'Union européenne

Sur un marché mondial des composants d'environ 340 Md\$, l'Europe représente 10 % des ventes, en recul face aux autres continents. Elle reste présente avec une part significative sur les marchés Aérospatial et Défense, Médical et Automobile. ST Microelectronics était le seul acteur européen dans le top 10 mondial en 2014, l'acquisition récente de Freescale par NXP devrait faire de ce dernier le nouveau numéro 1 européen.

## Tendances historiques

L'industrie électronique a connu jusqu'à présent trois grandes périodes de développement.

La première, qui va jusqu'aux années 80, correspond au développement des technologies et produits électroniques pour les marchés gouvernementaux.

Au cours de la seconde (des années 80 au milieu des années 90), l'électronique pénètre le monde de l'entreprise pour y apporter des gains de productivité (systèmes d'information, outils à commandes numériques).

Dans la troisième (du milieu des années 90 à nos jours), l'électronique cible les besoins des consommateurs (PCs, smartphones...). Passant à une production de masse, l'industrie électronique a subi une profonde évolution et délocalisé en Asie la majeure partie de ses nouveaux investissements.

## Bilan de l'année 2015 : +6 % en volume

L'année 2015 s'est terminée en fanfare malgré un redémarrage un peu « mou » sur les deux premiers mois, et un « trou d'air » en été. Tous les voyants se sont calés au beau fixe pour la filière française, aussi bien sur le marché domestique qu'à l'exportation, d'autant plus que le change EUR/USD est désormais revenu à des niveaux plus favorables.

Même le dernier trimestre, d'habitude plus faible, aura fortement progressé, à l'opposé de la tendance du marché mondial des semi-conducteurs, qui lui, s'est inscrit en repli pour une année supplémentaire.

Cette euphorie se retrouve dans l'indice Insee de la fabrication de composants et cartes électroniques, désormais bien installé au-dessus de 100 depuis septembre 2015, malgré les effets de saisonnalité.

Avec un ratio « book to bill » calculé par le syndicat ACSIEL-Alliance Electronique à plus de 1,18 en décembre, cette dynamique positive devrait se prolonger sur le début de 2016.

Composants électroniques		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>10,5</b>	<b>5,4</b>	<b>-3,0</b>	<b>5,0</b>	<b>4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>4,0</b>	
Md\$	ventes mondiales de semi-conducteurs	298,3	299,5	291,6	305,6	335,8	335,2	336,1	
Md\$	ventes européennes de semi-conducteurs	38,1	37,4	33,2	34,9	37,5	34,3	33,7	
var. volume %	ménages : évolution de la consommation en prod. électroniques	-2,9	-3,4	-2,0	-2,8	0,0			
var. volume %	évol. des salariés des industries électroniques	-4,0	-0,9	-0,3	-1,7	-0,2	-2,3		
var. volume %	évolution de la production française automobile	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	10,3	4,0	

Sources : WSTS, Insee, Dares, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +4 % en volume

Après un tel parcours en 2015, il semble justifié d'anticiper une normalisation de la situation, d'autant plus que les perspectives du marché mondial des semi-conducteurs continuent d'être révisées à la baisse, conséquence d'un mix défavorable (demande atone sur les équipements électroniques, niveaux de stocks de composants élevés, et dollar élevé).

Le cabinet Gartner prévoit même une baisse du chiffre d'affaires des ventes pour la deuxième année consécutive, avec un repli de 0,6 % anticipé pour 2016, suite à celui de 2,3 % en 2015.

Relativement moins exposée à l'électronique grand public, et bénéficiant d'une parité EUR/USD plus avantageuse, l'activité hexagonale devrait donc rester mieux orientée. Il conviendra néanmoins de surveiller les niveaux de prises de commandes sur le restant de l'année.

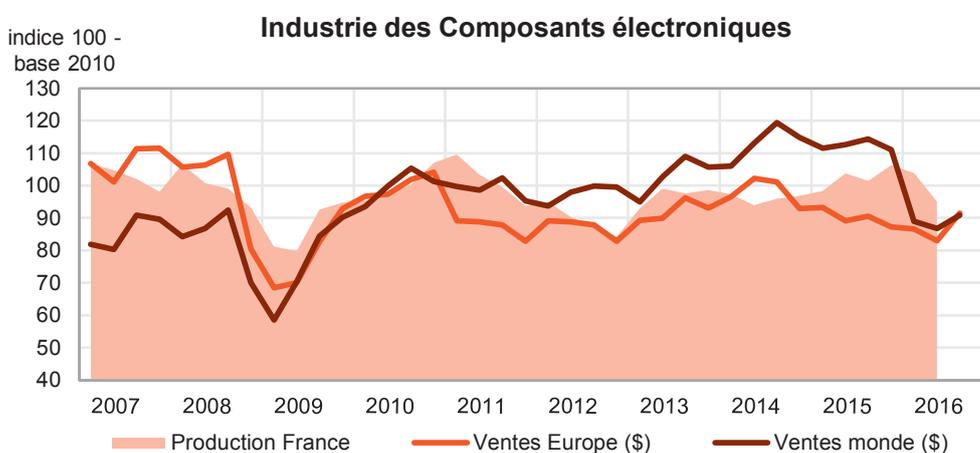
## Perspectives européennes

Contrairement à Gartner, le SIA (*Semiconductor Industry Association*) prévoit une légère hausse du marché des semi-conducteurs de 0,3 % en 2016, mais avec un tassement de la part de marché de la production européenne qui reculerait de 1,6 %.

Face à ces incertitudes, il convient d'affiner l'analyse en considérant les sous-segments de produits : la croissance des capteurs et des circuits intégrés et optoélectroniques sera compensée par le repli attendu des mémoires et des semi-conducteurs discrets.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme au niveau mondial, le secteur devrait revenir à une croissance modérée à partir de 2017, dans l'attente d'un nouvel élan lié à l'internet des objets et aux besoins de l'industrie 4.0.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T3 2015	Intel	Le numéro un mondial des puces annonce le rachat de son compatriote Altera pour 16,7 Md\$ en cash.
T4 2015	Microsemi Corporation	L'américain Microsemi Corp., spécialiste des composants pour les marchés télécoms, militaires, aérospatial et militaire rachète son compatriote PMC-Sierra (composants pour stockage informatique) pour 2,5 Md\$ en cash.
T1 2016	Microchip Technologies	Après avoir été courtisé par Dialog, l'américain Atmel devrait finalement être vendu à son compatriote Microchip Technologies. Les deux fabricants de semi-conducteurs ont signé un accord valorisant Atmel à 3,56 milliards de dollars.
T2 2016	Mercury Systems	Mercury Systems devrait reprendre trois branches d'activités de Microsemi (RF, micro-ondes et sécurité pour 300 millions de dollars).

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, l'industrie du Carton ondulé compte une vingtaine de groupes pour une soixantaine de sites de production. Elle génère un chiffre d'affaires de l'ordre de 2,8 Md€ par an contribuant pour moins de 0,1 % à la formation du PIB national. Elle représente 11 600 emplois directs répartis sur l'ensemble du territoire.

### Positionnement dans l'Union européenne

A l'échelle de l'Union européenne, la France se classe au 3<sup>e</sup> rang des pays producteurs de carton ondulé avec une production de 5,4 milliards de m<sup>2</sup> en 2014, soit 2,8 millions de tonnes, pour une part de marché de 12 % derrière l'Allemagne (21 %) et l'Italie (16 %).

Au niveau mondial, la France se classe au 6<sup>e</sup> rang des pays producteurs.

### Tendances historiques

En France, le marché du carton ondulé a atteint sa maturité. Il se caractérise par sa dimension régionale et par sa fragmentation.

La demande dépend fortement de la consommation des ménages, en particulier dans les secteurs de l'agroalimentaire (~57% des ventes) et des biens de consommation (~24%), notamment l'automobile et les équipements de la maison, ainsi que de la production manufacturière de ces secteurs.

L'industrie n'a pas recouvré ses niveaux d'avant la crise de 2008-2009 du fait du contexte macroéconomique dégradé et du ralentissement de la production agroalimentaire avec les difficultés du monde agricole et des principales filières agroalimentaires (viande, lait...).

Les industriels du carton ondulé non intégrés subissent les pressions des producteurs de Papiers pour ondulé, ne répercutant les augmentations de prix que partiellement et avec retard.

### Bilan de l'année 2015 : +0,8 % en volume

En 2015, le contexte macroéconomique français s'est légèrement amélioré compte tenu de la reprise de la consommation des ménages (+1,5 % estimé pour 2015 par rapport à +0,6 % en 2014).

La production manufacturière a également progressé mais à un rythme moindre : après un début d'année plutôt bon, elle a ralenti puis s'est stabilisée au 3<sup>e</sup> trimestre avant de rebondir au dernier trimestre. Sur un an, elle a augmenté de +0,8 % : la progression des industries agroalimentaires a été faible (+0,6 %), celle des matériels d'équipement plus marquée (automobile notamment +10,3 %).

Progression de la consommation avec l'évolution des modes de vie et des technologies

Forte capacité d'innovation (emballages recyclables, plus légers, sécurisés, différenciés...)

Développement du packaging véhicule des marques et essor du e-commerce

Développement des emballages multifonctions et du Bag-in-Box

Utilisation croissante des papiers recyclés (objectif développement durable)

Différenciation croissante des produits (impression couleur, numérique, ennoblissement...)

Concurrence exacerbée par les surcapacités

Producteurs non intégrés exposés au risque de montée des prix des matières premières

Problème de migration des encres au travers des emballages

Règlementation visant à réduire les emballages (loi Grenelle)

Retard de l'outil industriel français sur ceux des pays voisins

Substitution par d'autres matériaux (plastique, verre...)

Dans ces conditions, la production française de carton ondulé, a progressé à un rythme de +0,8 %, inférieur à celui de la moyenne européenne (+1,7 %). Elle a, en particulier, bénéficié d'une météorologie favorable au printemps et à l'été qui a supporté l'activité fruits et légumes ainsi que la consommation de boissons.

Les transformateurs ont pu bénéficier de la baisse des coûts de transport (parallèlement au prix du pétrole) mais les prix des matières premières (papiers pour ondulés) ont continué à augmenter. Cette hausse n'a été répercutée que partiellement dans les prix de vente, compte tenu de la pression concurrentielle et des surcapacités existantes.

Dans ce contexte, le mouvement de consolidation à l'échelle européenne s'est poursuivi à l'image des acquisitions faites par le numéro deux du secteur DS Smith en Espagne, Europe de l'Est, Europe centrale, ou par l'italien ProGest...

Carton ondulé	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume % production du secteur</b>	<b>3,8</b>	<b>2,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	
var. volume % livraisons en KT France	3,8	2,8	-0,6	-1,2	-0,7	0,8	0,8	
var. volume % livraisons en Mm <sup>2</sup> France	0,0	2,4	-2,8	-0,1	-0,1	0,5	0,5	
var. volume % production des IAA hors boissons	1,1	2,8	-0,5	-2,1	-0,1	0,9	0,6	
var. volume % production automobile	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	10,3	4,0	
var. volume % consommation des ménages	1,7	0,4	-0,3	0,6	0,7	1,5	1,9	
var. volume % investissement des entreprises non financières	1,9	2,1	0,4	-0,7	-0,4	0,9	3,2	

Sources : FEFCO, Ondef, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +0,8 % en volume

Au 1<sup>er</sup> trimestre et notamment en mars, le contexte économique s'est un peu amélioré (augmentation de la consommation des ménages de +1,2 %) : la progression des matériels de transport et des biens d'équipement a compensé la quasi-stagnation des industries agricoles et alimentaires.

Dans ce contexte, la production de carton ondulé, qui est principalement tirée par les industries agroalimentaires, aura peu progressé au cours du 1<sup>er</sup> trimestre.

Malgré leur forte progression (nombre de transactions en hausse de +21 % sur T1 2016), la contribution des ventes sur Internet reste encore limitée.

Les grands événements sportifs attendus au cours des prochains mois (Euro 2016, JO au Brésil), de même que la reprise du secteur du bâtiment dans le logement neuf devraient toutefois avoir un impact globalement positif sur le secteur, au-delà du climat de morosité entretenu par les récents mouvements sociaux.

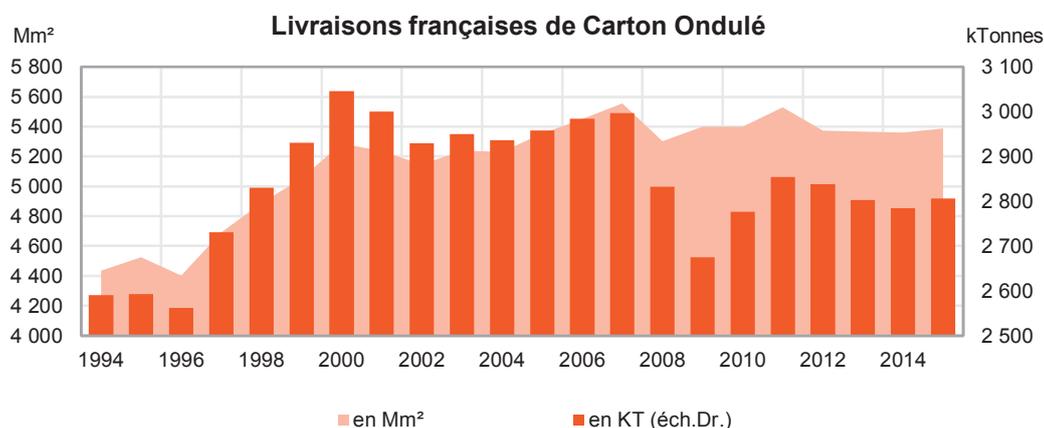
En 2016, les transformateurs bénéficieront de coûts énergétiques bas, comme en 2015, et du recul des prix des matières premières observé au cours des premiers mois de 2016 (papiers pour ondulés) alors que les prix des papiers/cartons à recycler (PCR) resteront élevés.

## Perspectives à moyen terme

A moyen terme, la production de Carton ondulé devrait augmenter dans le sillage d'une conjoncture économique mieux orientée et de la montée continue du commerce par Internet.

Les emballages continueront d'évoluer, notamment compte tenu de l'impact croissant de l'écoconception, des nouvelles réglementations (déchets, contact alimentaire) et de la demande croissante d'emballages personnalisés en plus petites séries.

L'arrivée de nouveaux entrants sur le marché de l'emballage à la suite des conversions de machines graphiques risquera toutefois de déséquilibrer le marché avec des répercussions sur la filière aval de transformation.



Sources : Fefco, Ondef, Crédit Agricole S.A.

## Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2014 à 2015	DS Smith	Après l'absorption en 2012 de la branche européenne d'emballage de SCA, puis en 2014-2015, des acquisitions en Espagne (Andopack, Lantero), Europe de l'Est (Duropack), Grèce (Cukurova), Turquie (Milas), le numéro 2 européen du secteur poursuit sa croissance en Europe avec l'intégration du fabricant d'emballages anglais TRM Packaging.
T4-2015	Smurfit Kappa Group	Après l'acquisition d'Orange County LLC, puis de Sound Packaging LLC et Corrugated Professionals LLC (Arizona), le groupe Smurfit Kappa poursuit son développement en Amérique du Nord avec l'acquisition de deux nouvelles usines californiennes : Scope Packaging et Carson (ex Empire Packaging & Displays).
T4-2015	Paquet Economie Circulaire	Après le retrait fin 2014 du « paquet économie circulaire » visant à tendre vers une société « zéro déchets », la Commission européenne a annoncé le 02/12/2015 un programme plus large et plus ambitieux. Le nouveau paquet comprend notamment la révision des directives « déchets » et « emballages et déchets d'emballages ».

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Le marché publicitaire français s'est élevé à 12,5 Md€ en 2014 (Télévision, Radio, Presse, Affichage, Cinéma, Internet, Annuaire, Courrier publicitaire, Imprimés sans adresse), en baisse de 2 %. Sa valeur ajoutée contribue pour 0,2 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

En ne retenant que les médias traditionnels et internet (i.e. hors annuaires, courriers publicitaires et imprimés sans adresse), le marché français occupe avec 13 Md\$ la 3<sup>e</sup> place dans l'UE (115 Md\$) derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni, co-leaders avec 24 Md\$ chacun et le 7<sup>e</sup> rang mondial.

### Tendances historiques

Le marché est sensible à la conjoncture. Il a ainsi reculé en valeur de 7,5 % en 2009 et s'érode de façon continue depuis 2012 (-7 % globalement entre 2011 et 2014).

Les évolutions sont contrastées selon les médias : pénalisés par la baisse du lectorat et la concurrence croissante d'internet, la presse, les annuaires et le courrier publicitaire enregistrent une baisse devenue structurelle (en valeur -20 % globalement sur 2010-2014). Les autres médias traditionnels résistent mieux (de -2 à -7 % sur la période) tout en étant impactés par l'environnement économique et la transformation digitale.

Porté par l'utilisation croissante des PC, tablettes, smartphones, réseaux sociaux, et plus récemment par les promesses de la publicité mobile, native et programmatique, Internet connaît une progression ininterrompue, mais qui ralentit autour de 5 % par an. Il est devenu le 2<sup>e</sup> média derrière la Télévision avec 2,8 Md€ en 2014 vs 3,2 pour la Télévision.

### Bilan de l'année 2015 : -1 % en volume

Pénalisé par une croissance économique insuffisante pour soutenir les dépenses de communication des annonceurs, le marché publicitaire a de nouveau reculé en 2015 (-1,1 % en valeur), pour la 4<sup>e</sup> année consécutive. Mais le repli s'est atténué par rapport aux années précédentes (-2,5 % en 2013 et -3,5 % en 2013).

Les médias traditionnels se sont stabilisés après avoir baissé de -1,5 % en 2014. Internet (+6 %, tiré par la vidéo, le mobile et les ré-

Résistance des médias traditionnels hors presse

Progression d'internet

Communication cross média / cross canal incontournable

Forte sensibilité à la conjoncture

Chute des médias papiers, fragmentation des audiences TV

Adaptation difficile à la concurrence d'internet

Reprise modérée du marché si conjoncture économique favorable

Transformation numérique des acteurs traditionnels

Essor de la publicité digitale (mobile, vidéo, réseaux sociaux...)

Possible bridage du vecteur internet (vie privée, ad-blockers, fraude)

Forte concurrence (pression sur les marges)

Difficultés persistantes des acteurs traditionnels face à la digitalisation

seaux sociaux), la télévision (+0,5 %) et le cinéma (+2 %), ont en effet compensé : le repli marqué de la presse (-6 % vs -8,5 % en 2014) toujours pénalisée par le recul de la diffusion et la concurrence d'internet ; l'érosion de l'affichage (-0,5 % après une légère hausse en 2014) et de la radio (-1 % vs -1,5 % en 2014).

Le courrier publicitaire et les annuaires ont de nouveau lourdement reculé (-7 % environ contre -9 % et -5,5 % respectivement en 2014), mais la baisse des imprimés sans adresse s'est atténuée à -0,5 % (-2,5 % en 2014).

	Publicité	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>Recettes publicitaires totales*</b>	<b>7,9</b>	<b>1,2</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,3</b>	
	<i>dont</i>								
<i>var.valeur%</i>	médias historiques (TV, Radio, Presse, Affichage, Cinéma)	6,8	0,5	-4,3	-4,5	-2,6	-2,5	-1,1	
<i>var.valeur%</i>	internet	11,0	12,3	5,3	3,6	4,7	5,7	5,5	
<i>var.valeur%</i>	annuaires, courriers pub. imprimés sans adresse	nc	-0,7	-3,9	-5,7	-6,4	-5,5	-5	
<i>var.valeur%</i>	PIB	1,9	2,1	0,2	0,6	0,7	1,2	1,5	
<i>unité</i>	nombre de titres de presse écrite	877	860	841	828	817	737		
<i>var.valeur%</i>	chiffre d'affaires édition de journaux	-2,1	-2,1	-3,2	-4,0	-2,2	-0,9	0,4	
<i>var.valeur%</i>	c.a. édition et diffusion de programmes radio	7,6	0,6	3,7	-2,5	-0,2	-2,0	-1,4	
<i>var.valeur%</i>	c.a. programmation de télévision et télédiffusion	4,2	4,4	1,2	2,5	3,0	-0,9	2,7	

Sources : Irep, ZenithOpimedia, Insee, Crédit Agricole SA

\* variations en volume estimées par application d'un déflateur sectoriel Insee sur les données Irep en valeur

## Perspectives pour l'année 2016 : +0,3 % en volume

Les médias historiques ont légèrement progressé au premier trimestre (+0,4 % hors internet).

La télévision (+2 %), le cinéma (+43 %), et le rebond de l'affichage (+7 %), de la radio (+3 %) et des imprimés sans adresse (+2 %) ont en effet compensé la baisse de la presse (-7 %) et du courrier publicitaire (-4 %).

En intégrant la hausse vraisemblable d'internet et le repli persistant des annuaires, le marché total devrait avoir légèrement rebondi en ce début d'année.

Si la tendance se poursuit, le marché pourrait se stabiliser ou enregistrer une croissance modeste probablement inférieure à 1 % pour l'ensemble de l'année.

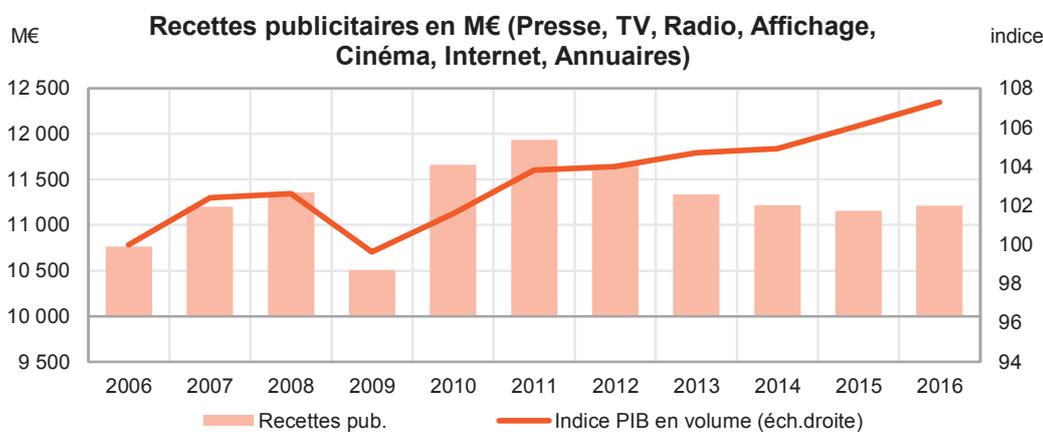
Le rebond restera en effet bridé par un environnement économique peu propice à une reprise sensible des dépenses de communication,

mais il bénéficiera entre autres des Jeux Olympiques d'été et de l'Euro de football 2016.

## Perspectives à moyen terme

Si la reprise économique s'amplifie, le marché publicitaire français pourrait repartir modestement à la hausse (autour de 1 %). Celle-ci profitera principalement à Internet (si les systèmes de blocage des publicités et la fraude ne freinent pas sa croissance) et à la télévision (si la baisse d'audience et la concurrence du web ne s'intensifient pas). Internet devrait rapidement s'imposer comme le premier média devant la télévision.

Le marché sera toutefois pénalisé en 2017 par les élections et par une base de comparaison défavorable après les événements sportifs internationaux de 2016. A l'inverse, le rebond sera plus sensible en 2018 grâce aux Jeux Olympiques d'hiver et à la Coupe du monde de football.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T4 2015	Havas	Havas bouche son programme de 15 acquisitions en 2015 (dont la principale est Fullsix, leader de la communication digitale) en rachetant l'institut CSA (connaissance consommateur en research, data, insight), l'agence Intervalles (événementiel), Symbiotix et Gemini Healthcare (Santé aux Etats-Unis).
T4 2015	Publicis	Publicis abandonne son organisation par grands réseaux mondiaux au profit d'une organisation centrée sur le client et de 4 "pôles de solutions" : Publicis Communications (création et production), Publicis Media (réseaux), Publicis.Sapient (numérique) et Publicis Healthcare (Santé et Laboratoires pharmaceutiques).
T1 2016	Publicis	Publicis.Sapient rachète Vertiba, agence de consulting spécialisée dans le data marketing.
T1 2016	Havas	Havas regroupe ses activités Social, Content et Digital en fusionnant Havas 360 dans Havas Paris qui devient une agence de conseil et création globale. Le Groupe Havas reprend Beebop Media AG, une agence allemande spécialisée dans les médias sociaux et "l'ambient advertising".

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises de travail temporaire gèrent un volant de plus de 600 000 intérimaires en équivalent temps plein (etp), soit près de 3,5 % de la population salariée du secteur concurrentiel. Le secteur contribue pour 1 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

A l'échelle de l'Union européenne, le travail temporaire représente globalement 1,7 % de la population en activité, soit moins qu'aux États-Unis (2,1 %) et au Japon (2 %). Sur les dix dernières années, ces niveaux n'ont pas significativement évolué, hormis au Japon où le taux de pénétration a doublé entre 2001 et 2008. Le marché français, apprécié en effectifs etp, se classe au 3<sup>e</sup> rang derrière les marchés britannique et allemand et devant les marchés italien, néerlandais et polonais. Ces six marchés emploient 78 % des intérimaires de l'Union.

### Tendances historiques

A l'échelle mondiale, le travail temporaire apparaît très concentré : les dix premières entreprises représentent un peu plus du quart du marché mondial. Le marché français est encore plus concentré, près de 85 % de l'activité est réparti entre les six premières entreprises.

En France, le travail temporaire est un marché mature où les variations des effectifs reflètent et anticipent celles du climat économique. Le marché surréagit aux changements de la conjoncture dont il constitue un indicateur particulièrement sensible. Ainsi entre 2000-2015, les effectifs intérimaires ont fluctué dans une tranche de 450 000 à 750 000 etp dont l'étendue reflète les évolutions du climat économique sur la période. A chaque crise, les effectifs intérimaires enregistrent des décrochages notables : près de 12 % en 2001 et 33 % en 2009. A l'image de l'économie nationale, le marché a touché un point bas fin 2012 pour entrer dans une phase de lente convalescence.

### Bilan de l'année 2015 : +4,9 % en volume

Au contraire de 2014 qui laissera l'image d'une année très incertaine et contrastée, l'année 2015 s'est inscrite dans une tendance de reprise modérée mais franche. Le niveau moyen des effectifs intérimaires de l'exercice s'inscrit en progression de 4,9 % par rapport à ceux de l'année précédente.

Face au sommet de 2007, l'écart défavorable a été ramené à 11%. L'année 2015 a clôturé sur un point haut, crevant même le plafond des 650 000 intérimaires etp à fin décembre, soit un niveau très

Métier peu capitalistique

Rentabilité résiliente (frais fixes limités)

Pouvoir élevé face aux demandeurs d'emploi

Forte sensibilité à la conjoncture

Forte concurrence sur les marchés de masse

Besoins de flexibilité des entreprises

Forte concurrence sur les marchés de masse

Dépendance aux évolutions réglementaires

Moins de besoins en main-d'œuvre ouvrière avec les délocalisations et la désindustrialisation

proche du pic d'effectifs de ces cinq dernières années qui n'avait pas été touché depuis le 1<sup>er</sup> semestre 2011. En termes d'effectifs moyens, 2015 peut se comparer à l'année 2005.

Analysée par grand domaine, cette bonne orientation globale de la demande provient pour l'essentiel du secteur tertiaire et dans une moindre mesure de l'industrie. A l'image du secteur de la construction englué en 2015 dans un cycle baissier, l'emploi intérimaire bien qu'ayant connu une légère reprise au 2<sup>nd</sup> semestre s'inscrit en retrait de 6 % sur les effectifs de 2014. Le niveau atteint en fin d'année reste encore très en deçà des moyennes historiques, montrant la sévérité de la conjoncture dans le BTP. Du côté du secteur tertiaire, l'emploi intérimaire moins marqué par le ralentissement économique a évolué favorablement. Enfin, les besoins de l'industrie ont progressé plus modérément.

Au total, l'année 2015 s'inscrit dans le mouvement de reprise amorcé au cours de l'exercice 2013.

Travail temporaire		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>activité du secteur</b>	<b>20,8</b>	<b>6,9</b>	<b>-8,3</b>	<b>-2,5</b>	<b>1,2</b>	<b>4,9</b>	<b>5,5</b>	
etp	effectifs intérimaires etp (moyenne)	610 917	653 000	598 875	583 900	590 800	620 000		
variation %	chiffre d'affaires des entreprises d'intérim (ETT)	5,5	15,7	-1,3	1,3	3,2	3,8	5,8	
variation %	chômage : variation des effectifs	6,5	2,4	8,5	9,2	4,6	4,1	0,0	
variation %	production manufacturière	4,9	4,1	-2,8	-0,6	-0,2	1,8	1,0	
variation %	construction	-4,1	5,5	0,0	-4,2	-4,2	-3,6	1,1	

Sources : Pôle Emploi, Insee, Dares, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +5,5 % en volume

Les indicateurs économiques des premiers mois de l'année ont conforté la vision d'une économie française résiliente en croissance modérée, même si l'élan reste mesuré. Sur ces bases, nous maintenons nos anticipations de croissance de 1,5 % pour le PIB et de 1 % pour la production manufacturière.

Parallèlement, les effectifs intérimaires ont enregistré une belle progression au 1<sup>er</sup> trimestre dans le sillage de la fin d'année 2015. A fin avril, les effectifs s'élevaient à 641 500 etp, soit un niveau supérieur de 5,1 % à celui d'avril 2015.

Dans cette perspective, et sous réserve d'une poursuite de la croissance économique en 2017, nous confirmons notre objectif de croissance des effectifs intérimaire de 5,5 % par rapport à 2015, ce qui porterait les effectifs cible de fin d'année au-delà de 650 000 etp.

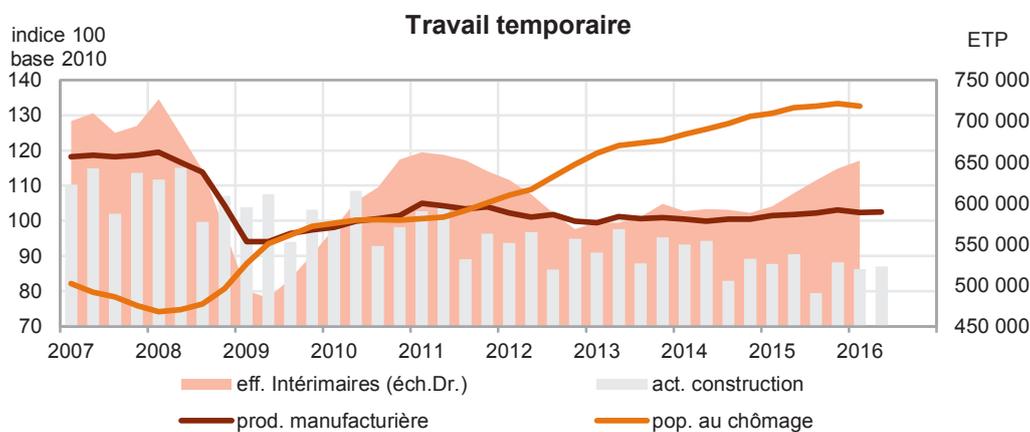
Dans le cas de l'industrie, qui absorbe près de 45 % des effectifs intérimaires, les perspectives de reprise de l'investissement des

entreprises en 2016 et 2017 affecteront favorablement l'emploi intérimaire. Parallèlement, la demande relevant du secteur tertiaire restera positivement orientée. De surcroît, les craintes relatives à l'abrogation du recours au travail temporaire dans l'administration ont été levées et l'accès à l'intérim rétabli dans la fonction publique.

Pour ce qui concerne la construction, le secteur marque des signes d'inflexion avec le net redémarrage du segment du logement neuf. Cette évolution contribuera également à relancer la demande d'intérimaires. Par ailleurs sur ce secteur, la demande pourrait être relancée par l'intensification de la lutte contre le pseudo travail détaché géré depuis des agences d'intérim basées à l'étranger.

## Perspectives à moyen terme

Le travail temporaire devrait évoluer favorablement dans la perspective d'une conjoncture plus soutenue et d'un retournement du cycle de la construction qui représentent des marchés importants pour l'intérim.



## Faits marquants des 12 derniers mois

<b>T3-2015</b>	<b>Relais de croissance</b>	Poursuite de la stratégie de diversification des leaders du marché dans les domaines connexes de l'emploi (e.g. acquisition par Adecco et Randstad d'entreprises d'outplacement).
<b>T4-2015</b>	<b>Fonction publique</b>	Projet d'abrogation du recours à l'intérim au sein de la fonction publique centrale et territoriale (mais n'affectant pas la fonction hospitalière). Pour les professionnels, cette mesure pénaliserait 10 000 emplois intérimaires.
<b>T1-2016</b>	<b>Proman</b>	Après le rachat de Heads au Royaume-Uni et de AAZEmplois en Suisse, le français Proman atteint un chiffre d'affaires de 1,23 Md€ dont 1,1 Md€ sur le marché national où il se classe au 5 <sup>e</sup> rang. Le groupe familial fixe un objectif de 2 Md€ à l'horizon 2019.
<b>T2-2016</b>	<b>Social</b>	Renforcement de l'arsenal juridique en France contre les abus liés au travail détaché, notamment dans le secteur du bâtiment. En parallèle, réflexions de la Commission européenne sur le dumping social instauré par certaines sociétés d'intérim étrangères.

# SECTEURS FONDAMENTAUX

- IAA HORS BOISSONS
- BOISSONS
- AÉRONAUTIQUE
- INDUSTRIE AUTOMOBILE
- BTP



## AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement la production en volume réalisée par des établissements industriels établis sur le territoire national.

Le cas des véhicules particuliers en 2010 illustre bien cette approche « volume » : la production nationale avait augmenté de +11,8 % et les ventes baissées de -2,3 %.

## LÉGENDE

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

*sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume*

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

L'agroalimentaire représente le premier secteur industriel français avec un chiffre d'affaires de 154,7 milliards d'euros et le premier employeur industriel avec 474 012 salariés. Le secteur compte près de 16 000 entreprises dont 98 % de PME.

### Positionnement dans l'Union européenne

Avec un poids de près de 13 % du chiffre d'affaires de l'agroalimentaire européen, la France se classe au second rang européen derrière l'Allemagne. Pour autant sa balance commerciale déficitaire de 2,7 Md€ ne cesse de se dégrader, avec la progression des importations de produits élaborés. L'Union européenne constitue le principal partenaire de l'agroalimentaire français avec près de 72 % des exportations et 82 % des importations.

### Tendances historiques

Sur le marché domestique de l'alimentaire, nous assistons à une faiblesse de la croissance tant en valeur qu'en volume depuis 2010, avec un mouvement déflationniste des prix consommateurs en grande distribution depuis début 2014.

Tandis que le solde commercial des produits agroalimentaires de première transformation se maintenait à l'équilibre, celui des produits de seconde transformation est devenu nettement déficitaire depuis 2008, le secteur de la viande étant déficitaire depuis 2004, en lien avec la baisse généralisée de l'activité d'abattage. C'est cependant dans le secteur des fruits et légumes transformés que la détérioration de la balance commerciale apparaît la plus forte sur la dernière décennie.

Les plats préparés, la boulangerie-viennoiserie industrielle et les entreprises de transformation des produits de la mer sont essentiellement orientés vers le marché national, avec une faible part d'activité réalisée à l'international.

Souvent considérée peu innovante, cette industrie a vu la part de ses nouveaux produits mis en marché passer de 9 % à 31 %, en 10 ans.

### Bilan de l'année 2015 : +0,9 % en volume

La production des industries alimentaires renoue avec la croissance après trois années de baisse. Les volumes ont bénéficié de la bonne orientation de la consommation des ménages gagnant 1 % et d'une croissance de 2 % des exportations.

Les volumes de produits carnés se redressent légèrement avec la progression des abattages de bovins et de volailles, notamment sur le poulet grand export.

Diversité des filières

Groupes de renommée mondiale

Secteur résilient

Développement des circuits courts

Structuration en pôles de compétitivité

Évolution démographique

Taille encore trop réduite des entreprises (55 % de PME)

Peu de capacité à innover et exporter

Pertes de parts de marché et attrition des marges financières

Accords de libre-échange avec des puissances agricoles

Concentration croissante des distributeurs

Crises sanitaires et évolution consumériste

L'activité de panification et de pâtes alimentaires a progressé de 3,8 %, dans la continuité de l'année 2014, bénéficiant encore d'une bonne orientation de la demande extérieure, notamment pour les viennoiseries.

A la faveur d'une bonne récolte de colza, la production d'huiles brutes s'est accrue de 4,8 %. Malgré la baisse du prix du lait, les fabrications de produits laitiers enregistrent une relative stabilité. Les difficultés de l'élevage français expliquent le nouveau recul de 0,6 % des fabrications d'aliments pour animaux.

La production de produits à base de fruits et légumes s'est contractée de 4,7 %, la sécheresse estivale ayant amputé les rendements, les transformations à base de légumes se sont repliées de 9,4 %.

Les prix alimentaires subissent une évolution déflationniste pour la seconde année consécutive, marquée par une intensification de l'activité promotionnelle.

Au niveau du commerce extérieur, les volumes exportés progressent globalement de 2,2 %, tous les secteurs étant positivement orientés à l'exception des fruits et légumes transformés et de la viande porcine.

Industries agroalimentaires		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production IAA (hors boissons)</b>	<b>1,1</b>	<b>2,8</b>	<b>-0,5</b>	<b>-2,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,6</b>	
volume	production industries des viandes	0,7	2,9	-1,8	-2,2	-0,6	0,6	0,8	
volume	production industries laitières	1,9	1,0	0,5	2,7	0,9	-0,9	0,5	
volume	production des autres industries agroalimentaires	-0,6	6,3	-0,4	-4,3	-1,7	2,6	2,0	
Millions de litres	collecte laitière	22 694	23 914	23 821	23 289	24 573	24 463		
€/litre	prix standard du lait de vache	0,30	0,33	0,31	0,34				
milliers de tonnes	production indigène de viandes		5 717	5 576	5 435	5 431	5 505		
milliers de tonnes	farine	4 353	4 378	4 383	4 401	4 280	4 173		

Sources : Insee, Agreste, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +0,6 % en volume

Les premiers mois de 2016 enregistrent une évolution atone de la consommation des produits alimentaires, ce qui devrait limiter à 0,6 % sur 2016 la progression des productions en dépit d'une amélioration graduelle de l'environnement économique.

La déflation se maintient quasiment sur toutes les catégories alimentaires, partiellement compensée par un effet mix positif, les consommateurs orientant davantage leurs achats vers des produits innovants.

En viande bovine et porcine, les tonnages progressent respectivement de 1,4 % et 3,2 % à fin avril, à la faveur du redressement du cheptel allaitant et de nouveaux débouchés asiatiques en porc. Les fabrications laitières s'inscrivent aussi en légère progression. La production avicole demeure quasi stable en dépit de l'épizootie de grippe aviaire qui a touché le Sud-Ouest.

L'Ania prévoit un accroissement de 13 % des investissements en 2016, soutenu par la prolongation du dispositif de suramortissement et les conditions de financement très favorables.

## Perspectives européennes

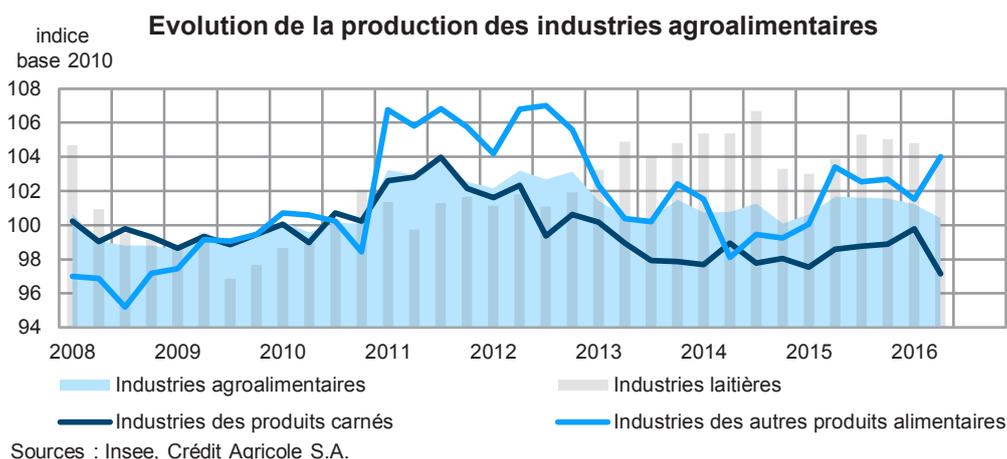
La production européenne s'infléchit sur le premier trimestre 2016 avec une progression annualisée de 0,7 %, identique à celle de la zone euro, la Suède et les pays baltes ralentissant nettement.

En Allemagne, la décélération de la production des IAA se confirme, conjuguée à une baisse des prix très marquée. Dans l'Union européenne, les prix alimentaires sont quasi stables (+0,2 %), après la déflation constatée en 2015 et la poursuite de la guerre des prix au Royaume-Uni.

Les grands marchés alimentaires européens évolueront encore sur des rythmes convergents et peu dynamiques, la croissance étant à rechercher sur les pays tiers.

## Perspectives à moyen terme

L'érosion continue des marges pèse sur l'investissement nécessaire à la modernisation des outils industriels et sur les dépenses d'innovation. La dégradation du solde commercial des produits élaborés témoigne de la perte de compétitivité du secteur, qui devrait se poursuivre. Les IAA sont en quête de taille critique pour se développer à l'international et reconquérir leur marché.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2015	M.L.C.	Les Maîtres Laitiers du Cotentin investissent 114 M€ dans une nouvelle usine de conditionnement de lait infantile destiné au chinois Synutra.
T4-2015	OMS	Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) qui dépend de l'Organisation mondiale de la santé vient de classer la viande rouge comme probablement cancérigène pour l'Homme.
T1-2016	Lavazza	L'italien Lavazza acquiert le café Carte Noire pour un montant de 700 M€. L'usine de Lavérune (34) va concentrer 100 % de la production de la marque.
T2-2016	Sodiaal	Synutra annonce la construction d'une usine de conditionnement de lait UHT de 150 000 t à Carhaix à l'horizon 2018 pour mise en exploitation fin 2019, assortie d'un contrat d'approvisionnement pour Sodiaal.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Le secteur boissons représente un chiffre d'affaires de 28,2 milliards d'euros et compte près de 70 000 salariés. Le secteur recense environ 3 125 entreprises, sachant que les segments des eaux et des boissons rafraîchissantes sans alcool sont très concentrés.

### Positionnement dans l'Union européenne

La France représente 16 % du chiffre d'affaires européen du secteur. Le pays est aussi le premier exportateur mondial de boissons, avec près de 16 % de parts de marché. Le secteur des boissons dégage un excédent commercial de 10,5 Md€, réalisé principalement par les vins et spiritueux dont un tiers sur l'Union européenne.

### Tendances historiques

Malgré une croissance de 4,7 % par an depuis 2004, les Français demeurent parmi les plus petits consommateurs européens de boissons rafraîchissantes sans alcool (BRSA) avec 65 litres par habitant et par an, préférant la consommation d'eau. Après une croissance continue jusqu'en 2003, la production d'eaux a connu des évolutions très erratiques favorisant la concentration sectorielle, les trois premiers acteurs réalisant les trois quarts des ventes.

Contrairement à la consommation française de vins et de bières en érosion structurelle, la consommation de spiritueux demeure stable depuis 50 ans. Celle-ci intervenant désormais 8 fois sur 10 à la maison, la grande distribution concentre un peu moins de 80 % des volumes consommés.

Le secteur des boissons réalise plus de 30 % de son chiffre d'affaires sur les marchés d'exportation, le solde commercial s'inscrit dans une dynamique haussière après le creux de 2009, tirée par la demande des consommateurs nord-américains et chinois.

### Bilan de l'année 2015 : +3,4 % en volume

Selon l'Insee, le secteur des boissons a progressé de 3,4 % en 2015. La production de boissons rafraîchissantes et des eaux de table a bondi de respectivement 11,4 % et 6,4 % bénéficiant d'une météorologie estivale favorable. Les volumes de *soft-drinks* se sont contractés, pénalisés par le recul de 2,8 % des colas.

La production de bières reculerait de 0,7 % alors que la consommation a progressé de 3,6 %, selon Nielsen. La production d'effervescents se replierait de 0,8 %, alors même que les expéditions de champagne ont progressé de 1,7 % selon le Civec.

Forte concentration sectorielle et marques fortes (sauf vins)

Secteur le plus innovant de l'agroalimentaire

Environnement de la filière (équipementiers, packaging...)

Secteur viticole atomisé

Absence des grands brasseurs

Activité dépendante de la météorologie

Développement du marché des eaux à l'exportation

Consommation plus qualitative de vins

Accroissement de la fiscalité (droits d'accise et taxe soda)

Étiquetage nutritionnel

Délocalisation de sites industriels

Bien que leurs volumes apparaissent encore secondaires, les boissons énergisantes et à base de thé ont affiché les plus fortes progressions de volumes de ventes avec respectivement 14,5 % et 10,5 %.

La consommation de liquides mesurée par IRI en grande distribution affiche une progression en volume limitée à 1,3 %, pour 2015, alors que les eaux caracolent à 5,8 %, sous l'impulsion des eaux plates naturelles, premier segment en volume.

Contrairement aux prix alimentaires, les prix du secteur enregistre une inflation de 0,6 %, seuls les effervescents et les boissons rafraîchissantes ayant dû consentir des baisses de prix.

	Boissons	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>8,6</b>	<b>5,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>-3,9</b>	<b>4,6</b>	<b>3,4</b>	<b>1,0</b>	
1,000 bouteilles	expéditions de Champagne	3 563 672	3 696 796	3 886 936	3 776 321	3 652 551	3 663 523		
1,000 hl	ventes de jus de fruits	9 502	9 941	10 193	10 452	10 721	11 466		
M€	consom. Ménages en boissons alcool.	18 158	18 808	19 439	20 206	20 627			
M€	consom. Ménages en boissons non alcool.	11 521	12 381	13 011	13 054	12 990			
M€	consom. Ménages Cafés/Restaurants	55 296	56 964	57 858	58 285	59 382			

Sources : CIVC, UNPJP, Insee, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,0 % en volume

La consommation de boissons, notamment celles sans alcool et les eaux minérales, présente une forte sensibilité aux variations de températures par rapport aux normales de saison. 2015 constitue une base de comparaison élevée peu favorable pour 2016 dont le début a été marqué par une météorologie peu propice.

Le contexte sécuritaire, suite aux attentats en Europe, pénalise la fréquentation touristique ainsi que la consommation en CHR.

La production du premier trimestre affiche un léger repli.

L'Euro de football constituera le principal facteur de soutien à la consommation à la faveur d'opérations promotionnelles et d'une forte visibilité médiatique pour les marques sponsors de l'événement.

Pour le vin, les deux dernières vendanges ont reconstitué les disponibilités notamment en AOP. Cependant, la répétition d'orages grêlex hypothèque les prévisions de récolte de plusieurs bassins viticoles. Ce contexte attise le maintien des prix à des niveaux soutenus et l'augmentation des vins d'importation.

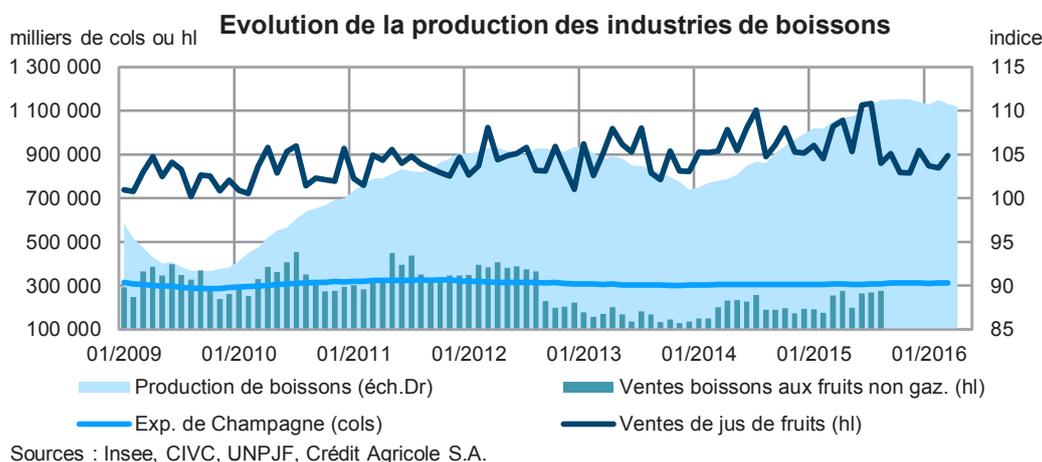
A l'exportation, l'environnement se durcira légèrement pour les vins français en raison de la baisse des devises des pays producteurs de l'hémisphère sud.

## Perspectives européennes

Le secteur des boissons européen évolue proche de l'équilibre en 2015, sans orientation claire, la France étant le pays le mieux orienté parmi les principaux membres, suivie de l'Italie. L'Allemagne enregistre une nette dégradation de conjoncture en fin d'année, avec une contraction de plus de 6 % de sa production en 2015. Face à ce ralentissement de la production européenne malgré un euro faible favorable aux exportations, il n'est pas certain que l'Euro de football 2016 constituera le catalyseur suffisant pour relancer le secteur.

## Perspectives à moyen terme

La consommation de boissons demeure très corrélée et réactive aux évolutions de la croissance économique. Elle devrait donc s'inscrire dans une tendance favorable à moyen terme, au bénéfice d'une innovation produits très soutenue.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2015	COFCO	Le négociant chinois veut devenir l'un des premiers acteurs mondiaux du commerce des vins par acquisitions et extension de ses réseaux de distribution. COFCO annonce déployer une stratégie de reprise de domaines dans douze pays cibles, dont la France.
T4-2015	Treasury Wine Estate	L'entreprise cotée australienne rachète l'essentiel de la division vins de Diageo aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne pour 522 M\$.
T1-2016	Campari	Le groupe de spiritueux acquiert pour 684M€ la Société des produits Marnier-Lapostolle, propriétaire de la célèbre liqueur de cognac à l'orange Grand Marnier, exportée dans 150 pays.
T2-2016	Baisse de la consommation d'alcool	Selon Euromonitor, les achats mondiaux de boissons alcoolisées ont baissé de 0,7% en 2015, une première en une décennie. En France, les consommateurs ont réduit leurs achats en GMS de 1,9 litre, soit une économie de 6 euros.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur de la construction aéronautique, spatiale et de la défense emploient près de 350 000 salariés pour un chiffre d'affaires de 50,8 Md€. La filière contribue pour 2,9 % du PIB et dégage un excédent commercial de 23,6 Md€.

### Positionnement dans l'Union européenne

La construction aéronautique et la défense en Europe ont représenté en 2014 un chiffre d'affaires de 238 Md€ dont près de 45 % pour le civil. La France se situe au 3<sup>e</sup> rang européen, devancée de peu par l'Allemagne et le Royaume-Uni, mais demeure le premier pays exportateur notamment à destination de l'Asie.

### Tendances historiques

Le secteur des industries aéronautique, spatiale et de défense occupe une place particulière dans l'espace national et européen dans la mesure où il s'agit d'un secteur considéré comme stratégique à la fois sur le plan économique (poids dans les exportations), technologique (recherche à haute valeur ajoutée) et militaire (enjeux de défense nationale).

L'industrie française a développé une offre de produits remarquablement complète : avions civils, militaires et d'affaires ; moteurs ; électronique ; maintenance. La filière a connu un mouvement de concentration et ses acteurs coopèrent au niveau européen pour faire face à une concurrence mondiale.

Secteur traditionnellement cyclique, il connaît depuis la crise de 2008 une croissance régulière, soutenue par la progression du trafic passager mondial.

### Bilan de l'année 2015 : +2 % en volume

Airbus a livré 635 appareils, soit une hausse de 4,1 % par rapport à 2014. Avec un carnet de commande nette de 1 190 avions, alimenté essentiellement par les programmes NEO et A350, l'avionneur a une perspective de production d'à-peu-près neuf ans. Une remotorisation type NEO aidée par les compagnies du Golfe n'est plus exclue suite aux commandes d'A380 plus faibles que prévu.

Le leader mondial des avions régionaux, ATR, affiche des livraisons en croissance avec 88 appareils livrés (vs 83 en 2014) nonobstant l'appréciation du dollar contre euro en 2015 (+20 %) et la baisse du prix du kérosène (-47 %). L'avionneur a inauguré l'ouverture d'un bureau commercial à Pékin afin d'accroître sa présence en Asie-Pa-

Place majeure de l'industrie française (Airbus) au sein du dispositif européen

Savoir-faire : vivier d'ingénieurs et de techniciens

Fragilité financière de la supply chain

Manque d'ouvriers qualifiés

Marché mondial en croissance

Contraintes environnementales (énergie fossile, bruit) favorables au renouvellement des flottes

Réglementation et certification

Montée en gamme des pays « sous-traitants » qui deviennent concurrents

Budgets militaires sous contrainte et désengagement de l'État

Crises majeures (épidémies, terrorisme)

cifique où le marché du transport aérien régional est en plein essor.

Dans un contexte concurrentiel et économique difficile, les livraisons de Dassault Aviation ont été ramenées à 55 Falcon contre 66 en 2014. La livraison du premier Falcon 5X a été repoussée au 1<sup>er</sup> semestre 2020 suite au retard de développement du nouveau moteur Silvercrest de Safran Aircraft Engines (ex Snecma).

En revanche, dans le domaine militaire, Dassault Aviation enregistre ses premiers succès à l'exportation, en Egypte et au Qatar, avec 24 appareils Rafale chacun. L'Inde serait sur le point de signer un contrat d'acquisition de 36 Rafale.

Le trafic aérien commercial en France a crû de 3,5%, selon la DGAC, soutenu par la progression du trafic international 4,2% face à un trafic intérieur terne (0,9%).

Construction aéronautique		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>2,0</b>	<b>2,0</b>	<b>4,0</b>	
appareils	livraison Airbus	512	534	590	626	629	640	663	
appareils	livraison Boeing	462	477	601	648	723	738	758	
mios pass.	trafic aerien (principaux aéroports français)	126	134	138	141	144	148	158	
\$/€	parité Dollar US / Euro	1,326	1,295	1,320	1,375	1,210	1,086	1,119	
var.%	PIB	1,9	2,1	0,2	0,6	0,7	1,2	1,5	
Md€	construction aéronautique spatiale et de défense (c.a.)	37,1	38,6	44,4	48,3	50,8	58,3		
Md€	commandes	45,0	59,8	51,2	74,5	75,2	78,3		
Md€	exportations	23,0	23,4	38,7	31,0	33,2	39,4		

## Perspectives pour l'année 2016 : +4 % en volume

2016 est une année charnière pour Airbus. L'entreprise doit confirmer la montée en cadence de production des programmes A350 et A320neo à respectivement cinquante et une centaine d'appareils malgré les retards de livraison des sièges et équipements de cabines de Zodiac pour l'A350 et le défaut sur le moteur PW1100G-JM de Pratt&Whitney pour l'A320neo. En outre, Airbus a obtenu la double certification EASA-FAA (Europe-États-Unis) pour le moteur LEAP-1A de CFM International et inaugurera le 1<sup>er</sup> vol de l'A350-1000 en fin d'année. Les sous-traitants adaptent leur structure à la montée de cadence de production des divers programmes, notamment en renforçant l'investissement et par une forte création d'emplois (10 000 recrutements prévus) au regard des autres secteurs industriels.

Le marché de l'aviation d'affaire reste morose mais pourrait connaître une embellie avec la généralisation des cartes d'abonnement.

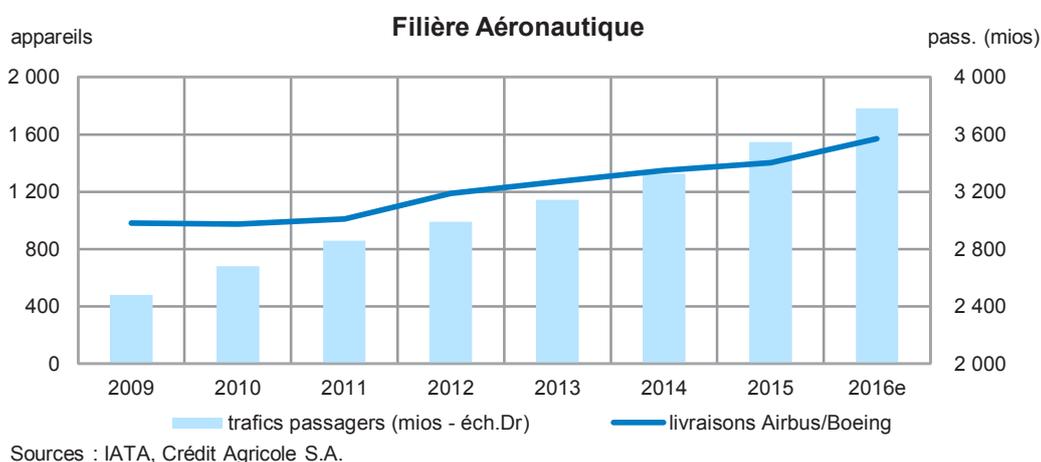
Bénéficiant de la baisse du carburant et de la dérégulation des espaces aériens au Moyen-Orient et en Asie-Pacifique, la croissance du trafic aérien s'élèvera à 6,2 % selon IATA.

## Perspectives européennes

Pour la plupart des sous-traitants et des avionneurs, la construction aéronautique est un défi européen. L'assemblage d'un A350 à Toulouse est le résultat d'un développement et d'un acheminement de pièces provenant de plusieurs pays européens (Royaume-Uni, Allemagne, Espagne et France). Ainsi, les perspectives européennes suivent les bonnes prévisions du marché français.

## Perspectives à moyen terme

La stabilité de la croissance du trafic aérien et la solidité du carnet de commandes d'environ neuf ans pour Airbus et sept ans pour Boeing laissent entrevoir de bonnes perspectives à moyen terme.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2016	DASSAULT	Livraison de trois Rafale supplémentaires à l'Egypte, six mois après avoir reçu ses trois premiers Rafale.
T2-2016	AIRBUS BOEING	Le 737 MAX et l'A320NEO, équipés respectivement des réacteurs CFM International LEAP-1B et LEAP-1A, obtiennent leur certification de type conjointe de l'EASA et de la FAA.
T2-2016	AIRBUS	Les livraisons d'A400M sont retardées en raison d'un problème d'une part technique au niveau du moteur et d'autre part structurel au niveau du fuselage.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur de la Construction d'automobiles (constructeurs et équipementiers) emploient 234 000 salariés, soit 7,2 % du total des effectifs salariés de l'industrie. Elles contribuent pour 0,7 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

En 2014, la production française (VP + VUL) occupe le 3<sup>e</sup> rang dans l'Union européenne avec 10,8 %, derrière l'Allemagne (34,7 %) et l'Espagne (14,2 %) et devant le Royaume-Uni (9,4 %). Le solde de la balance commerciale est déficitaire avec un taux de couverture de 0,90 (y compris pièces et moteurs, hors pneumatiques et verre). Les échanges se font principalement avec l'UE.

### Tendances historiques

La production en France des deux constructeurs nationaux a été plus que divisée par 2 en dix ans pour atteindre un point bas à 1,44 million d'unités en 2013. Le recul a été particulièrement sévère en 2008 et 2009 (19 % chaque année) en raison du contexte de crise, particulièrement marqué en Europe du Sud (Espagne, Italie).

L'introduction des primes à la casse n'a guère protégé l'industrie française car elle a favorisé les ventes de petites voitures au détriment des voitures moyennes.

Pour faire face aux surcapacités, des restructurations sont intervenues (fermeture d'Aulnay, *downsizing* d'autres sites) et des accords de compétitivité/flexibilité ont été signés, permettant une reprise de certaines productions (utilitaires par exemple) et une progression de +4,0 % en 2014.

Les ventes des usines françaises d'équipements d'automobiles (hors pneumatiques) sont très majoritairement (85 %) à destination des usines de première monte, que celles-ci se situent en France (38 %) ou à l'étranger (47 %). Le solde commercial des équipements (voir tableau) est affecté par la chute des marchés en Amérique latine et en Russie.

Alliance Renault-Nissan permettant des économies d'échelle et des synergies

Capacité d'innovation des constructeurs français dans les gammes moyennes

Bonnes performances en terme d'émissions de CO2

Constructeurs français très faibles sur le segment premium

Taille insuffisante du groupe PSA

Forte intensité capitalistique et nécessité d'investir en R&D pour le renouvellement des modèles

L'affaiblissement de Volkswagen peut être favorable pour les constructeurs français

Croissance attendue des marchés européens à moyen terme

Soutien public pour les motorisations alternatives

Motorisation diesel sur la selle, à remplacer à terme

Ralentissement du marché chinois, très profitable pour les OEMs

L'automobile autonome devrait bouleverser les usages du consommateur

### Bilan de l'année 2015 : + 10,3 % en volume

Le quatrième trimestre 2015 a été marqué par une forte croissance de la production en France des constructeurs français : +21 % par rapport au T4 2014, dont +16 % chez PSA et +29 % chez Renault qui a enregistré les démarrages des modèles Espace et Talisman (Douai) et la montée en puissance de l'utilitaire Trafic (Sandouville).

Les constructeurs français ont bénéficié en outre de la bonne orientation des marchés européens VP (+9,3 % en 2015 sur périmètre Union européenne et VUL (+11,2 %). Enfin, PSA et Renault ont été favorisés par la bonne tenue du marché français (+6,8 % en VP) où leurs parts de marché sont les plus favorables. La bonne orientation des marchés automobiles européens se maintiendra en 2016 avec une croissance que nous estimons à +6 % globalement (VP + VUL).

Construction d'automobiles		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production VP + VUL en France</b>	<b>14,3</b>	<b>3,2</b>	<b>-16,4</b>	<b>-12,2</b>	<b>4,0</b>	<b>10,3</b>	<b>4,0</b>	
millions	immatriculations (VP+VUL) EU 17	14,693	14,678	13,411	13,182	13,596	14,845	15,800	
%	p.d.m PSA + Renault (VP+VUL) sur UE + EFTA	25,4%	24,0%	22,2%	21,9%	22,1%	21,9%		
%	taux diesélisation marché VP français	70,8%	72,4%	72,9%	67,0%	63,8%	58,2%	52,2%	
<b>Équipement automobile</b>		<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016p</b>	<b>2017-2018p</b>
<b>var. CA %</b>	<b>c.a. usines françaises</b>	<b>14,2</b>	<b>4,3</b>	<b>-13,5</b>	<b>-7,3</b>	<b>4,3</b>	<b>5,0</b>	<b>4,0</b>	
Md€	première monte	15,09	16,77	13,68	12,74	13,32	13,98	14,54	
Md€	seconde monte	2,81	2,90	2,48	2,24	2,31	2,42	2,52	
Md€	solde commercial FIEV	2,51	2,16	1,70	2,16	1,54			

Sources : ACEA, CCFA, FIEV, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +4,0 % en volume

A fin avril 2016, le marché VP en Europe de l'Ouest est en croissance de 7,8 % par rapport à 2015, dont +18,6 % en Italie, +10,3 % en Espagne et +7,7 % en France.

La production française bénéficiera en 2016 des nouvelles Scenic et Talisman chez Renault (usine de Douai) et de la nouvelle 3008 chez Peugeot (usine de Sochaux).

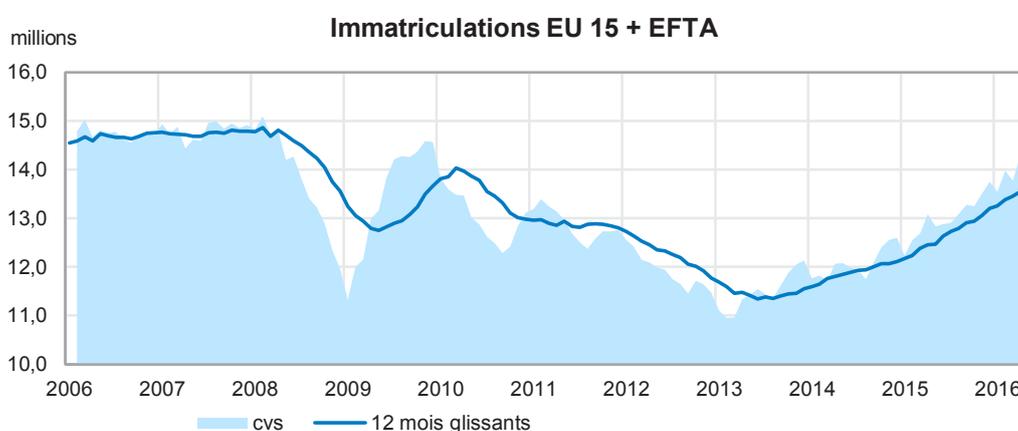
Au global, la production de PSA et Renault en France progressera de 4 % en 2016.

## Perspectives internationales

En Amérique du Nord, après une année 2015 encore très favorable (+6 %), les immatriculations seront stables en 2016. Même chose au Japon où les ventes de VP ont reculé de 10 % en 2015. Dans les Brics, Chine (+5 %) et Inde (+10 %) seront en croissance, alors que le Brésil reculera encore de 20 % (-25 % en 2015) et la Russie de 10 % (-36 % en 2015).

## Perspectives à moyen terme

A moyen terme, la croissance du marché mondial devrait se stabiliser du fait principalement d'un ralentissement des ventes en Chine. Dans les pays développés/marchés matures, l'émergence de la voiture autonome et les pressions environnementales feront évoluer les usages de l'automobile et conduiront à un recul des ventes d'automobiles.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T1 2016	Renault Nissan / Mitsubishi	Renault Nissan a annoncé être en pourparlers avec Mitsubishi Motors pour devenir l'actionnaire de référence de ce constructeur (pour 1,9 Md€), par ailleurs affaibli par des révélations sur des manipulations de données concernant les niveaux de consommation de certains véhicules.
T2-2016	Diesel	Les mesures d'émissions en conditions réelles d'utilisation réalisées par la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, de plusieurs véhicules diesel montrent que, sans utiliser de "defeat device" comme Volkswagen, certains dispositifs anti-Nox ont une plage d'utilisation en température relativement limitée (entre 17°C et 35°C). On peut donc s'attendre à une vigilance accrue des autorités d'homologation (avec des tests en conditions réelles), imposant des systèmes plus "lourds" et conduisant potentiellement à une perte d'intérêt économique de certains moteurs diesel.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Le BTP représente en France, 163 milliards d'euros de production en 2015, soit 7,5 % du PIB. Ce secteur fait travailler 1,2 million de personnes, dans 564 000 entreprises, qui restent à 95 % des structures locales de moins de dix salariés.

### Positionnement dans l'Union européenne

Sur le secteur du BTP, la France se classe au 2<sup>e</sup> rang en Europe en volume de production, derrière l'Allemagne, avec un poids inférieur de 30 %. Les grands groupes de BTP français bénéficient d'une tradition d'exportation, notamment pour les ouvrages d'art, pour lesquels leur savoir-faire est reconnu à l'international. Les exportations représentaient 32 Md€ de production en 2013, réalisées à 50 % en Europe, principal débouché hors de France.

### Tendances historiques

Le secteur du BTP a commencé à plonger en 2008, dans le sillage de la crise financière, puis économique, déclenchée par la faillite de Lehman Brothers. Le plan de relance de 2009 n'a offert qu'un éphémère répit en 2011, et la situation s'est à nouveau dégradée à partir de 2013.

En 2014 et 2015, la baisse commence à ralentir, mais reste forte. D'une part, une conjoncture économique peu favorable pénalise la commande privée. D'autre part, la commande publique souffre, (1) des effets négatifs du cycle électoral, avec les élections municipales de 2014, et (2) des restrictions budgétaires des collectivités locales.

La baisse d'activité a généré une concurrence accrue, exacerbée en plus par le développement des travailleurs détachés de pays européens voisins. En conséquence, les entreprises ont souffert d'une réduction des prix, des marges et de la rentabilité.

Cependant, activité de main-d'œuvre, le BTP reste peu capitalistique. Ainsi, les entreprises, habituellement peu ou pas endettées, parviennent à s'adapter à la crise en réduisant leurs effectifs.

### Bilan de l'année 2015 : -3,6 % en volume

Les mesures prises par le gouvernement pour relancer la construction et les taux d'intérêt particulièrement bas ont soutenu les ventes de logements neufs depuis fin 2014, mais l'activité du bâtiment n'a commencé à en ressentir les effets qu'à partir de mi-2015.

Activité de main d'œuvre peu capitalistique, généralement peu endettée

Industrie locale relativement protégée de la concurrence internationale

Flexibilité face à la conjoncture avec la sous-traitance ou la main d'œuvre

Risques de construction liés à tout ouvrage neuf

Cyclicité de l'activité

Concurrence rude pesant sur les prix et les marges

Besoins alimentés par le croissance démographique (France) et le développement économique (pays émergents)

Reprise conjoncturelle prévue à partir de 2016 en France.

Économies d'énergie favorisant l'innovation dans le bâtiment

Sensibilité de l'immobilier (débouché du bâtiment) à la montée des taux d'intérêt

Augmentation des travailleurs étrangers détachés en France (coûts compétitifs)

Fortes contraintes budgétaires en France sur la demande publique

Compte tenu des ventes de 2014, les mises en chantier de 2015 ont continué à baisser pour les maisons individuelles, tandis qu'elles ont commencé à remonter pour les logements collectifs. L'activité de construction de logements neufs dans son ensemble a ralenti sa baisse (-3,8 %).

L'entretien-rénovation est globalement resté stable, malgré l'aide fiscale (CITE) qui a pourtant soutenu le segment des travaux de performance énergétique des logements.

La baisse s'est accentuée pour le bâtiment neuf non résidentiel (-12,8 %) et les travaux publics (-5 %), le cycle électoral municipal restant défavorable à la commande publique et l'investissement privé tardant à reprendre.

Au total, le BTP a vu la baisse de son activité ralentir à 3,6 % en volume en 2015.

Construction	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume % activité du secteur</b>	<b>-4,1</b>	<b>5,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-4,2</b>	<b>-4,2</b>	<b>-3,6</b>	<b>1,1</b>	
var. volume % bâtiment	-4,7	6,3	0,4	-4,5	-4,2	-3,2	2,5	
var. volume % travaux publics	-2,3	3,0	-1,5	-3,4	-3,9	-5,0	-4,0	
var. volume % logement neuf	-4,8	17,0	0,5	-13,1	-9,7	-3,8	6,7	
var. volume % non-résidentiel neuf	-12,8	7,8	3,7	-1,3	-6,3	-12,8	0,3	
var. volume % entretien-rénovation	-2,0	1,2	-0,6	-1,1	-1,1	0,0	1,5	
milliers effectifs salariés BTP	1 451	1 441	1 430	1 404	1 370	1 325		
etp effectifs intérimaires BTP	107 393	117 553	111 159	109 068	100 039	96 519	101 800	

Sources : DARES, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,1 % en volume

Le vif rebond des ventes de logements neufs depuis fin 2014 entraînera une forte reprise des mises en chantier de maisons individuelles et une poursuite de la croissance de celles de logements collectifs. La construction de logements neufs redémarrera vigoureusement (+6,7 %).

L'entretien-rénovation sera en reprise (+1,5 %), avec notamment une croissance des ventes de logements anciens générant davantage de travaux et les réparations suite aux intempéries.

L'immobilier non résidentiel commencera à reprendre mollement avec le soutien de la croissance économique à l'investissement privé. En revanche, les contraintes budgétaires resteront défavorables à la commande publique. Ces deux effets contraires se compenseront pour le bâtiment neuf non résidentiel qui se stabilisera (+0,3 %), mais pas pour les travaux publics qui resteront en baisse marquée (-4,0 %).

Au total, le BTP sortira enfin de crise, mais avec une reprise d'activité limitée à +1,1 % en volume en 2016.

## Perspectives européennes

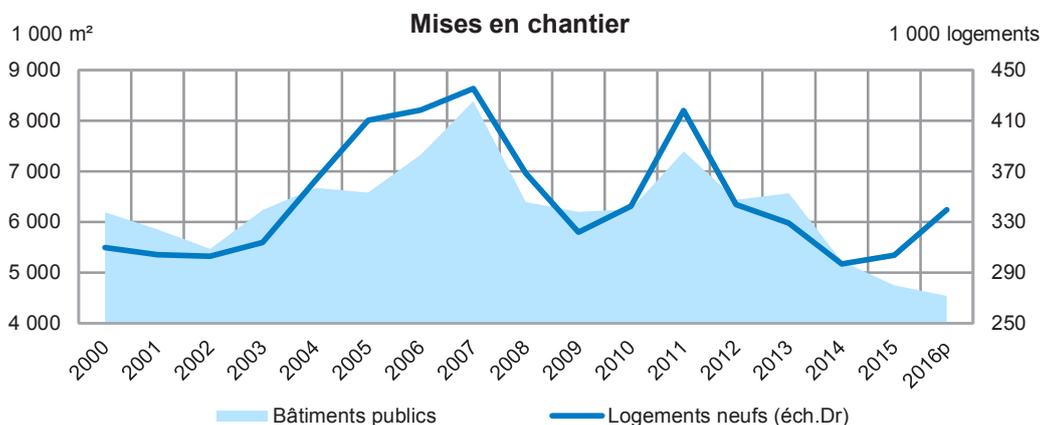
En 2016, l'amélioration de la conjoncture économique devrait se diffuser à travers l'Europe, entraînant une reprise ou une accélération de la croissance du secteur du BTP dans la plupart des pays européens.

Ainsi, la production du BTP en Europe devrait voir sa croissance augmenter de +1,6 % en 2015 à +2,6 % en 2016. Par ailleurs, le secteur du BTP devrait être en croissance dans tous les pays européens, à l'exception de la Slovaquie.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la production du BTP en France devrait globalement continuer à s'améliorer, grâce à une conjoncture économique plus favorable.

Toutefois, les segments du bâtiment neuf non résidentiel et des travaux publics devraient rester pénalisés par la baisse des dotations globales de fonctionnement qui affectera la commande publique jusqu'en 2017.



### Faits marquants des 12 derniers mois

<b>2015 et T1-2016</b>	<b>Défaillances d'entreprises</b>	Les défaillances d'entreprises de BTP baissent de -0,7% en 2015 et chutent de -16% au T1 2016.
<b>T1-2016</b>	<b>Logements neufs</b>	Reprise des mises en chantier de maisons individuelles au T1 2016 et poursuite de la croissance des mises en chantier des logements collectifs depuis le T3 2015.
<b>T1-2016</b>	<b>Intérim BTP</b>	Les effectifs d'intérimaires employés dans le BTP poursuivent leur croissance avec +2,1% en mars 2016.

# INDUSTRIES ET RECYCLAGE

- FILIÈRE DÉCHETS
- VERRE
- INDUSTRIE PAPETIÈRE
- SIDÉRURGIE
- BRANCHE FONDERIE



## AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement la production en volume réalisée par des établissements industriels établis sur le territoire national.

Le cas des véhicules particuliers en 2010 illustre bien cette approche « volume » : la production nationale avait augmenté de +11,8 % et les ventes baissées de -2,3 %.

## LÉGENDE

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

*sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume*

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur des déchets emploient plus de 90 000 salariés (ETP) pour un chiffre d'affaires d'environ 24 Md€, soit près de 1 % du total des effectifs salariés du secteur tertiaire marchand. Le secteur des déchets contribue pour environ 0,7 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

Le secteur français des déchets se situe au 2<sup>e</sup> rang de l'Union européenne par le chiffre d'affaires derrière l'Allemagne et au même niveau que l'Italie et le Royaume-Uni. La France contribue à environ 15 % du chiffre d'affaires européen.

### Tendances historiques

Après avoir connu une hausse soutenue entre 2000 et 2008 (plus de 8 % par an), le chiffre d'affaires du secteur s'est fortement rétracté en 2009, essentiellement sur le segment de la récupération (recyclage) qui a été affecté par la baisse des volumes et des prix des matières premières consécutives à la crise économique. L'activité s'est redressée en 2010 et 2011, à la faveur du rattrapage économique et, pour le secteur de la récupération, à la hausse du prix des matières premières. L'activité est toutefois stable, voire légèrement déclinante depuis 2012, reflet d'une activité économique stable, de volumes et de prix qui le sont également. La baisse du chiffre d'affaires a ainsi été de 0,5 % en moyenne au cours des années 2012-2014 sans qu'on puisse la rapprocher à des volumes de déchets traités en l'absence de données consolidées au-delà de 2012.

### Bilan de l'année 2015 : -2,0 % en volume

L'année 2015 a été caractérisée par une évolution modérée de la production industrielle et de la consommation. Dans ce contexte et dans le cadre d'une tendance de moyen terme de réduction de la production de déchets, nous estimons que l'activité globale des trois sous-secteurs (collecte, traitement de déchets, récupération) s'est inscrite en baisse de 2 % en volume pour 2015.

Secteur au cœur des enjeux environnementaux

Acteurs aux compétences reconnues et aux positions fortes

Sensibilité du secteur de recyclage au prix des matières premières

Ressources des clients publics sous contraintes

Réglementation encourageant la valorisation des déchets

Besoins d'investissements pour accompagner les mutations de la filière

Évolution du prix des matières premières

Baisse tendancielle des volumes de déchets

L'activité est restée stable, voire s'est légèrement dégradée dans les secteurs de la collecte et du traitement/élimination des déchets.

Le secteur de la récupération (recyclage) a souffert de la baisse du prix des matières premières qui a directement impacté le chiffre d'affaires. En valeur, la baisse du chiffre d'affaires s'est située à 5 %, avec une baisse plus prononcée en fin de période. Le secteur a également connu une baisse des volumes traités.

	Filière déchets	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>activité du secteur</b>	<b>6,8</b>	<b>6,6</b>	<b>0,5</b>	<b>-1,8</b>	<b>2,9</b>	<b>-2,0</b>	<b>-1,5</b>	→
var. volume %*	c.a. collecte des déchets	-0,5	4,6	0,7	-1,1	2,0	-0,8		
var. volume %*	c.a. traitement et élimination des déchets	2,0	6,5	2,5	-1,2	1,7	2,4		
var. volume %*	récupération (vol. collectés)	12,8	7,7	-0,6	-2,5	4,0	-4,0		
var. volume %	production Verre	4,0	9,0	-8,5	-3,5	0,5	1,0	1,0	
var. volume %	production Papiers-Cartons	5,6	-3,4	-5,2	-1,0	1,9	-1,4	1,0	
var. volume %	production Sidérurgie	20,0	2,4	-1,1	0,5	2,9	-6,8	1,5	

Sources : Insee, Fédérations professionnelles, Crédit Agricole S.A.

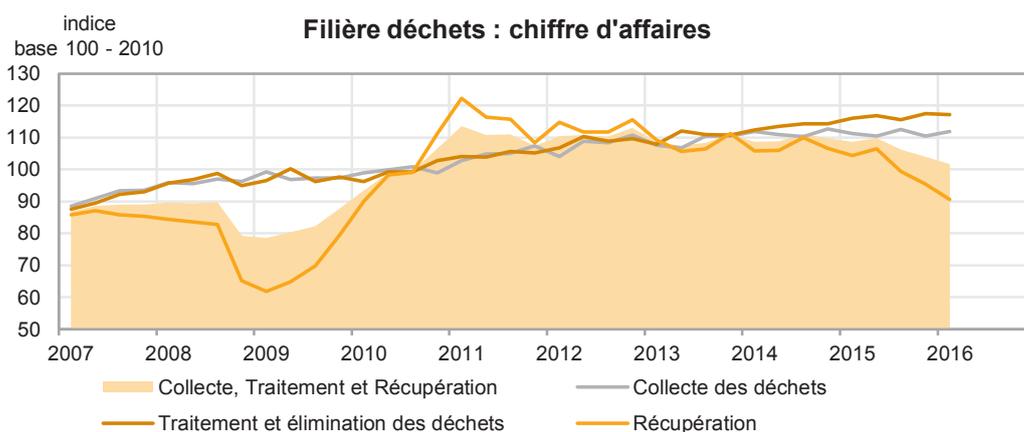
\* variations en volume estimées par application d'un déflateur sectoriel Insee sur les données Insee en valeur

## Perspectives pour l'année 2016 : -1,5 % en volume

Dans un contexte de croissance économique modérée, les perspectives pour 2016 s'inscrivent dans la continuité de 2015 : légère baisse, en volume, dans le secteur de la collecte et du traitement/élimination des déchets, baisse sur le secteur de la récupération en raison de la faiblesse des prix des matières premières, malgré une réglementation qui met en avant le recyclage en matière de hiérarchie du traitement des déchets. Globalement, nous tablons sur une baisse de 1,5 % en volume en 2016 sur l'ensemble du secteur.

## Perspectives à moyen terme

A moyen terme, l'activité du secteur devrait bénéficier des tendances favorables au secteur du recyclage, poussé en cela par la législation. Le développement des combustibles solides de récupération (CSR) pourra constituer un axe de développement complémentaire.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2015	Commission européenne	Adoption d'un nouveau train de mesures sur l'économie circulaire. Proposition de révision de la législation sur les déchets.
T1-2016	Derichebourg	Derichebourg a finalisé l'acquisition du groupe SGL Recycling, un récupérateur de ferraille et métaux, qui exploite 22 plate-formes dans le quart nord-ouest du territoire et en région parisienne.
T2-2016	Incinération des combustibles solides	Publication du décret créant la rubrique 2971 autorisant l'incinération des combustibles solides de récupération (CSR) dans les ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement).
T2-2016	Plan régional de prévention	Publication du décret relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets qui précise les compétences des conseils régionaux (application de la loi NOTRe du 7 août 2015).

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, l'industrie du verre regroupe une vingtaine d'entreprises et une quarantaine de sites de production, représentant 18 560 emplois directs. Elle génère un chiffre d'affaires annuel de 3,9 Md€ contribuant pour environ 0,1 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

Avec 4,4 millions de tonnes de verre produites, soit 15 % de la production européenne, la France est le 2<sup>e</sup> producteur européen de verre derrière l'Allemagne, devant l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni.

Elle est le 3<sup>e</sup> fabricant européen de verre d'emballage (3,4 millions de tonnes) derrière l'Allemagne (19 %) et l'Italie (17 %).

Un tiers de la production est exporté.

### Tendances historiques

Le verre est un marché à dimension régionale qui est parvenu à maturité en France. Dans le verre d'emballage (74 % de la production nationale), où l'offre est fragmentée, il est dominé par deux acteurs majeurs internationaux qui détiennent 60 % du marché.

La production de verre dépend en particulier des principaux secteurs industriels clients qui sont pour le verre d'emballage : l'agroalimentaire, dont les boissons (les bouteilles constituent le 1<sup>er</sup> segment avec 78 % de la production nationale), la pharmacie, la cosmétique, le luxe... et, pour le verre plat : l'automobile et la construction.

Depuis la crise économique de 2008-2009 et à l'exception d'un rebond en 2014, la production française de verre a reculé en moyenne de 3 % par an. Le contexte macroéconomique dégradé et le ralentissement des principaux débouchés clients (industrie agroalimentaire, automobile, construction...) en constituent les principales causes.

### Bilan de l'année 2015 : +1 % en volume

La production de verre tout segment confondu a légèrement progressé en 2015.

La production de verre creux a augmenté d'environ +1 %, tirée par la bouteille qui a bénéficié de la bonne performance du secteur des boissons (+3 % en 2015) en lien avec une météo estivale favorable et la hausse de la production viticole (+2 %). La consommation française de vin continue de reculer (environ -1 %/an) mais la consommation mondiale conserve une tendance légèrement haussière.

Barrières d'entrée élevées (savoir-faire technique, capex...)

Savoir-faire et capacité d'innovation des producteurs français reconnus

Image positive du verre (sain, recyclable...)

Ralentissement des principaux marchés clients (agroalimentaire, bâtiment, automobile)

Forte sensibilité aux aléas (météo, événements sportifs)

Activité à coûts fixes élevés

Baisse des coûts énergétiques (et de transport), soit une moindre pression sur les marges

Secteurs du bâtiment en phase de reprise (logements)

Développement de la différenciation des produits (parachèvement, décor)

Baisse tendancielle de la consommation d'alcool

Concentration des donneurs d'ordre

Délocalisation des secteurs clients et substitution par d'autres matériaux

La production de flacons et bocaux a reculé compte tenu de l'atonie du secteur agroalimentaire et du recul des autres principaux segments clients (parfumerie -2,7 %, pharmacie -3 %)

La gobeletterie a continué de reculer du fait de la poursuite de la baisse de la demande et d'une forte concurrence à l'international. Compte tenu des surcapacités, les opérateurs ont continué à recourir au chômage technique.

La production de verre plat s'est quasi stabilisée : la poursuite de la progression de l'Automobile (+5 %) compensant le recul du Bâtiment (-3,2 %).

Enfin, les produits d'isolation ont bénéficié de la légère progression du secteur de l'entretien-rénovation suite aux nouvelles mesures fiscales de la loi de transition énergétique (CITE).

Verre	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume % production du secteur</b>	<b>4,0</b>	<b>9,0</b>	<b>-8,5</b>	<b>-3,5</b>	<b>0,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	
var. volume % prod. de Verre creux	1,8	6,0	-6,0	-4,5	2,8	1,0	1,0	
var. volume % prod. de Verre plat	8,5	17,6	-18,3	-9,0	-10,0	0,0	0,5	
var. volume % prod. de Laine et fil de verre	17,7	12,5	-4,6	30,7	4,8			
var. volume % production de l'Industrie automobile	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	10,3	4,0	
var. volume % production du Bâtiment	-4,7	6,3	0,4	-4,5	-4,2	-3,2	2,5	
var. volume % production de Boissons	8,6	5,0	-0,6	-3,9	4,6	3,4	1,0	
var. volume % commerce de gros de vaiss. et verrerie	-3,8	-3,6	-2,5	-2,6	-2,8	-4,5	-0,2	

Sources : Insee, Féd. Ind. du Verre, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,0 % en volume

Sur le 1<sup>er</sup> trimestre, la production de verre tout secteur confondu a continué de progresser à un rythme comparable à celui de 2015.

Dans le sillage d'un secteur agroalimentaire atone, la production de verre creux a peu progressé. Les attentats de novembre, la dégradation du climat social et, plus récemment, celle des conditions météorologiques, ont pesé sur la fréquentation des cafés/hôtels/restaurants et sur le tourisme international. Sur l'année, la production progressera d'environ 1 %, tirée par la consommation de boissons lors des événements sportifs prévus cette année (Euro 2016 en juin ; JO en août) et par la vogue des bières artisanales.

La production de flacons et bocaux paraît mieux orientée qu'en 2015, le rebond du secteur de la parfumerie (+1,6 % au T1) compensant l'atonie du secteur agroalimentaire.

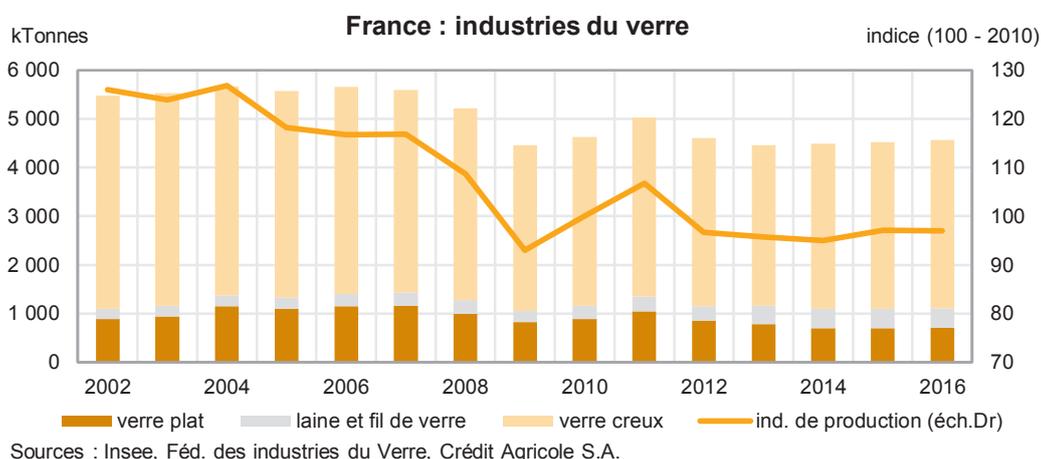
La gobeletterie se redressera suite aux efforts de restructuration et de reconquête industrielle de l'un des principaux acteurs dans un contexte toujours baissier de la demande et de forte concurrence à l'international.

Après le redémarrage d'un float, remis à niveau en début d'année, la production de verre plat progressera un peu (+0,5 %), tirée par la progression de l'automobile et par le rebond attendu des logements neufs.

Enfin, les produits d'isolation bénéficieront de la bonne orientation du secteur de l'entretien-rénovation (contrecoup des achats de logements anciens) malgré les prix bas de l'énergie.

## Perspectives à moyen terme

A moyen terme, la production de verre devrait augmenter dans le sillage d'une conjoncture économique mieux orientée, d'un retournement de cycle de la construction et dans une moindre mesure des événements sportifs (Coupe du monde de football 2018 en Russie). Malgré la légère érosion de sa part de marché liée aux matériaux de substitution (casse-outre pour le vin, PET, métal), le verre d'emballage bénéficiera de la revalorisation des appellations et des marques (vins, bières).



## Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2015	SGD	Le groupe SGD démarre en septembre 2015 une nouvelle usine pharmaceutique (Saint-Quentin-Lamotte, Somme) dédiée à la fabrication de flacons de verre destinés au marché d'une clientèle export de laboratoires pharmaceutiques. D'une capacité de 20 kt/an, elle emploie environ 250 salariés.
T4-2015	Paquet Economie Circulaire	Dans le sillage de son « paquet économie circulaire » retiré fin 2014, la Commission européenne a annoncé en décembre un programme plus large et plus ambitieux. Figurent notamment la révision des directives « déchets » et « emballages et déchets d'emballages » ainsi que des objectifs de recyclage à horizon 2030.
T4-2015 T1-2016	Arc International	Après sa reprise par le fonds américain PHP, le leader mondial de la verrerie de table, Arc International, en restructuration, a décroché un contrat mondial avec Ikéa représentant un investissement de 12 M€ (dont 6 M€ financés par Ikéa) pour la remise à niveau d'un four et d'une ligne de transformation.
T2-2016	Eurofloat	Démarrage du four entièrement rénové (propriété de Riou Glass & Saint-Gobain) situé à Salaise-sur-Sanne (38). Cet investissement de 26 M€, réalisé en 110 jours, produit du verre plat destiné aux bâtiments résidentiels et tertiaires.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, le secteur du Papier-Carton compte plus de 70 entreprises qui opèrent 90 usines et emploient près de 13 500 salariés, soit moins de 0,5 % du total des effectifs salariés de l'industrie. Il contribue pour environ 0,1 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

L'industrie française du Papier-Carton se place au 5<sup>e</sup> rang des producteurs européens avec près de 8 % de la production européenne, derrière l'Allemagne n° 1, et au 13<sup>e</sup> rang mondial. La France est le 11<sup>e</sup> pays de consommation par habitant dans le monde (135kg/capita). La balance commerciale est déficitaire à hauteur de 9 % de la production. La zone euro constitue le principal partenaire avec près de 80 % des exportations et importations.

### Tendances historiques

La consommation et la production de papier-carton ont reculé respectivement de 3 % et 2 %/an sur la période 2007-2013 en raison du développement de l'Internet, des supports électroniques (tablettes, Smartphones...) et des contraintes de réduction de coûts suite aux crises économiques. De nombreux sites industriels ont été fermés ou reconvertis. En 2014, la situation s'est stabilisée et la production a de nouveau progressé.

La rentabilité de la filière s'est dégradée avec l'augmentation des coûts des matières premières (pâte à papier, vieux papiers), des contraintes réglementaires, du poids de l'énergie et de la fiscalité ainsi que par un déficit d'investissement par rapport aux voisins européens. La restauration de la compétitivité de la filière, modèle d'économie circulaire, passe par la poursuite des efforts en matière de collecte de papiers recyclés, et par l'allègement des coûts énergétiques et fiscaux.

### Bilan de l'année 2015 : -1,4 % en volume

En 2015, malgré des facteurs macro-économiques plus favorables et une timide reprise de la production manufacturière (+0,8 %), la production française de papiers et cartons a reculé de -1,4 %, sous-performant le marché européen, quasi stable (-0,3 %).

Les évolutions ont été contrastées par segment. Le recul des papiers graphiques (-9,2 %) s'est poursuivi, notamment celui des papiers de presse et des papiers couchés accentué par la fermeture de quatre sites industriels. Les papiers d'hygiène ont progressé (+1,3 %) suite au démarrage d'une nouvelle unité de production de ouate de cellulose. De même, l'emballage (+2,7 %) a été tiré par les papiers pour ondulés (+3,5 %) et les emballages souples (+1,4 %), leurs exportations ayant été stimulées par la baisse de l'euro, alors que le carton plat est resté quasi stable.

Papiers d'hygiène et emballages, demande tirée par les modes de consommation et les technologies

Forte capacité d'innovation (papier pour presse numérique, emballages plus légers, recyclables, papiers intelligents...)

Baisse des coûts énergétiques et du transport

Impact croissant du développement durable sur la demande (utilisation croissante des papiers recyclés)

Opportunités de consolidation

Papiers graphiques, baisse structurelle de la demande

Concurrence exacerbée sur de nombreux segments en situation de surcapacité

Producteurs non intégrés en difficulté en cas de montée des prix des matières premières

Baisse de compétitivité par rapport aux papetiers européens

Contraction des débouchés à l'international avec la concurrence des zones Asie et EMEA

Économies française et européenne atones

La remontée des prix des vieux papiers et la forte augmentation des cours de la pâte en euro ont pénalisé les marges des producteurs non intégrés en dépit d'une baisse des coûts énergétiques (gaz et électricité). Cette remontée n'a été répercutée que partiellement : la plupart des prix ayant reculé à l'exception de ceux des papiers pour ondulés, de bureautique et des cartons gris.

### Perspectives pour l'année 2016 : +1,0 % en volume

Sur les trois premiers mois, dans un contexte de légère baisse de la production manufacturière (-0,7 %), la production française de papiers & cartons a progressé de +2 % surperformant le marché européen (+0,4 %). La meilleure orientation du marché et le démarrage d'une nouvelle machine, ont compensé l'impact des fermetures réalisées en 2015.

Les évolutions ont toutefois été contrastées par sortes : le recul des papiers sans bois (-15 %), notamment celui des papiers couchés (10%) dû en grande partie à la fermeture de sites, étant compensé par la progression des papiers avec bois et du journal liée à un effet

	Industrie papetière	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>5,6</b>	<b>-3,4</b>	<b>-5,2</b>	<b>-1,0</b>	<b>1,9</b>	<b>-1,4</b>	<b>1,0</b>	
<i>var.valeur%</i>	chiffre d'affaires des industries papetières	6,8	5,8	-3,9	-0,9	-1,4	0,8	0,2	
<i>var. %</i>	cours de la pâte NBSK en \$ / tonne	42,7	4,1	-15,5	5,0	8,2	-6,8	-7,8	
<i>var. %</i>	cours de la pâte BEKP en \$ / tonne	51,0	-2,8	-8,4	5,9	-5,9	5,7	-4,9	
<i>var.volume %</i>	consommation des ménages	1,7	0,4	-0,3	0,6	0,7	1,5	1,9	
<i>var.volume %</i>	production des IAA hors Boissons	1,1	2,8	-0,5	-2,1	-0,1	0,9	0,6	
<i>var.valeur%</i>	chiffre d'affaires édition de journaux	-2,1	-2,1	-3,2	-4,0	-2,2	-0,9	0,4	
<i>var.valeur%</i>	c.a. édition de revues & magazines	-1,9	0,1	-2,7	-4,7	-3,0	-2,2	-3,2	

Sources : Insee, Datastream, Crédit Agricole SA

de base (mauvaise orientation du marché début 2015), des papiers d'emballage (+2 %) et d'hygiène (+5 %). Dans l'emballage, où le carton plat s'est stabilisé, la bonne performance des papiers pour ondulés (+3 %) a compensé le recul des emballages souples (-8 %) impactés par la poursuite de l'atonie dans le secteur de la construction, qui devrait repartir dans le logement neuf, alors que le carton plat a peu progressé (+0,4 %). La bonne performance dans l'hygiène provient de la mise en route d'une nouvelle unité de ouate de cellulose.

Globalement, les papetiers ont bénéficié sur les quatre premiers mois de conditions un peu meilleures qu'en 2015. Les prix des vieux papiers ont continué d'augmenter à un rythme comparable à celui de 2015 mais les cours de la pâte se sont assagis (recul pour la fibre longue et stabilisation pour la fibre courte), les prix énergétiques sont restés bas, et des hausses de prix ont pu être passées en début d'année pour la plupart des sortes.

Les entreprises papetières, intensives en énergie, devraient aussi bénéficier en 2016 de la loi de transition énergétique d'août 2015. En parallèle, elles s'investiront sur les chantiers liés aux approvisionnements de papiers cartons recyclés.

## Perspectives européennes

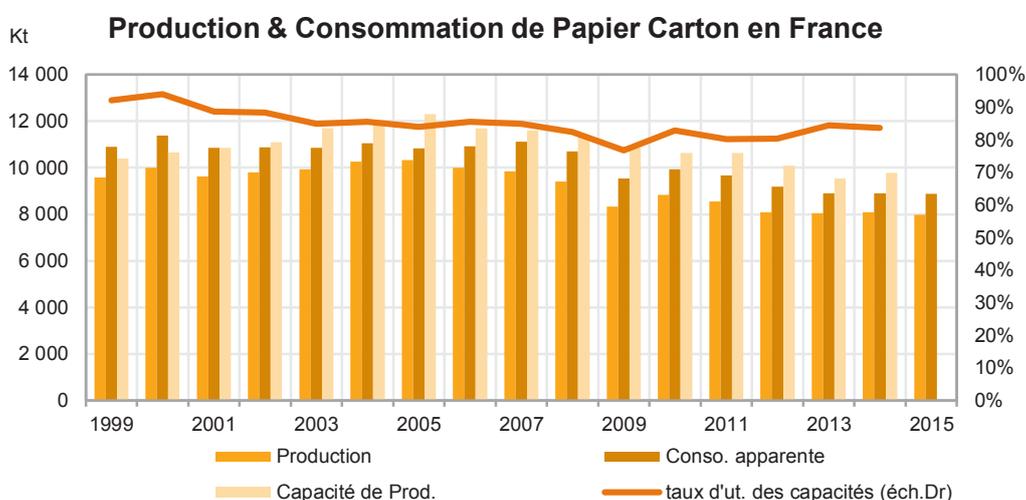
La production européenne progressera peu en 2016, dans la tendance du premier trimestre (+0,4 %) : la progression des segments emballage et hygiène compensant le recul des papiers graphiques.

Les producteurs européens devraient bénéficier de conditions comparables à celles de 2015 : parité euro/dollar toujours favorable, prix du pétrole et coûts énergétiques bas.

Leurs exportations seront affectées par la concurrence chinoise à la recherche de débouchés hors d'une économie en ralentissement.

## Perspectives à moyen terme

A l'horizon 2017-2018, la production de Papier-Carton continuera d'être impactée par des ajustements de capacité, suite à la poursuite de la baisse de la demande dans les papiers graphiques. L'entrée de nouveaux acteurs reconvertis menacera l'équilibre des segments du packaging et d'hygiène.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2015	LTE	Loi sur la Transition énergétique fixant les objectifs du nouveau modèle énergétique. Pour les papetiers, les conséquences sont multiples : renforcement de l'économie circulaire, développement de la collecte de proximité, réduction du tarif de transport de l'électricité, mise en place d'un système de compensation du coût du CO2 et taux réduits de CSPE...
T4-2015	Paquet Economie Circulaire	Après avoir retiré fin 2014 son « paquet économie circulaire » visant une société « zéro déchets », la Commission européenne a annoncé en décembre un programme plus large et plus ambitieux. Le nouveau paquet comprend notamment la révision des directives « déchets » et « emballages et déchets d'emballages ».
T1-2016	Svenska Cellulosa AB (SCA)	Le suédois SCA, leader européen du papier d'hygiène, étend son activité à l'Amérique du Nord suite à l'acquisition de Wasau Paper pour 513 M\$. En parallèle, le groupe vend son activité en Asie du Sud-Est, Taiwan et Corée à son partenaire chinois Vinda. En France, après avoir fermé le site d'Orléans, le groupe a annoncé l'arrêt d'une machine à Hondouville.
T1-2016	CEPI Container board	L'association européenne des fabricants de papiers pour ondulé alerte sur les hausses de capacités annoncées dans ce secteur, notamment suite aux conversions massives de machines dédiées au papier journal en machines pour ondulé, qui menacent l'équilibre de l'offre et la demande d'ici 2019.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur de la sidérurgie emploient un peu plus de 24 000 salariés, soit 0,7 % du total des effectifs salariés de l'industrie. La sidérurgie contribue pour environ 0,1 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

La sidérurgie française appréciée en termes de volumes de production se classe au 3<sup>e</sup> rang derrière les industries allemande et italienne à l'échelle de l'Union européenne avec un poids de l'ordre de 10 %. L'Union européenne est le 2<sup>e</sup> producteur mondial derrière l'Asie. Le solde de la balance commerciale est excédentaire avec un taux de couverture de 3,26. Les principaux partenaires de la sidérurgie française à l'exportation se situent hors de l'Union européenne.

### Tendances historiques

Il faut relever que depuis les années 1970, le marché de l'acier est entré dans une phase de stagnation dans les pays développés.

Depuis les années 2000, la croissance chinoise a entraîné une explosion de la demande et de la production en Asie, tirant les prix des matières premières à la hausse.

La crise financière de 2008 a provoqué une chute très marquée en Europe (baisse de 50 % en France) de la production.

Après une embellie temporaire, un nouveau repli de la consommation s'est amorcé depuis 2011.

Ainsi, les surcapacités de production européennes, résorbées dans les années 1980, réapparaissent de façon probablement durable.

### Bilan de l'année 2015 : -6,8 % en volume

Malgré une demande de produits sidérurgiques qui est repartie à la hausse, la production d'acier brut en France a reculé de -6,8 % en volume, affectée principalement par le renforcement de la concurrence étrangère, en particulier d'origine chinoise.

Corrélée à la production d'acier brut, l'activité de la sidérurgie de base a reculé dans une moindre mesure (-4 %), grâce à une demande plus forte pour des produits de spécialités à plus forte valeur ajoutée.

Secteur clé de l'industrie européenne

Unités de production rationalisées avec de bons taux de productivité

Activité très dépendante du cours des matières premières (minerais)

Coûts européens supérieurs à ceux des concurrents asiatiques et américains.

Demande croissante de produits à valeur ajoutée

Opportunités de développement de nouveaux produits et de nouvelles utilisations

Économies française et, dans une moindre mesure, européenne atones

Forte concurrence des zones à bas coûts de matières premières

Les tubes, tuyaux et profilés ont été touchés par l'effondrement des investissements dans l'exploration pétrolière (-45 %). Les autres produits de transformation ont reculé de 5 % dans le sillage de la baisse de la demande du BTP et de l'automobile.

Les exportations ont reculé de 2 % en valeur, notamment à destination de l'Union européenne, premier client des sidérurgistes français (80 % des exportations).

Les prix, fortement tributaires de l'évolution des coûts des matières premières et des surcapacités mondiales (asiatiques et chinoises) ont reculé en moyenne de 8 % en 2015, recul plus important pour les aciers simples (-9 %) que pour les aciers alliés (-2 %).

Sidérurgie		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>20,0</b>	<b>2,4</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,5</b>	<b>2,9</b>	<b>-6,8</b>	<b>1,5</b>	
Mtonnes d'acier brut	demande en acier brut	15,2	13,2	13,6	13,5	13,6	13,6	13,6	
Mtonnes d'acier brut	production d'acier brut	15,4	15,8	15,6	15,7	16,1	15,0	15,2	
var. volume %	production manufacturière	4,7	4,1	-2,8	-0,6	-0,2	1,8	1,0	
var. volume %	construction	-4,1	5,5	0,0	-4,2	-4,2	-3,6	1,1	
var. volume %	industrie automobile	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	10,3	4,0	
var. volume %	effectifs salariés de la filière métallurgie	-4,7	-0,5	-0,3	-1,1	-1,3	-1,8		

Sources : AME Group, Dares, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,5 % en volume

La reprise de grands secteurs clients (logement, automobile) amorcée en 2015 se confirmera en 2016 ; pour le secteur de l'énergie, l'incertitude restera élevée en revanche.

Les exportations à bas coûts vers l'Europe vont se maintenir, compte tenu de la chute des prix des matières premières et du ralentissement de la croissance en Chine et dans les grands pays émergents. Il en résultera une faible évolution de la production française (+1,5 %).

Les tubes, tuyaux et profilés reculeront de -1 %, tandis que les autres produits de transformation progresseront de +3 % en volume.

Enfin, un durcissement des réglementations environnementales pourrait entraîner une nouvelle perte de compétitivité de la sidérurgie européenne et française.

## Perspectives européennes

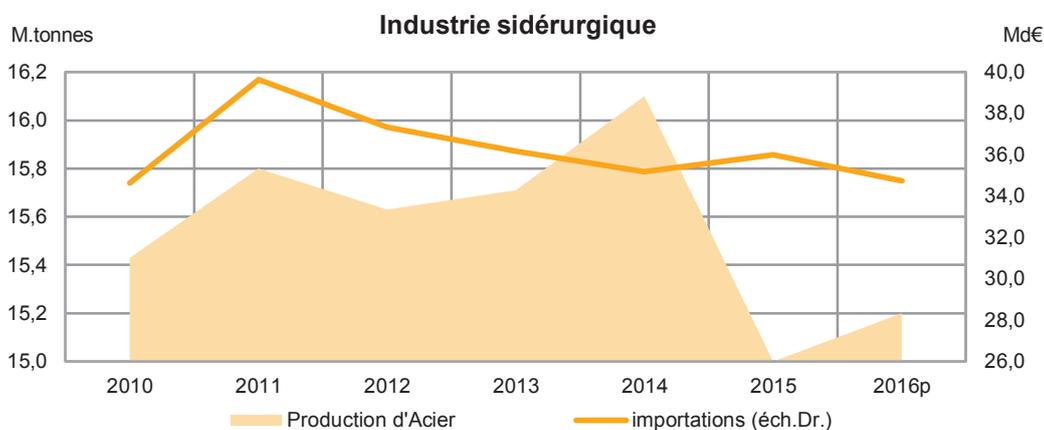
Les statistiques AME Group montrent une baisse générale de la production mondiale d'acier en 2015 d'environ -2,8 %.

Dans l'Union européenne, la baisse est de l'ordre de -2,5 %, avec une augmentation relative de la production de produits plus élaborés, à plus forte valeur ajoutée.

En Asie, hors Chine, les baisses sont également significatives (Japon : -5 %, Corée du Sud : -2,5 %), à l'exception de l'Inde dont la production augmente de près de 7 %.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la sidérurgie devrait entrer en phase de convalescence dans le sillage d'une conjoncture économique mieux orientée et d'une reprise des secteurs de la construction et de l'automobile.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T2-2016	ArcelorMittal	Le groupe sidérurgique et minier en difficulté lève 3 Md\$. Son principal objectif est de réduire son endettement.
T2-2016	Vallourec	Vallourec lance une augmentation de capital d'un montant total d'environ 1 Md€ pour financer la mise en oeuvre du plan stratégique annoncé en février 2016 avec notamment le développement de nouveaux pôles de production en Chine et au Brésil.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En 2013, les 438 entreprises françaises du secteur de la fonderie (entreprises exerçant une activité principale de fonderie) emploient 23 000 salariés environ. Elles contribuent pour 0,1 % à la formation du PIB national. (1)

### Positionnement dans l'Union européenne

En 2013, la branche de la fonderie française a produit 1,75 million de tonnes de pièces moulées, se hissant ainsi à la 3<sup>e</sup> place européenne derrière l'Allemagne (5,2 Mt) et juste derrière l'Italie (2 Mt).

Pour mémoire, la Chine (44,5 Mt) est leader mondial, suivie par les Etats-Unis (12,25 Mt).

### Tendances historiques

Les premières années de la décennie 2000 ont été relativement stables jusqu'en 2008 (production annuelle de l'ordre de 2,5 Mt de pièces moulées). La crise – essentiellement – de la filière automobile a provoqué une chute du tonnage produit par la branche de près de 30 % en 2009.

En conséquence des dispositifs gouvernementaux de soutien à la filière automobile, la production de la branche a connu une légère amélioration en 2010 et 2011, sans toutefois retrouver son niveau d'avant 2009.

Les années 2012 à 2014 sont caractérisées par une rechute à un niveau bas, comparable à celui de 2009 (de l'ordre de 1,75 Mt de pièces moulées).

### Bilan de l'année 2015 : -2,0 % en volume

La branche fonderie présente en 2015 un bilan contrasté.

L'acier moulé a enregistré un sévère recul de près de 24 %, principalement en raison d'une contraction de la demande ferroviaire, du BTP et de la construction mécanique. Largement restructuré au cours des années 80 et 90, ce secteur comporte désormais un nombre limité d'acteurs spécialisés chacun sur leur marché et cette contre-performance devrait pouvoir être assimilée convenablement par la plupart des entreprises, à condition qu'elle ne perde pas. Cette industrie est en effet très capitalistique.

Savoir-faire historique de la plupart des acteurs

Indexation des prix de vente sur les cours des matières premières

Position forte des fonderies françaises face aux acteurs fragilisés de l'Europe de l'Ouest (Allemagne notamment)

Implantations industrielles à l'international (Europe de l'Est notamment)

Diversification vers d'autres clients (secteurs ou pays, Allemagne notamment)

Potentiel de croissance du degré de recyclage des métaux

Rentabilité généralement faible

Transmission souvent complexe des entreprises familiales (activité très capitalistique)

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée (faible attractivité pour les jeunes)

Coûts de main-d'œuvre en France

Concurrence d'autres techniques industrielles (plasturgie et à terme impression 3D)

Exposition aux cycles économiques

La fonderie de fonte grise est également en repli de près de 11 % en 2015, alors que les fontes nodulaires progressent de 3,6 %, malgré un tassement des exportations.

La fonderie des métaux non ferreux a progressé de 6,3 %, sous l'effet de la poussée de la demande vers la fonderie d'aluminium (+6,7 %), qui bénéficie de la bonne conjoncture des industries automobile et aéronautique.

Les fonderies d'alliages de zinc (+5,5 %) et d'alliages cuivreux (+2,7 %) sont également bien orientées.

Fonderie		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production de la branche</b>	<b>14,4</b>	<b>4,6</b>	<b>-14,0</b>	<b>-0,7</b>	<b>-1,0</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,0</b>	<b>→</b>
var. volume %	production fonderie d'acier	9,2	29,1	-5,8	-19,5	-5,8	-12,7	-9,1	
var. volume %	production fonderie de fonte	20,3	-5,7	-10,3	8,4	-2,6	-5,2	-12,4	
var. volume %	production fonderie de métaux légers	20,5	3,0	-11,0	-5,4	4,2	1,7	-4,0	
var. volume %	production d'autres alliages non ferreux	7,0	0,1	-13,9	-7,0	9,2	2,7	1,5	
millions	immatriculations VP/VUL neufs en Europe	14,7	14,7	13,4	13,2	13,6	14,8	15,8	
var. volume %	équipement mécanique (prod.)	2,2	6,7	2,7	0	1,7	2,6	2	
var. volume %	construction aéronautique (prod.)	0,0	2,0	3,0	3,0	2,0	2,0	4,0	
var. volume %	bâtiment (prod.)	-4,7	6,3	0,4	-4,5	-4,2	-3,2	2,5	

Sources : Insee, ACEA, Crédit Agricole SA

(1) Sous la dénomination « fonderie », il convient plus particulièrement de distinguer le secteur (entreprise exerçant une activité principale de fonderie, incluant notamment l'usinage) de la branche (activité de fonderie exercée par des tiers, par exemple des constructeurs d'automobiles). Par rapport aux précédentes éditions de *France Secteurs*, l'activité de la Branche fonderie ne reprend plus l'activité de fonderie de pièces proposées « sur catalogue » : fontes de voirie et bâtiment, mobilier urbain, matériels de chauffage...

## Perspectives pour l'année 2016 : stable en volume

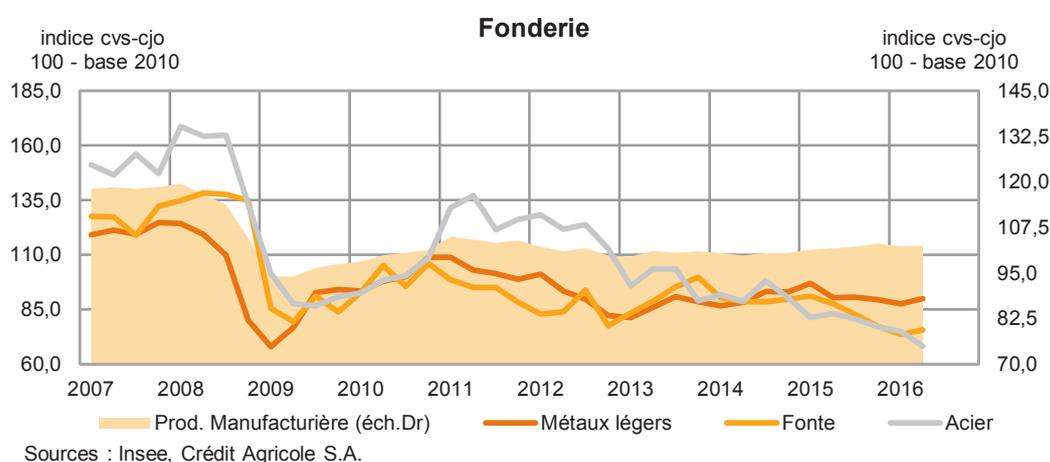
La fonderie de métaux non ferreux, et notamment d'aluminium, devrait continuer de bénéficier d'un contexte favorable dans les filières aéronautique et automobile.

Au-delà des volumes, de nombreux sous-traitants de la filière automobile risquent d'être confrontés à des pressions sur leurs marges liées à la répercussion des coûts supportés par les constructeurs (groupe Volkswagen en tête) dans le cadre des procédures engagées dans les affaires environnementales.

Dans le sous-secteur des métaux ferreux, les perspectives restent floues sur de nombreux marchés : machinisme agricole, équipement urbain...

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la branche fonderie devrait rester dans une tendance de stabilité (très proche de 0 % par an en moyenne).



### Faits marquants des 12 derniers mois

<b>T4-2015</b>	<b>Montupet</b>	<b>Prise de contrôle par le canadien Linamar.</b>
<b>T1-2016</b>	<b>Arche Industries</b>	<b>Placement sous redressement judiciaire de Sifa (140 salariés), fonderie d'aluminium en moulage par gravité.</b>
<b>T2-2016</b>	<b>MT-Technology</b>	<b>Liquidation judiciaire de l'ex-Metaltemple à Saint-Michel de Maurienne (113 salariés, fonderie de précision à modèle perdu).</b>

# AUTRES INDUSTRIES

- INDUSTRIES MÉCANIQUES
- INDUSTRIES NAVALES
- INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES
- INDUSTRIES CHIMIQUES
- ENGRAIS
- INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES
- INDUSTRIES GRAPHIQUES



## AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement la production en volume réalisée par des établissements industriels établis sur le territoire national.

Le cas des véhicules particuliers en 2010 illustre bien cette approche « volume » : la production nationale avait augmenté de +11,8 % et les ventes baissées de -2,3 %.

## LÉGENDE

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

*sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume*

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Les entreprises françaises de la transformation des métaux emploient près de 310 000 salariés. Elles contribuent pour environ 0,9% à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

En termes de volume d'activité, la transformation des métaux française se hisse à la troisième place de l'Union européenne, derrière l'Allemagne et l'Italie. La France occupe une position de leader dans le secteur du décolletage, très concentré dans la vallée de l'Arve (Haute-Savoie). Des acteurs français sont également des références internationales incontournables, comme par exemple LISI (fixations) ou Mecachrome (usinage).

### Tendances historiques

En 2007, notamment sous l'impulsion d'une poussée de la demande de l'industrie automobile vers la sous-traitance, le secteur de la transformation des métaux avait connu un pic d'activité historique.

En 2009, la crise a durement frappé le secteur (activité en recul de -15,7 %). Une correction s'est opérée en 2010 (+4,0 %) et 2011 (+6,0 %). Après une stabilité en 2012, le secteur a enregistré un recul de 1,5 % en 2013.

En 2014, sous l'effet de la reprise de la demande intérieure en sous-traitance, automobile notamment, le secteur a enregistré une croissance de +1,4 %, alors que les volumes à l'exportation étaient en baisse de 2 %.

### Bilan de l'année 2015 : +0,4 % en volume

L'ensemble des sous-secteurs de la transformation des métaux a été en repli en 2015, à l'exception de la sous-traitance, qui a bénéficié de la bonne conjoncture de l'aéronautique et de la confirmation de la reprise de la filière automobile. La croissance de la sous-traitance en 2015 est estimée à plus de 2,5 %.

Savoir-faire historique de la plupart des acteurs

Indexation des prix de vente sur les cours des matières premières

Implantations industrielles à l'international

Diversification vers d'autres secteurs clients

Rentabilité généralement faible

Transmission souvent complexe des entreprises familiales

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée (faible attractivité pour les jeunes)

Coûts de main-d'œuvre en France

Concurrence d'autres techniques industrielles (plasturgie et, à terme, impression 3D)

Exposition aux cycles économiques

*A contrario*, les articles de ménages stagnent et tous les autres sous-secteurs sont en recul. La chaudronnerie est en recul de 1,1 %. La construction métallique, très liée à la conjoncture du Bâtiment et des Travaux Publics, encore morose sur cet exercice, enregistre un repli de 4,2 % en 2015.

Transformation des métaux		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	production du secteur	4,0	6,0	0,0	-1,5	1,4	0,4	1,0	
<i>var. volume %</i>	production forge, emboutissage, estampage	6,8	6,8	-10,3	-2,6	-0,5	1,1	0,0	
<i>var. volume %</i>	production traitement des métaux	11,0	3,3	-10,5	1,8	-1,0	-1,0	-1,4	
<i>var. volume %</i>	production usinage	6,4	22,7	-2,6	-6,0	3,0	5,7	-2,0	
<i>millions</i>	immatriculations VP/VUL neufs en Europe	14,7	14,7	13,4	13,2	13,6	14,8	15,8	
<i>var. volume %</i>	équipement mécanique (prod.)	2,2	6,7	2,7	0	1,7			
<i>var. volume %</i>	construction aéronautique (prod.)	0,0	2,0	3,0	3,0	2,0	2,0	4,0	
<i>var. volume %</i>	bâtiment (prod.)	-4,1	5,5	0	-4,2	-4,2	-3,6	1,1	

Sources : Insee, IPI, ACEA, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,0 % en volume

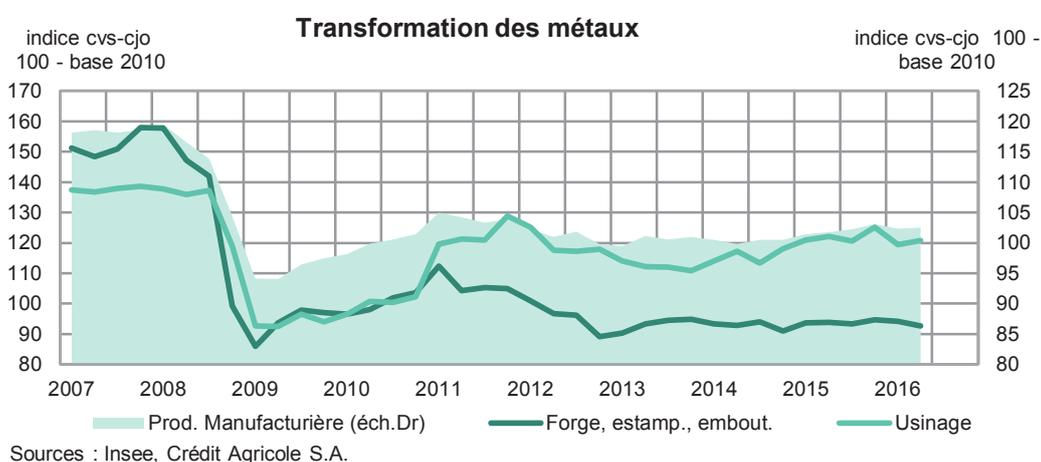
Le secteur devrait globalement s'inscrire dans la continuité de l'année 2015, favorable pour la sous-traitance qui bénéficiera de la bonne tenue des commandes dans l'aéronautique et de la poursuite de la reprise de la filière automobile en Europe.

Le seul bémol viendra des composants pour l'industrie mécanique, compte tenu du ralentissement de la mécanique allemande, elle-même liée à son principal secteur client qu'est la Chine, en phase de décélération.

L'activité des entreprises liées aux marchés du bâtiment et des travaux publics bénéficiera du rebond timide du secteur du bâtiment mais elle restera affectée par le repli encore marqué des travaux publics.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la transformation des métaux devrait rester dans une tendance de croissance modérée (de l'ordre de 1,4 % par an en moyenne).



## Faits marquants des 12 derniers mois

T2-2016	Farinia Group	Accord de coopération entre Spartacus 3D – filiale du groupe Farinia, spécialisée en fabrication métallique additive (impression 3D) – et l'américain Sigma Labs.
T2-2016	Lisi	Le fabricant français de fixations pour l'automobile et l'aéronautique Lisi, également présent dans le domaine médical, a annoncé avoir conclu un accord avec le groupe américain Alcoa pour lui racheter sa filiale Remmele Medical Operations pour 102 millions de dollars (90 M€).

## Positionnement en France

Le secteur des biens d'équipement mécaniques emploie près de 180 000 personnes en France. Il contribue à plus de 0,6 % à la formation du PIB national.

## Positionnement dans l'Union européenne

L'industrie française des biens d'équipement mécaniques se hisse à la troisième place du secteur dans l'Union européenne, derrière l'Allemagne et l'Italie.

La France peut s'enorgueillir d'avoir quelques leaders mondiaux dans leur domaine, comme Manitou (chariots élévateurs), Mecatherm (lignes de boulangerie industrielle), Poclairn Hydraulics (transmissions hydrostatiques)...

## Tendances historiques

Le secteur des biens d'équipement est par nature très sensible aux cycles économiques. Il a ainsi été particulièrement touché par la crise de 2009 (chute de l'activité de 17,3 %).

Les acteurs les plus exposés à la volatilité de la demande sont généralement les entreprises les plus dépendantes du marché de la location de matériels et biens d'équipement (une activité qui « amplifie » les cycles).

Depuis 2010, le secteur a renoué avec la croissance, avec une progression marquée de 6,7 % en 2011.

En 2013, malgré un contexte morose, l'activité de l'industrie des biens d'équipement est restée stable.

## Bilan de l'année 2015 : +2,6 % en volume

La progression de l'équipement mécanique en 2015 est estimée à +2,6 % par rapport à 2014.

Cette bonne performance doit néanmoins être nuancée selon les segments d'activité, tant les divergences observées sont profondes.

Le machinisme agricole enregistre notamment un recul marqué à 7,2 %, alors que les machines-outils (+6,8 %) et les machines d'usage général (+7,5 %) ont connu une croissance record. La progression

## MATRICE SWOT

Savoir-faire des entreprises du secteur

Stratégie de non intégration de fabrication des composants plutôt pertinente

Offre de services connexes (financement, SAV, pièces détachées...)

Nombreux acteurs de petite taille

Entreprises très souvent spécialisées sur un seul marché (risque conjoncturel)

Notoriété internationale de nombreux acteurs français

Confirmation de la reprise économique en Europe

Mesures fiscales en faveur de l'investissement en France

Incertitude sur les marchés internationaux (Russie, Amérique du Sud, Chine...)

Exposition aux cycles économiques

importante de ces deux derniers segments correspond à la poursuite de la modernisation de l'outil de production des différents secteurs clients dont celui de la mécanique.

Les machines d'usages spécifiques (+1,3 %) et les composants de biens d'équipement (-0,5 %) ont connu une situation conjoncturelle plus stagnante.

Equipement mécanique		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	production du secteur	2,2	6,7	2,7	0,0	1,7	2,6	2,0	
<i>var. volume %</i>	fabrication de machines d'usage général	-1,0	6,9	10,4	0,8	-2,3	-9,2	6,9	
<i>var. volume %</i>	machinisme agricole	-5,1	29,1	1,5	1,2	-14,0	-9,0	-1,3	
<i>var. volume %</i>	fabrication de machines de formage des métaux et machines-outils	7,7	16,1	9,1	-20,0	24,6	19,1	-10,6	
<i>var. volume %</i>	Investissements	1,9	2,1	0,4	-0,7	-0,4	0,9	3,2	
<i>var. volume %</i>	industries agroalimentaires (prod.)	1,1	2,8	-0,5	-2,1	-0,1	0,9	0,6	
<i>var. volume %</i>	production de véhicules légers	14,3	3,2	-16,4	-12,2	4,0	10,3	4,0	
<i>var. volume %</i>	travaux publics (prod.)	-2,3	3,0	-1,5	-3,4	-3,9	-5,0	-4,0	

Sources : Insee, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +2,0 % en volume

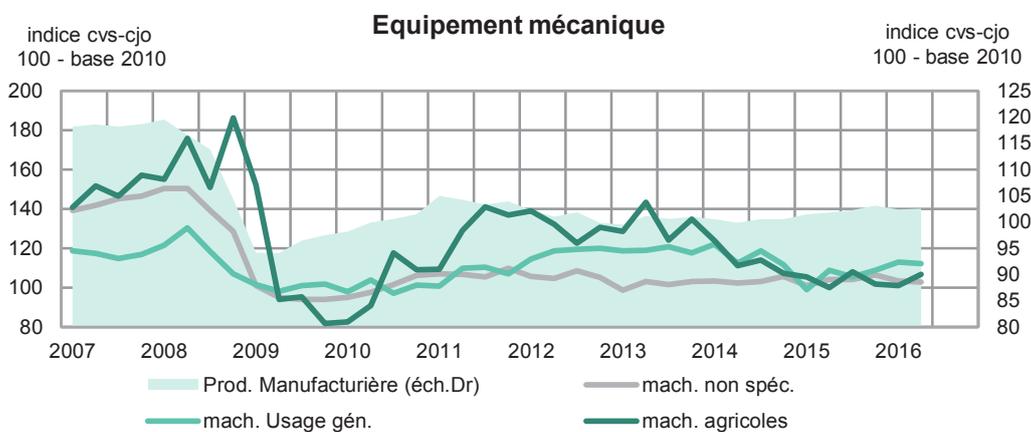
Les prévisions d'investissements industriels en 2016 en France sont globalement marquées sous le signe d'une reprise très sensible (entre 5 et 8 %).

Les décisions d'investissements ont, rappelons-le, été notamment stimulées par les dispositions fiscales liées au « suramortissement ».

A l'exportation, le secteur continuera d'être pénalisé par l'affaiblissement de la demande en provenance de Russie et de Turquie, à moins qu'un assouplissement des sanctions économiques contre la première ne vienne offrir des opportunités aux industries exportatrices françaises.

## Perspectives à moyen terme

Le moyen terme devrait s'inscrire dans la continuité de l'année 2016 avec une croissance annuelle de l'ordre de +2 %.



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A.

### Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2015

**Poclain  
Hydraulics**

**Poclain Hydraulics, le spécialiste des transmissions hydrostatiques, acquiert la fonderie Grandry Technologies, l'un de ses fournisseurs. Cette fonderie basée à Sablé-sur-Sarthe est spécialisée dans les pièces complexes en fonte à graphite sphéroïdal.**

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Les entreprises françaises du secteur de la mécanique de précision emploient plus de 100 000 personnes. On estime qu'elles contribuent à près de 0,5 % à la formation du PIB (l'information exacte est couverte par le secret statistique).

### Positionnement dans l'Union européenne

La mécanique de précision française se hisse au second rang de l'Union européenne, derrière l'Allemagne. Grâce à Essilor, la France occupe même une position de leader mondial sur le segment de l'optique médicale. La mécanique de précision recouvre des domaines variés comme les instruments de mesure, l'horlogerie, les matériels photographiques, les équipements médicaux et chirurgicaux...

### Tendances historiques

Des trois secteurs qui composent les industries mécaniques (transformation des métaux, biens d'équipement mécaniques, mécanique de précision), la mécanique de précision est le plus souvent le secteur qui enregistre les croissances les plus élevées.

Assez peu cyclique, la mécanique de précision n'a connu au cours des dix dernières années qu'un seul léger recul en 2009.

Cette relative stabilité globale du secteur s'explique par la diversité des marchés (applications industrielles, médicales, de loisirs...) et par le niveau soutenu de la demande dans l'optique médicale (génération « baby boom » devenue presbyte suite à l'utilisation intensive des écrans...).

### Bilan de l'année 2015 : +0,4 % en volume

La mécanique de précision a certes progressé mais le niveau de croissance enregistré est moins soutenu qu'espéré. Le léger ralentissement observé ne laisse cependant planer aucune menace sur le secteur qui bénéficie depuis plusieurs années de taux de croissance favorables.

La demande domestique a été plus soutenue qu'à l'exportation où le segment des matériels optiques a connu un repli. Cependant, à l'image d'Essilor, il convient de rappeler que nombre d'entreprises

Savoir-faire reconnu des entreprises françaises, notamment en optique médicale

Secteur composé de nombreux marchés, globalement peu sensible aux cycles

Regain d'intérêt de la clientèle masculine pour l'horlogerie mécanique (marques françaises réputées)

Structure financière des groupes d'optique médicale permettant d'envisager de la croissance externe.

Entreprises peu diversifiées

Possibilités de croissance externe limitées

Concurrence asiatique dans la micro-mécanique

Manque de compétitivité de l'industrie française (coûts de main-d'œuvre)

Encadrement du budget santé en France (hôpitaux, couverture des frais)

françaises du secteur ont des implantations industrielles hors de l'hexagone et contribuent ainsi à faire rayonner le savoir-faire français au niveau international.

Rappelons que ce secteur recouvre des domaines aussi variés que les matériels médico-chirurgicaux, l'optique médicale, les matériels photographiques, les instruments de mesure, l'horlogerie... Cette diversité confère au secteur dans sa globalité un positionnement peu cyclique (effets de lissage) comme observé les années précédentes.

	Mécanique de précision	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	<b>production du secteur</b>	<b>6</b>	<b>3,5</b>	<b>2,7</b>	<b>1,5</b>	<b>2,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	
<i>var. volume %</i>	fabrication d'instruments de mesure, de navigation et d'essai	3,9	1,6	2,5	6,9	-0,9	0,3	2,5	
<i>var. volume %</i>	fabrication d'instruments et fourniture de matériel médical et dentaire	3,5	-2,1	-3,3	2,1	5,7	-2,6	1,6	
<i>var. volume %</i>	fabrication d'instruments d'optique	35,1	20,5	15,7	-6,2	-11,4	64,3	-14,6	
<i>var. volume %</i>	production d'horlogerie	-30,3	17,9	-18,3	-21,2	-33,3	28,6	-4,5	
<i>M€</i>	conso. des ménages en matériel médico-chirurgical et dentaire	3 266	3 404	3 628	3 877	4 114			
<i>M€</i>	conso. des ménages en lunettes	5 384	5 705	5 848	6 038	6 090			

Sources : Insee, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +0,5 % en volume

Les perspectives à court terme restent bien orientées pour le secteur de la mécanique de précision. Dans la continuité de l'année 2015, la demande intérieure constituera le principal moteur de soutien de l'activité.

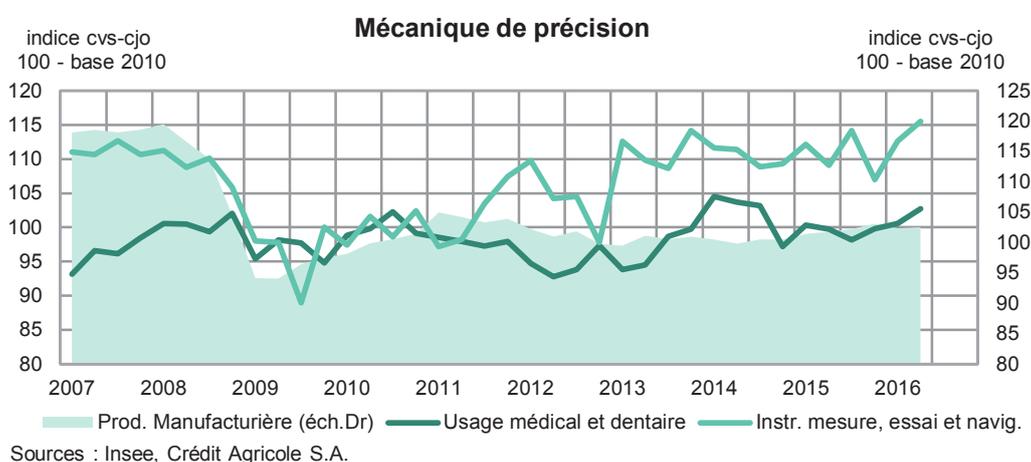
A l'exportation, la demande risque d'être encore timide bien qu'une légère amélioration soit espérée.

Comme pour 2015, ces performances globalement favorables devront être néanmoins nuancées selon les sous-secteurs concernés.

En particulier, les équipements médico-chirurgicaux devraient continuer de subir les contractions des budgets de santé, notamment dans le secteur public hospitalier.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la croissance du secteur de la mécanique de précision, traditionnellement la plus élevée de l'ensemble des segments de la mécanique, devrait atteindre au moins +2,0 % par an.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2016	Montres Pequignet	Lancement de deux complications sur les mouvements de manufacture 100% français ("calibre Royal").
T2-2016	Essilor	L'opération de santé publique "Our Children's vision" est dévoilée.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises de la filière navale (hors nautisme) emploient environ 40 000 salariés. Ces activités ont une contribution à la formation du PIB national qui peut être estimée à environ 0,2 %.

### Positionnement dans l'Union européenne

La construction navale française civile et militaire, appréciée en termes de production cumulée sur le sol national, se classe au 2<sup>e</sup> rang derrière l'industrie allemande à l'échelle de l'Union européenne et au 6<sup>e</sup> rang mondial. Variable selon les cycles de livraisons de grosses unités, le solde de la balance commerciale est généralement excédentaire. L'export représente plus de 50% de la production française.

### Tendances historiques

Dominée par DCNS, l'activité militaire – à caractère hautement confidentiel, ce qui rend son analyse difficile – est devenue un axe majeur de développement des autres chantiers. Elle repose sur un socle important mais sous contrainte budgétaire de construction et de maintenance des navires de la Marine nationale, ainsi que sur des ventes à l'exportation, indissociables dans les grands contrats de transferts de technologie. La construction civile, concentrée chez le spécialiste de la croisière STX France à Saint Nazaire, a connu une cyclicité très prononcée liée à celle des commandes de paquebots.

Fortement impliqué dans un secteur jugé stratégique, l'Etat est actionnaire majoritaire de DCNS et dispose d'une minorité de blocage chez STX France.

### Bilan de l'année 2015 : + 11,0 % en volume

La relance de l'activité s'est accélérée, tirée par la construction civile de navires de croisière à Saint-Nazaire. STX France qui n'a pas livré de paquebots depuis 2013 accumule les contrats, profitant d'une vague sans précédent d'investissements dans la croisière et de capacités de production saturées en Europe. Avec trois paquebots en construction et six autres en projet en fin d'année, le chantier accroît ses effectifs.

L'export naval contribue également au dynamisme du secteur. Après l'achat de quatre corvettes Gowind en 2014, dont la première mise en production à Lorient, l'Egypte s'est portée acquéreur auprès de DCNS d'une frégate FREMM initialement destinée à la Marine nationale et des deux BPC russes dont le contrat avait été annulé en rai-

Production de haute technicité, capacités d'innovation et savoir-faire reconnus à l'export

Maîtrise des transferts de technologies dans le naval

Secteur stratégique : enjeux de souveraineté

Construction cyclique : contrats à forte valeur unitaire et demande volatile à l'export

Pression sur les prix imposant des gains de productivité

Contraintes budgétaires sur les dépenses militaires

Demande navale stimulée par les enjeux de contrôle des espaces maritimes

Croissance de la croisière, essor des EMR, montée des exigences environnementales

Développement des services, plus récurrents

Forte concurrence entre acteurs navals européens et montée en gamme des asiatiques

Décalages ou annulations de contrats pour raisons économiques ou politiques

Dépassements de coûts/délais sur les projets complexes

son de la crise ukrainienne. L'Arabie Saoudite est source d'importants marchés militaires qui profitent aux CMN et à Couach.

La commande militaire française fait en revanche les frais des contraintes budgétaires avec un programme FREMM réduit de 11 à 8 unités. Mais l'actualisation de la LPM après les ventes export de frégates permettra d'accélérer le cadencement des livraisons et d'anticiper le lancement du programme des frégates de taille intermédiaire (FTI), confortant l'activité à DCNS Lorient. Socarenam et surtout Kership, co-entreprise de Piriou et DCNS, ont remporté des commandes de navires dédiés à l'Action de l'État en Mer.

Dans la réparation, si le MCO naval domestique s'oriente à la baisse à moyen terme avec la réduction de format de la flotte nationale, le secteur civil a pu tirer parti d'une conjoncture européenne favorable. Damen Brest s'est diversifié en accueillant un navire de croisière.

	Industries navales	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	production du secteur	-6,0	14,0	8,0	-5,0	4,0	11,0	6,0	➔
<i>Md€</i>	Equipement Défense France	17,0	16,0	16,2	16,0	16,4	16,7		
<i>millions</i>	nombre croisiéristes monde	19,1	20,5	20,9	21,3	22,0	23,0	24,0	
<i>000 tb*</i>	Commandes de paquebots	1 057	1 052	739	871	2 240	1 998		
	parité Euro/Dollar	1,33	1,29	1,32	1,37	1,21	1,09	1,12	
<i>M tbc°</i>	Carnet civil monde	134,9	118,2	92,5	102,9	112,2	109,0		

Sources : Ministère de la Défense, BRS, IHS Fairplay, Crédit Agricole SA

\* tonnes brutes

° tonnes brutes compensées

## Perspectives pour l'année 2016 : +6,0 % en volume

La construction poursuivra sa montée en puissance, l'utilisation des capacités à des niveaux élevés s'accompagnant d'un recours accru à l'externalisation. La réparation se stabilisera. Le premier semestre a été marqué par la livraison du plus grand paquebot du monde et par une série d'annonces de contrats hors normes.

STX a reçu des lettres d'intention et affermissements d'options qui portent son carnet prévisionnel à un niveau record de quatorze paquebots et lui confèrent une visibilité exceptionnelle : son plan de charge est saturé jusqu'en 2021 et son carnet s'étend jusqu'en 2026. La diversification dans les EMR porte également ses fruits, avec deux sous-stations électriques pour l'éolien offshore à construire dans sa nouvelle usine Anemos.

Dans le militaire, DCNS est retenu pour construire douze sous-marins pour l'Australie, « contrat de siècle » estimé à 34 Md€ (dont 8 Md€ de retombées potentielles en France), qui reste à négocier. Les CMN ont également remporté un contrat très disputé de 30 patrouilleurs pour la Marine saoudienne.

Les constructeurs sont désormais en quête de nouvelles capacités industrielles. Kership rachète le chantier STX de Lorient, les CMN s'apprêtent à lancer la construction d'un nouveau site à Cherbourg et STX à Saint-Nazaire cherche à étendre ses aires de production.

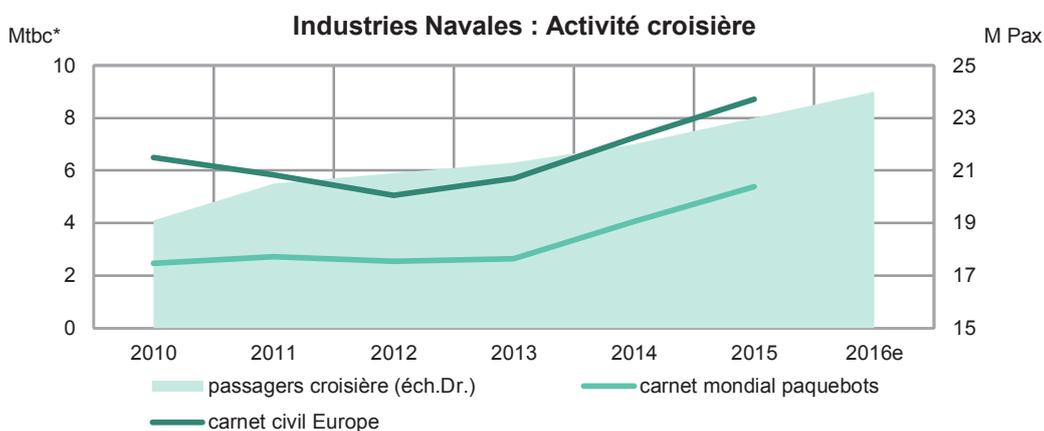
## Perspectives européennes

Dans un marché mondial en plein marasme, frappé par la chute des commandes de navires de charge, la crise de l'*offshore* pétrolier, et plombé par les surcapacités chinoises, la construction navale européenne, à contre-courant, redresse la tête.

Malgré des livraisons civiles européennes au plus bas en 2015 et les difficultés des chantiers exposés à l'*offshore*, les commandes massives de navires de passagers, grands bénéficiaires de la baisse des prix du pétrole, soutiennent la reprise en Europe.

## Perspectives à moyen terme

Le carnet de paquebots, les récents succès du naval à l'export ainsi que le décollage de l'activité EMR assurent une visibilité sans précédent pour la construction navale française.



Sources : IHS Fairplay, SEA Europe, CLIA, Crédit Agricole SA \*tbc: tonnes brutes compensées

## Faits marquants des 6 derniers mois

T2-2016	STX France	Livraison du paquebot géant "Harmony of The Seas" Nouveaux contrats en vue avec MSC (quatre paquebots) et RCCL (deux plus une confirmation de commande), portant le carnet prévisionnel à quatorze navires et 12 Md€. Mise en redressement du coréen STX relançant le processus de mise en vente de STX France.
T2-2016	DCNS	DCNS remporte le mégacontrat de construction de douze sous-marins océaniques australiens.
T2-2016	STX Lorient	Le chantier convoité par les CMN et Kership est finalement cédé à ce dernier. Les concurrents s'étaient préalablement mis d'accord pour permettre au perdant l'accès à l'outil industriel.
T2-2016	Genting	Nouvel entrant dans la construction de paquebots : après avoir repris Lloyd Werft en 2014, le groupe de Hong Kong présent dans la croisière rachète également les chantiers allemands de Nordic Yards pour y faire construire ses futurs navires.

## MATRICE SWOT

Capacité d'innovation

Leadership sur certaines niches

Besoins d'investissements élevés (Capex, R&D...)

Absence de taille critique pour la majorité des acteurs

Marchés de niches sous-jacents porteurs

Soutien gouvernemental (Crédit Impôt Recherche...)

Disparition du savoir-faire « hardware » au profit du secteur « software »

Montée en gamme des concurrents émergents

## Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur des produits informatiques et électroniques emploient près de 135 000 salariés. Ces activités représentent environ 4,2 % de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'industrie manufacturière et 0,4 % du PIB national.

## Positionnement dans l'Union européenne

La délocalisation massive des activités de production d'électronique grand public n'a laissé que peu de place à la production européenne dans ce domaine. On retrouve donc essentiellement les industriels européens dans l'électronique professionnelle, notamment dans le spatial, l'aéronautique, les transports, le médical, la mesure, et plus largement dans les applications industrielles.

## Tendances historiques

La dernière décennie a été marquée par une désindustrialisation particulièrement forte en France dans ce secteur. Des segments majeurs comme l'informatique, l'électronique grand public et les télécoms ont vu la disparition de l'ensemble de leurs unités de production.

Alors que nombre d'équipements comme les terminaux mobiles étaient encore produits en France (Sagem, Philips, Mitsubishi...) au début des années 2000, désormais aucun acteur français ne dépasse le stade de la PME positionnée sur une niche de marché.

Il reste cependant quelques leaders sur des domaines bien délimités comme la carte à puce (Gemalto, Oberthur...) ou les terminaux de paiement (Ingenico), tandis que l'électronique professionnelle résiste grâce aux besoins industriels, notamment dans l'aérospatiale, la défense et la sécurité ou l'automobile.

## Bilan de l'année 2015 : +4,0 % en volume

L'année 2015 aura finalement conforté et même dépassé les attentes, grâce notamment à un très bon deuxième semestre et une activité très soutenue au dernier trimestre.

La moyenne du secteur aura été portée par un retournement remarquable dans la fabrication d'équipements de communications (cf. résultats d'Alcatel) tirée par l'accélération des extensions de

réseaux mobiles 4G, ainsi que par la dynamique des technologies de nouvelle génération (IP, cloud, ultra haut débit...). Le secteur a également bénéficié d'un change EUR/USD nettement plus favorable que par le passé.

Bien que la production soit importée pour l'essentiel, la demande domestique aura connu un renouveau, dynamisée par une offre de produits innovants. Les consommateurs ont investi aussi bien en électroménager qu'en produits bruns, par anticipation du passage à la TNT HD (télévision numérique terrestre haute définition) au standard MPEG 4 et l'arrêt de la télédiffusion en norme MPEG 2 dans la nuit du 4 avril 2016.

	Industries électroniques	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	<b>production du secteur</b>	<b>-8,0</b>	<b>2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>-4,0</b>	<b>-4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>2,0</b>	
<i>var. volume %</i>	fabrication d'ordinateurs	-5,2	-9,1	-4,6	-23,0	-30,0	0,0	-6,3	
<i>var. volume %</i>	fabrication d'équip. de communication	-37,3	-8,1	-8,8	-19,8	3,3	31,6	-25,8	
<i>var. volume %</i>	fabrication d'équip. élect. de précision	3,9	1,6	2,5	6,9	-0,9	0,3	2,5	
<i>Milliards voy.km</i>	voyageurs TGV	52,8	54,0	54,0	53,8	53,7	54,0		
<i>mios pass.</i>	trafic aérien (aéroports français)	126,4	134,1	138	140,9	143,7	147,9	157,8	
<i>millions</i>	abonnements internet fixe	21,8	23,1	24,2	25,1	26,1	26,7		
<i>millions</i>	abonnements en services mobiles	65	68,6	73,1	76,8	79,9	82,2		

Sources : Insee, ARCEP, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +2,0 % en volume

Malgré les grands rendez-vous sportifs attendus (Euro 2016, Jeux Olympiques de Rio), l'électronique grand public pourrait subir le contrecoup de l'anticipation du passage à la TNT HD qui aura cannibalisé une partie du potentiel de vente.

En ce qui concerne les autres segments de l'électronique civile, l'année 2016 devrait continuer à bénéficier des mêmes drivers positifs que l'année précédente, notamment dans l'électronique automobile.

La performance 2015 de la fabrication d'équipements de communication aura cependant du mal à être reconduite au même niveau, avec la fin du basculement des réseaux mobiles vers la 4G, et les incertitudes sur les politiques d'investissement des opérateurs télécoms, notamment liées aux velléités de consolidation des acteurs en place.

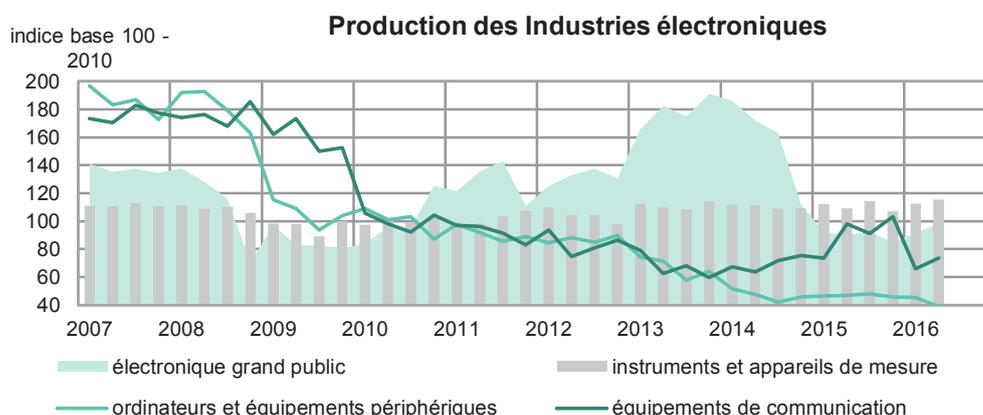
## Perspectives européennes

En 2016, le segment de l'électronique civile en Europe devrait bénéficier – avec des effets sans doute atténués – des mêmes conditions favorables qu'en 2015. Autour de cette tendance de fond, des écarts éventuels se formeront en fonction des évolutions macroéconomiques.

L'entrée du segment des équipements télécoms dans une phase de maturation risque cependant de dégrader les perspectives du secteur, comme illustré par les résultats d'Ericsson, en repli au premier trimestre 2016.

## Perspectives à moyen terme

La visibilité reste limitée sur le moyen terme, mis à part l'anticipation de difficultés potentielles à venir dans le secteur des équipements télécoms. L'orientation globale dépendra donc de l'évolution de la situation macroéconomique hexagonale et européenne.



Sources : Insee, Crédit Agricole S.A.

## Faits marquants des 12 derniers mois

T4 2015	DELL	DELL annonce la plus grosse acquisition de l'histoire du secteur des technologies, avec le rachat de son compatriote EMC, spécialisé dans le stockage et les solutions de virtualisation pour un montant de 67 Md\$.
T1 2016	HAIER	Le conglomérat américain GE a finalement cédé sa division électroménager au géant chinois Haier pour 5,4 milliards de dollars, plutôt qu'au suédois Electrolux, d'abord pressenti.
T2 2016	FOXCONN	Après des mois de négociations difficiles, FOXCONN le géant taïwanais de la sous-traitance va finalement prendre le contrôle du groupe japonais SHARP (66% du capital) pour 389 milliards de yens (soit 3,5 Md\$).

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur des industries chimiques emploient près de 146 000 salariés, soit plus de 4,5 % du total des effectifs salariés de l'industrie. Les industries chimiques contribuent pour environ 0,7 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

La chimie française appréciée en termes de volumes des ventes se classe au 2<sup>e</sup> rang derrière l'industrie allemande à l'échelle de l'Union européenne avec un poids inférieur de moitié, et au 6<sup>e</sup> rang mondial. Le solde de la balance commerciale est excédentaire avec un taux de couverture de 1,16. L'Union européenne constitue le principal partenaire de la chimie en France, dont elle représente plus de 63 % des exportations et 70 % des importations.

### Tendances historiques

Il faut relever que depuis l'année 2000, l'industrie chimique française a perdu environ huit points de taux de marge, résultant principalement du coût de l'énergie, de la fiscalité et de l'augmentation des contraintes réglementaires nécessitant des investissements.

La filière travaille en amont pour restaurer sa compétitivité, en mettant l'accent notamment sur le développement et la mise au point de nouvelles activités, produits et applications à plus forte valeur ajoutée.

La production et la vente tant à l'importation qu'à l'exportation de produits chimiques ont été fortement impactés par la crise économique et financière de 2008.

Le retour à une croissance durable annuelle se fait progressivement depuis 2008 dans un contexte de marasme économique européen principal marché exportateur pour la France.

### Bilan de l'année 2015 : -1,8 % en volume

L'activité s'est maintenue tout au long de l'année 2015, avec une reconstitution des stocks qui a permis de contrebalancer la faible demande. Au global, la production a régressé par rapport à 2014 (1,8 %).

La chimie minérale a régressé en volume (-2,7 %), avec des disparités selon les secteurs. Les intermédiaires minéraux ont progressé de 0,4 %, tandis que les engrais ont reculé (-2,7 %), ainsi que les gaz industriels (-6,3 %). Les colorants (-7,7 %) ont fortement baissé en

Activité de R&D soutenue

Unités de production fiables et aux normes internationales

Activité capitalistique

Poids de la réglementation

Forte dépendance aux cours des matières premières pétrolières

Demande croissante en produits à valeur ajoutée

Opportunités de développements de nouveaux produits et applications

Économies française et européenne atones

Forte concurrence des zones à bas coûts de matières premières pétrolières (États-Unis, Moyen-Orient...)

raison de la faiblesse et de l'amointrissement des marchés avals (bâtiment, textile, imprimerie-édition).

La chimie organique a également régressé en volume (-1,6 %). Les grands intermédiaires ont régressé (-6,3 %) après la forte hausse de 2014, et suite à des arrêts techniques programmés ou accidentels. Les matières plastiques ont augmenté de 4,4 %, et le caoutchouc de 12,1 %, en relation avec les secteurs du bâtiment et de l'automobile.

Les prix ont évolué comme ceux des matières premières, avec une tendance à une stabilisation à la baisse. Cependant, des situations de pénuries sont apparues à la suite d'arrêts de production, entraînant ponctuellement des hausses importantes.

Les deux tiers des investissements portent sur la maintenance et la mise aux normes de sécurité et environnementales des installations. Les investissements ont augmenté de 5 % en valeur en 2015.

	Industries chimiques	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	<b>production du secteur</b>	<b>3,3</b>	<b>0,4</b>	<b>-4,5</b>	<b>-1,5</b>	<b>4,5</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,8</b>	
<i>var. volume %</i>	prod. chimie minérale	8,2	7,1	-9,6	1,3	1,5	-2,7	1,0	
<i>var. volume %</i>	prod. chimie organique	2,2	-1,2	-3,0	-2,3	5,3	-1,6	0,8	
<i>var. volume %</i>	prod. matières plastiques	0,5	-1,7	-2,0	1,7	1,6	4,4	1,5	
<i>USD/t</i>	prix de l'ammoniac	409	570	601	538	545	437	320	
<i>USD/t</i>	prix du polyéthylène	1 407	1 521	1 552	1 598	1 617	1 441	1 362	
<i>USD/brl</i>	prix du Brent	79,6	111,4	111,7	108,7	98,9	52,4	44,9	

Sources : Datastream, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +0,8 % en volume

Avec une demande qui repartira modestement à la hausse, la croissance de l'activité retrouvera une tendance de fond positive sur tous les secteurs, et progressera de 0,8 % en volume.

Les intermédiaires minéraux seront en légère croissance (+1 %). Les engrais également (1 %), dans un contexte économique moins favorable à leur emploi. Les gaz industriels augmenteront de 1 %. Les colorants et pigments seront stables (+0,5 %). Au total, la production de chimie minérale augmentera de 1 %.

La chimie organique augmentera faiblement (+0,8 %), avec les grands intermédiaires en hausse de 0,5 % ainsi que les matières plastiques en hausse de 1,5 %, tandis que le caoutchouc restera stable.

Les prix continuent à suivre une tendance à la baisse (sauf en cas de tension sur les capacités de production), dans la continuité de la décroissance de 2015 et dans le sillage de ceux des matières premières.

Les perspectives d'investissement sont en augmentation de 3 % à 4 % en valeur, avec toujours une part importante pour la mise aux normes et la maintenance.

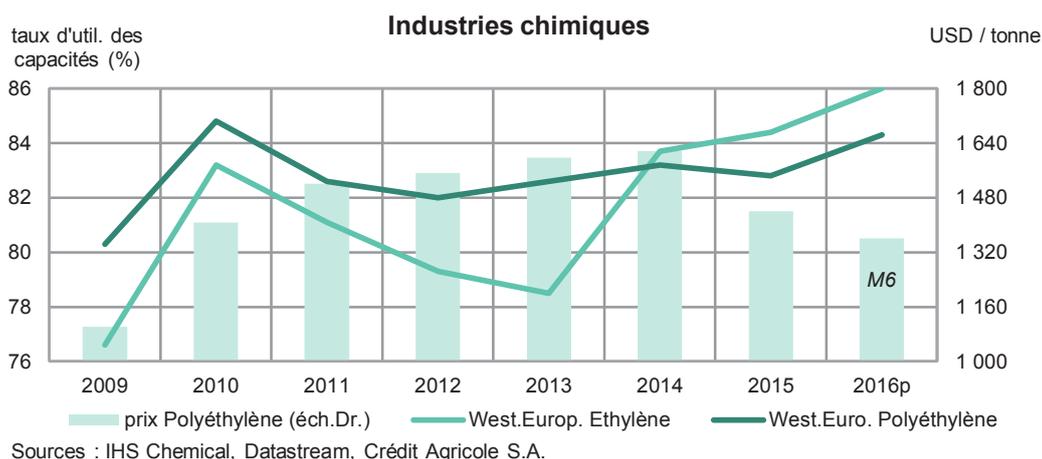
## Perspectives européennes

La production de l'industrie chimique européenne a augmenté de 0,5 % en 2015, soit légèrement mieux qu'anticipé auparavant.

La production devrait poursuivre sur le même rythme avec une hausse de 1 % en valeur en 2016 en lien avec une croissance modérée en Europe. Le secteur devra faire face à une pétrochimie américaine devenue très compétitive avec le développement des gaz de schiste qui lui permet de bénéficier d'un coût réduit des matières premières. La baisse des prix du pétrole lui offre toutefois un répit.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la production chimique européenne, aidée par une conjoncture économique mieux orientée, devrait entrer en phase d'adaptation face aux conséquences de la progression des gaz de schiste notamment.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2016	ENI	Le pétrolier italien ENI a annoncé vouloir céder sa branche chimie.
T1-2016	Solvay	Le chimiste belge va vendre plus tôt que prévu ses parts dans la coentreprise créée avec Ineos (Solvin, producteur de PVC).
T2-2016	Evonik	Le chimiste allemand a annoncé la plus grosse acquisition de son histoire, avec le rachat d'une division de l'américain Air Products pour 3,9 Md\$.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur des engrais emploient environ 4 600 salariés, soit environ 0,1 % du total des effectifs salariés de l'industrie. L'industrie des engrais contribue pour environ 0,02 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

L'industrie de la production des engrais est européenne avec une majorité d'entreprises transnationales. Ainsi, environ 50% des engrais simples azotés utilisés en France sont importés.

La France et l'Europe sont dépendantes des importations d'engrais ou de matières premières nécessaires à leur fabrication.

### Tendances historiques

L'évolution de la consommation mondiale d'engrais n'est pas stable dans le temps. Après une forte hausse dans les années 1960, et un effondrement dans les années 1990, une reprise est constatée depuis le début des années 2000.

Toutefois, les évolutions sont différentes entre les pays en développement dont la consommation progresse et les pays développés, où elle a tendance à diminuer.

La Chine est devenue le premier consommateur mondial, avec près de 30 % des utilisations totales, suivie de l'Inde (16 %).

La production est très concentrée : selon les nutriments, 75 % à 90 % de la production en moyenne provient des dix premiers pays producteurs.

Les productions sont principalement proches des lieux d'extraction pour les engrais potassiques et phosphatés, et dans des zones où le gaz (matière première) est peu cher pour les engrais azotés.

### Bilan de l'année 2015 : -2,7 % en volume

L'activité a régressé sur l'ensemble de l'année (-2,7 %) suite à une demande atone et des marchés agricoles plutôt mal orientés (prix en baisse et surcapacités européennes de production)

La récolte 2014/2015 a été très bonne en moyenne (sauf pour les betteraves), mais les conditions climatiques n'ont pas favorisé la demande en engrais. De plus, la croissance mondiale de la demande

Nutriments indispensables à l'agriculture

Activité de R&D marquée

Activité capitalistique

Activité dépendante de la conjoncture économique

Activité dépendante des conditions climatiques

Besoins croissants (élévation du niveau de vie et croissance de la population mondiale)

Développement de nouvelles formulations bio-sourcées

Développement de l'agriculture raisonnée (moindres besoins d'engrais)

Accroissement des contraintes environnementales et réglementaires

ralentit fortement (estimée à +0,5 %). Les pays grands consommateurs commencent en effet à appliquer une politique de fertilisation raisonnée, limitant ainsi leur consommation d'engrais.

Les prix des engrais azotés ont baissé de l'ordre de 3 % sur l'ensemble de l'année, dans un contexte de baisse du prix du pétrole et du gaz, et de surcapacités de production en Asie (Chine).

	Engrais	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	<b>production du secteur</b>	<b>5,0</b>	<b>5,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,0</b>	<b>-2,7</b>	<b>1,0</b>	
<i>kTonnes</i>	livraisons élém. fertilisants -N-	2 262	2 142	2 088	2 168	2 160	2 254		
<i>kTonnes</i>	livraisons élém. fertilisants -P-	513	425	465	483	446	438		
<i>kTonnes</i>	livraisons élém. fertilisants -K-	607	563	486	450	484	467		
<i>USD/t</i>	prix de l'ammoniac	409	570	601	538	545	437	320	
<i>1 000 ha</i>	surfaces cultivées en céréales	9 231	9 199	9 376	9 474	9 561	9 544	9 618	

Sources : Agreste, Datastream, Crédit Agricole SA

N : éléments azotés / P : éléments phosphatés / K : éléments potassiques

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,0 % en volume

Les surfaces agricoles seront à peu près équivalentes au global, mais les volumes de céréales, consommatrices d'engrais azotés, devraient augmenter relativement.

Au global, le secteur progressera de 1 % en volume.

Des arrêts pour maintenance et des programmes de fiabilisation des unités anciennes aboutiront à des volumes de production globalement stables par rapport à l'année 2015.

L'ensemble des acteurs de la filière fait des efforts de R&D en faveur des biostimulants naturels à base d'extraits d'algues, de micro-organismes et de produits soufrés. En France, cette filière représentera en 2016 environ 5 % des volumes de la production.

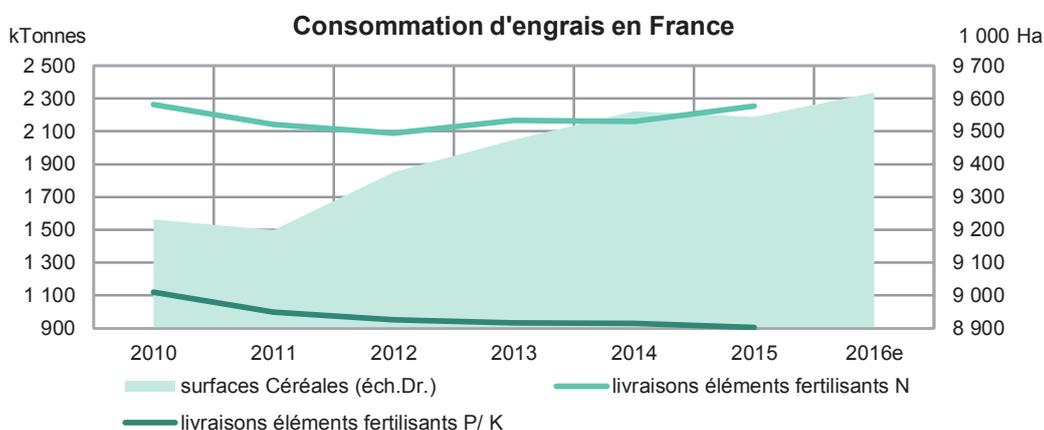
## Perspectives européennes

La production de l'industrie des engrais en Europe devrait rester stable sur l'année.

Des arrêts pour maintenance et mise en conformité des unités anciennes sont programmés, contrebalancés par quelques projets d'ajouts de capacité de production (notamment sur les produits soufrés).

## Perspectives à moyen terme

Le développement d'une fertilisation raisonnée va se poursuivre, notamment dans les grands pays consommateurs (Inde/Chine), entraînant une moindre croissance du secteur à l'échelle mondiale, tant en consommation qu'en production.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2015	2F Ouest	Après l'annonce de leur association au sein d'une holding fin 2015 et du rachat de l'agrofournisseur Pierre Leseur SA, Fertiberia et Fertinagro – spécialistes espagnols de la fertilisation – dévoilent le nom de la nouvelle structure : 2F Ouest.
T4-2015	Timac Agro	Une étude réalisée en partenariat avec l'Inra de Caen révèle que la technologie N-Process de Timac Agro permet une augmentation de 58 % de l'azote absorbé par le colza en comparaison d'un engrais classique.
T4-2015	Arvalis	Afin de répondre aux enjeux de teneur en protéines du blé tendre, Arvalis – Institut du végétal – a entamé la rénovation de la méthode de détermination du besoin unitaire d'azote des variétés. Le nouveau système proposera des références par variété afin d'assurer aux filières de production des objectifs couplés de rendement et de teneur en protéines.

## MATRICE SWOT

Recherche fondamentale de renommée mondiale

Qualité des actifs industriels  
Écosystème Biotech

Opportunités de consolidation

Développement des biomédicaments

Forte croissance des pays émergents

Internationalisation limitée des acteurs

Taille limitée des acteurs  
Faible capacité de bioproduction

Menace des génériques

Déficit du régime d'assurance maladie

Croissance atone des pays développés

## Positionnement en France

La France bénéficie d'une base industrielle pharmaceutique de première importance, fruit de l'histoire. Le secteur emploie près de 100 000 personnes dont 50 % sont liés directement à la production.

## Positionnement dans l'Union européenne

Cinquième producteur de médicaments en Europe, la France fait partie des grandes nations pharmaceutiques mondiales. Les exportations du secteur ont représenté 6,6 % des exportations totales de la France en 2014. L'excédent commercial a atteint 6 Md€ en 2014. L'Union européenne représente 62 % des exportations avec la Belgique et l'Allemagne comme partenaires privilégiés.

## Tendances historiques

La transformation générale du modèle pharmaceutique de type « blockbuster » vers la médecine personnalisée, liée en grande partie aux ruptures biotechnologiques a radicalement modifié le comportement des acteurs. La diversification géographique, la diversification des gammes de produits et la recherche d'une taille critique par segment sont désormais de mise. Ces mouvements sont renforcés depuis 2009 par l'arrivée massive des génériques. Ce phénomène pèse fortement sur la rentabilité des acteurs dans un contexte macroéconomique morose. La croissance en valeur s'est donc affaiblie depuis 2008 et a du mal à renouer avec la croissance historique. Si les pays émergents portent la croissance mondiale, les pays européens sont en deçà notamment du fait des déficits publics récurrents et de la pression prix qui est liée à la recherche d'économies budgétaires.

## Bilan de l'année 2015 : +2,5 % en volume

Même si moins élevée que prévue, 2015 a affiché une bonne croissance des volumes, portée par un regain des exportations avec un contexte domestique qui demeure contraignant par les prix. Les ventes officielles ont vu leurs volumes progresser de +1,6 % en 2015. Si la part remboursable n'a progressé que de +0,9 % par rapport à 2014, les ventes d'automédication ont connu un élan très favorable notamment sur le second semestre aboutissant à une croissance en volume de +8,8 % sur l'année. Cette performance est liée à de

nombreux transferts du segment remboursable vers l'OTC et ne devrait donc pas se reproduire l'année prochaine. La dynamique du segment hospitalier est moins importante que prévue du fait d'un ralentissement de l'effet hépatite C mais atteint toutefois +1,8% en volume. Le marché français hors exportations est stable en valeur sur l'année 2015 et a atteint 27,8 Md€. Les exportations ont connu un regain certain avec une croissance des volumes de +3%, marquant un tournant après la très forte correction de 2014 et retrouvent ainsi leur tendance historique.

Au total, la production pharmaceutique française a connu une croissance en volume de +2,5 % sur l'année 2015.

	Industries pharmaceutiques	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume % production du secteur</b>		<b>2,8</b>	<b>3,2</b>	<b>8,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,9</b>	<b>2,5</b>	<b>3,0</b>	
Md€	solde comm. (+ export. - import.)	7,00	5,34	7,15	8,77	6,03	7,60		
Md€	chiffre d'aff. France (prod. France)	27,9	28,0	27,7	27,1	26,9	27,2		
%	p.d.m Médicaments génériques	13,4%	13,7%	16,5%	18,7%	18,2%			
Md€	remboursements de médicaments	33,7	34,0	33,6	33,0	33,9	33,7		
millions	patients en ALD	10,9	11,3	11,8	12,0	12,7	13,2		

Sources : LEEM, DREES, EcoSanté, Crédit Agricole SA

## Glossaire

**AMM** : autorisation de mise sur le marché.

**ATU** : autorisation temporaire d'utilisation (procédure exceptionnelle).

**Biomédicaments** : classes de médicaments dont le principe actif provient d'une source biologique (e.g. antibiotiques, sérums, vaccins, hormones). Se distinguent des classes (majoritaires) dont le principe actif est issu de la synthèse chimique.

**Bioproduction** : production de molécules thérapeutiques par des organismes vivants.

**Blockbuster** : désigne un médicament générant plus de 1 Md\$ de ventes par an (e.g. Crestor™).

**Générique** : copie d'un médicament de marque au brevet expiré (ou sans brevet).

**OTC** : médicament en vente libre ou « médicament de comptoir ».

**PD1** : protéine intervenant dans les mécanismes de défense immunitaire.

**PLFSS** : projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

## Perspectives pour l'année 2016 : +3,0 % en volume

Sur le segment remboursable, le marché officinal devrait se comporter comme en 2015 avec une légère progression des volumes à +1%. Par contre, le segment d'automédication ne renouvellera pas sa prouesse de 2015 marquée par de nombreux transferts et sa croissance se limitera à +1,8%. Le secteur hospitalier affichera une poussée liée aux lancements de nouvelles immunothérapies à spectre large en oncologie. Ce contexte devrait permettre d'atteindre +4% de croissance sur ce segment. La progression des volumes du marché domestique atteindrait alors +2,5% sur l'année. Cette augmentation sera complétée par des volumes à l'exportation qui continueront d'afficher une progression dans la ligne de celle constatée en 2015 (+3%).

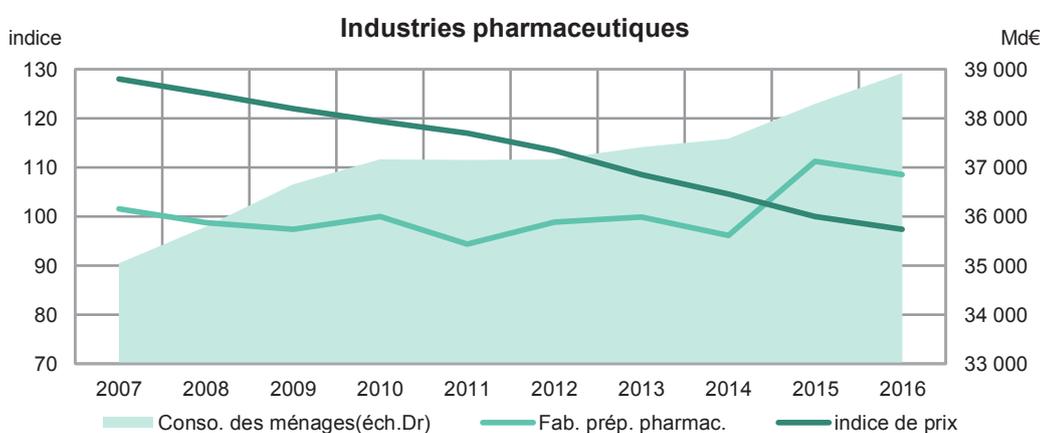
Au total, la production pharmaceutique française affichera une croissance en volume de l'ordre de +3%.

## Perspectives européennes

Les fondamentaux sociologiques et épidémiologiques soutiendront de nouveau la croissance en volume de la production pharmaceutique européenne en 2016. Couplé à un contexte économique plus favorable pour de nombreux pays européens, ceci permettra une croissance en valeur de l'ordre de +1% du marché sur l'année, malgré la pression sur les prix qui demeure bien présente.

## Perspectives à moyen terme

Si la pression prix a été l'élément central des économies budgétaires des pays européens, le contrôle des volumes via l'encadrement des prescriptions pourrait devenir le paradigme des années futures. Seule l'innovation, notamment sur le segment des anticancéreux et des anti-infectieux, devrait porter une croissance en valeur comprise entre 1 et 2% en rythme annuel.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2015	Pfizer	Rachat d'Hospira, spécialiste américain des injectables, par Pfizer pour 15 Md€. Pfizer met ainsi la main sur le leader mondial des biosimilaires, créant une franchise unique afin de capter la forte croissance de ce segment du générique.
T4-2015	Sanofi	Sanofi et l'allemand Boehringer entament une procédure de swap de leurs activités santé animale et santé grand public. Merial, l'activité santé animale de Sanofi, permettra à Boehringer de devenir numéro deux mondial alors que Sanofi deviendra leader mondial dans la santé grand public.
T1-2016	Shire	Shire acquiert Baxalta pour 28 Md€ et devient ainsi le leader mondial des maladies rares. Baxalta, créée en 2015, est la spin off des activités biopharmaceutiques du géant américain Baxter.
T2-2016	Sanofi	Sanofi se lance à l'assaut de la biotech Medivation en proposant 8 Md€. Sanofi désire ainsi combler son retard dans les thérapies anticancéreuses ciblées. Medivation possède un produit récemment lancé sur l'indication du cancer de la prostate et un pipeline de développement de bon niveau.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les industries graphiques regroupent plus de 3 400 entreprises employant près de 44 500 salariés et contribuant pour environ 0,1 % à la formation du PIB national. L'offre est très atomisée avec une majorité de TPE opérant sur des marchés locaux : 96 % des entreprises emploient moins de 50 salariés.

### Positionnement dans l'Union européenne

Avec plus de 2 millions de tonnes imprimées, la France est le 3<sup>e</sup> imprimeur européen derrière l'Allemagne et l'Italie. La balance commerciale est déficitaire depuis de nombreuses années avec un solde qui se réduit toutefois. Après avoir progressé jusqu'en 2011, les importations qui proviennent majoritairement des pays de l'Union européenne, sont en repli.

### Tendances historiques

Les tonnages imprimés en France sont en recul depuis 2000 à un rythme annuel moyen de -3 %. Cette tendance résulte de plusieurs facteurs dont des changements sociétaux profonds. Le développement de l'Internet et des supports électroniques (tablettes, Smartphones...) a entraîné une réorientation des budgets publicitaires - déjà en baisse - vers la communication numérique ainsi que le repli des catalogues imprimés, et la réduction du lectorat et des tirages de la presse.

La filière française en profonde mutation tente de se réinventer. Elle recherche des relais de croissance et de nouveaux usages du papier, en remontant dans la chaîne de valeur et en améliorant la compétitivité face aux voisins européens.

### Bilan de l'année 2015 : -3,0 % en volume

En 2015, malgré un environnement économique un peu mieux orienté, le marché publicitaire, principal moteur du secteur, a poursuivi son recul (-1 %) dans la tendance de 2014. La télévision et l'Internet ont progressé mais la presse a continué de reculer enregistrant l'un des plus forts replis (-6 %). Parmi les segments les plus en retrait : la presse magazine (-6 %) dont la pagination a baissé, la presse gratuite d'information (-18 %). Le retournement observé globalement dans les biens de consommation (alimentation, boissons...) et d'équipements des ménages n'a pu compenser le repli des services bien que la distribution se soit maintenue.

Intégration du média papier dans la communication multicanale

Capacité d'innovation pour des imprimés à plus forte valeur ajoutée

Développement du packaging comme véhicule des marques et essor du e-commerce

Essor de l'impression numérique (demande croissante de séries plus courtes et personnalisées)

Sensibilité des utilisateurs aux qualités intrinsèques et environnementales du papier

Très grande atomisation du secteur (majorité de TPE locales)

Rapport de force déséquilibré face aux grands donneurs d'ordre

Vieillesse du parc industriel faute d'investissement

Baisse du marché publicitaire et atonie de l'économie

Poursuite du développement de nouveaux supports numériques

Baisse de compétitivité des imprimeurs français face à une concurrence croissante

Parallèlement, et à l'exception d'un rebond en mars, l'année a été difficile pour les imprimeurs, la production graphique ayant reculé de -3 % avec une dégradation sensible sur les mois de septembre et octobre (autour de -6 %), moindre sur les deux derniers mois (-1 %).

La baisse a affecté tous les supports imprimés. Les plus forts reculs ont été enregistrés sur le segment des périodiques, dont les hebdomadaires (-4 %), et sur celui des catalogues (-2 %). Le livre, les imprimés publicitaires adressés, de gestion et administratifs ont mieux résisté avec une baisse autour de -1 %.

	Industries graphiques	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>production du secteur</b>	<b>-3,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,4</b>	<b>-5,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,0</b>	<b>-2,0</b>	
<i>var.valeur %</i>	dépenses de com. des annonceurs Presse	-1,0	-3,0	-7,4	-7,9	-8,1	-6,3		
<i>var.valeur %</i>	dépenses de com. des annonceurs Marketing Direct	0,4	1,1	-1,3	-4,7	-5,0	-3,6		
<i>var.valeur %</i>	dépenses de com. des annonceurs Internet	8,6	10,6	5,3	3,4	4,5	5,3		
<i>unité</i>	nombre de titres de presse écrite	877	860	841	828	817	737		
<i>var.volume %</i>	presse écrite : diffusion payante	-2,2	-2,3	-3,8	-4,9	-4,0	-3,8		
<i>var.valeur %</i>	PIB	1,9	2,1	0,2	0,6	0,7	1,2	1,5	

Sources : Insee, Unic/IDEP, IREP, OJD, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : -2,0 % en volume

Au 1<sup>er</sup> trimestre, le marché publicitaire s'est stabilisé, confirmant la tendance à l'amélioration constatée en 2015. Tous les supports du marché ont progressé, à l'exception des courriers publicitaires (-4%) et de la presse, qui continue d'enregistrer le plus fort recul (-7%) avec la presse gratuite (-17%) et une baisse moins sévère sur les magazines (-5%). La presse a subi les baisses budgétaires de l'automobile et de la distribution.

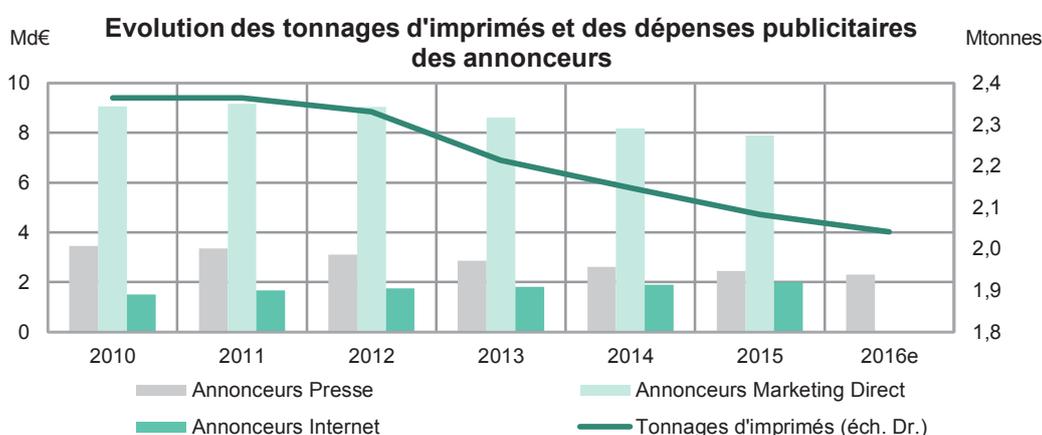
Parallèlement, le début d'année a été difficile pour les imprimeurs, la production graphique a reculé de -3,7%. A l'exception des livres qui se sont stabilisés, tous leurs autres marchés ont reculé : les catalogues et les imprimés publicitaires non adressés (environ -6%) ; les périodiques, dont les hebdomadaires, et les imprimés administratifs (-4%) ont enregistré les plus fortes contractions. Les imprimés de

gestion personnalisés et les imprimés publicitaires adressés ont un peu mieux résisté (-1%, -2% respectivement).

La tendance annuelle restera globalement négative pour le secteur, la modeste amélioration de l'environnement économique et la stabilisation du marché publicitaire n'étant pas suffisantes pour entraîner un retournement de tendance.

## Perspectives à moyen terme

A moyen terme, la production graphique pourrait se stabiliser dans le sillage d'une conjoncture économique mieux orientée permettant un retournement du marché publicitaire et la stabilisation des investissements sur le média presse, complémentaire des autres médias.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2015	Imprimerie Amaury à Saint-Ouen	Fermeture de l'imprimerie historique du groupe Amaury, éditeur de <i>L'Equipe</i> et du <i>Parisien</i> , à Saint Ouen, un mois après celle du « <i>Monde</i> » à Ivry-sur-Seine, conséquence de la baisse des tirages des quotidiens.
T1-2016	Sego	Fin janvier, validation par le tribunal de commerce de Pontoise du plan de reprise de l'imprimerie Sego (Taverny, 95) par deux entreprises du nord de la France : la SIB et l'imprimerie Mordacq.
T2-2016	Drupa	Le premier salon au monde consacré à l'impression graphique et industrielle, aux multimédias et aux équipements multi-canaux s'est tenu début juin à Dusseldorf (Allemagne). Il a notamment présenté les dernières innovations dans les domaines de l'impression numérique et de l'offset, de la finition...

# SERVICES

- SERVICES INFORMATIQUES
- SERVICES TÉLÉCOMS
- GRAND COMMERCE
- ÉDITION
- TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES



## AVERTISSEMENT

Pour bien interpréter nos prévisions, le lecteur se rappellera qu'elles concernent essentiellement l'activité en volume réalisée par des entreprises de services établies sur le territoire national.

Le cas des transports routiers en 2012 illustre bien cette approche « volume » : les trafics pour compte d'autrui avaient baissé de -6,4 % et les ventes des transporteurs augmenté de +2,5 %.

## LÉGENDE

M€, M\$.....Millions d'euros, de dollars

Md€, Md\$....Milliards d'euros, de dollars

t Mt.....Tonnes, millions de tonnes

Mb/J.....Baril par jour, Millions de barils par jour

b/J.....Baril par jour, Millions de barils par j

*sauf mention contraire, tous les chiffres de croissance sont donnés en volume*

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

Le secteur des services informatiques (conseil, ingénierie, infogérance) représente un marché de 35-40 M€ en France, avec plus de 300 000 salariés répartis dans plus de 60 000 entreprises. Il représente ~1,5% du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

Au niveau européen, le marché français est le 3<sup>e</sup> derrière le Royaume-Uni (>70 M€) et l'Allemagne. L'externalisation de l'IT auprès de tiers est plus développée dans les pays anglo-saxons (en particulier l'infogérance, et le secteur public sous-traité massivement).

### Tendances historiques

Secteur de croissance, les services informatiques voient leur activité corrélée aux évolutions macroéconomiques. Ils amplifient selon un facteur de 1,5 à 2 les variations du PIB en volume avec un effet retard d'environ six mois. La croissance est tirée par l'externalisation croissante auprès d'acteurs spécialisés, la digitalisation grandissante des process d'entreprise et la montée en puissance de nouvelles technologies (SMACS – social, mobilité, analytics/big data, cloud, sécurité) qui rebattent les cartes dans de nombreux secteurs.

Le marché français a baissé de 4% en 2009, puis s'est progressivement redressé, mais sa croissance est restée faible, dans un contexte économique atone. La progression s'est avérée un peu plus soutenue dans les pays anglo-saxons et dans le reste du monde. L'environnement prix, difficilement mesurable, est relativement stable depuis plusieurs années mais masque des réalités variées.

### Bilan de l'année 2015 : +2,0 % en volume

Au final, la progression s'est confirmée à +2%, dans le haut de notre prévision initiale de +1,5/+2%. La croissance a été tirée par les prestations de conseil (3%), d'intégration de systèmes (+2,5%) et d'infogérance applicative (+2,8%). Les développements spécifiques, la formation et l'infogérance d'infrastructure ont peu progressé. Les SMACS (réseaux sociaux, Mobilité, outils d'analyse, Cloud, Sécurité) – ont crû de 18% pour atteindre 4,3 Md€ (13% du marché). La pres-

Marché large, en croissance structurelle

Besoins limités en Capex et en BFR

Industrie française très développée et conquérante (Europe, voire monde)

Faible croissance économique en France

Levier opérationnel très limité

Faible pouvoir tarifaire

Existence de sous-segments très porteurs (SMACS, IoT...)

Secteur encore peu concentré

Acteurs spécialisés : cibles potentielles pour de nouveaux entrants

Montée en puissance de l'*offshore*

Certains segments deviennent des commodités

Nouveaux entrants avec de nouveaux concepts/technologies

sion sur les prix demeure forte, même si une *trend* d'amélioration progressive de dessine. Par ailleurs, l'*offshore* poursuit sa progression (8,2% du marché à 2,6 Md€ vs. 2,4 Md€ en 2014) du fait de la plus grande maturité des clients qui sont conscients des gains et risques associés.

Les secteurs qui ont porté la croissance sont ceux de la banque/finance/assurances, des énergies/*utilities*/transport, du commerce/distribution. A l'inverse, la dynamique a été pénalisée par le secteur public, certains pans de l'industrie et les télécoms/médias.

	Services informatiques	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	activité du secteur	1,3	1,7	0,0	-0,5	1,0	2,0	2,3	↗
<i>var. volume %</i>	PIB	1,9	2,1	0,2	0,6	0,7	1,2	1,5	
<i>var. valeur %</i>	chiffre d'affaires édition de logiciels	6,8	7,0	6,7	2,9	4,9	6,3	7,9	
<i>var. valeur %</i>	chiffre d'affaires conseil	4,9	6,7	2,7	2,7	2,6	4,9	4,3	
<i>var. valeur %</i>	chiffre d'affaires tierce maintenance	10,9	2,5	9,6	-6,8	-3,7	2,5	7,7	
<i>variation %</i>	effectifs salariés de la profession	2,8	3,4	2,8	1,7	1,6	2,5		
<i>variation %</i>	effectifs intérimaires de la profession	6,6	-1,3	-9,7	-12,1	-0,1	1,6	3,1	

Sources : Insee, Dares, Crédit Agricole SA

### Glossaire

**Big data** : analyse de grands volumes de données informatiques brutes, semi-structurées voire non structurées.

**Cloud computing** : accès via un réseau de télécommunications à des ressources informatiques à distance, partagées, configurables à la demande et en libre-service (contre un paiement à l'usage).

**Infogérance ou outsourcing** : maintien en état de fonctionnement pour le compte d'un client de tout ou partie d'un système d'information. On parle d'infogérance globale lorsque qu'une entreprise cède à un prestataire, pour exploitation, son système d'information, à savoir le hardware, le software et les équipes associées.

**Informatique offshore** : production informatique réalisée sur un continent autre que celui du client (e.g. en Inde pour des clients basés en Europe).

**Ingénierie** : désigne l'ensemble des fonctions qui vont de la conception et des études, de l'achat et du contrôle de systèmes informatiques jusqu'à leur installation et leur mise en service.

**IoT - internet of things** : échanges d'information / données entre des dispositifs du monde réel (objets) et le réseau Internet.

**IT - SI** : *Information Technology* / systèmes d'information.

**SMAC** : (*Social-Mobility-Analytics-Cloud*) nouveaux concepts / technologies qui participent à la transformation / révolution digitale actuelle.

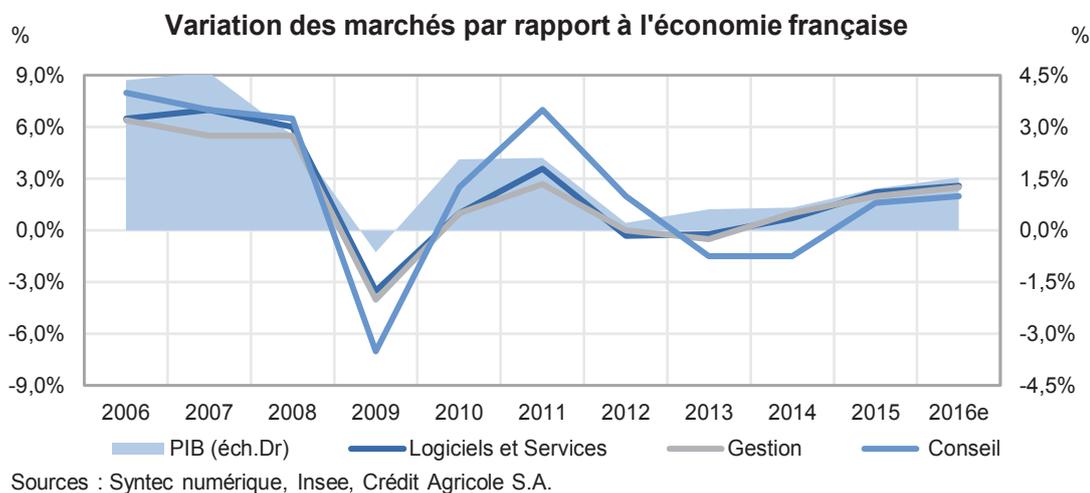
## Perspectives pour l'année 2016 : +2,3 % en volume

Compte tenu des prévisions de croissance économique (+1,5 % en 2016), nous retenons une croissance du marché des services informatiques de +2,3 % en 2016 (fourchette +2,3 %/+3 %). Le Syntec Numérique a annoncé +2,5 % en février dernier (contre +2,3 % précédemment), sur la base d'une amélioration de l'indicateur synthétique d'activité (appels d'offres, nombre et taille de projets gagnés, carnets de commandes). Comme en 2015, le conseil, l'intégration et l'infogérance applicative continueront d'être les segments les plus

dynamiques, tout comme les SMACS continueront leur progression (sous-jacents de la transformation numérique des entreprises).

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, la croissance pourrait se maintenir autour de 2 %-3 % par an, dans l'hypothèse d'une croissance économique de plus de 1 %.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T1-2016	NTT	Acquisition des activités Services IT de Dell pour 3,1 Md\$.
T2-2016	Cegid	Sortie des actionnaires historiques (JM Aulas, Groupama) et OPA sur le groupe par les fonds Silver Lake et AltaOne Capital, pour 580 M€.
T2-2016	Capgemini	Décès du fondateur de l'entreprise, Serge Kampf.
T2-2016	CSC / HPE	Fusion CSC / HPE, ce qui permet de former un groupe de services informatiques de 26 Md\$ de CA présent dans 70 pays et servant 5 000 entreprises.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, les entreprises du secteur des services télécoms emploient près de 122 000 personnes (fin 2014). Les services télécoms contribuent pour environ 1,8 % à la formation du PIB national.

### Positionnement dans l'Union européenne

Au niveau européen (UE 28), les services télécoms français appréciés en termes de revenus globaux (fixe, mobile, Internet) se situent actuellement au 3<sup>e</sup> rang, derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'appétence pour les services télécoms et numériques est particulièrement forte en France, 1<sup>er</sup> pays en Europe et au monde en terme de pénétration ADSL et de services IPTV (TV par Internet).

### Tendances historiques

Depuis 2000, le secteur des services télécoms a enregistré une croissance quasi continue des revenus jusqu'en 2010 (tcam 2000-2010 : +3,6 %).

On constate un recul global des revenus (-17 %) et de l'EBITDA (-17,1%) du secteur sur trois ans à fin 2014 sous l'effet conjugué : d'une conjoncture économique difficile qui perdure ; de l'arrivée en janvier 2012 du 4<sup>e</sup> opérateur Free Mobile qui a renforcé la concurrence dans le mobile et entraîné une guerre des prix. Deux opérateurs ont été particulièrement impactés : SFR, racheté par Numericable en avril 2014 et Bouygues Telecom.

Depuis le T3 2014, on assiste à un ralentissement de la baisse, voire une légère amélioration du CA du secteur ainsi que de la rentabilité opérationnelle. Globalement, les services télécoms ont démontré une résilience notable à la crise économique.

### Bilan de l'année 2015 : +1,9 % en volume

Le pourcentage de lignes fixes supportant un seul abonnement aux services de téléphonie fixe est en baisse constante depuis plusieurs années, passant de 97 % en 2004 à 29 % à fin 2015, au profit de lignes haut débit (xDSL) supportant des abonnements double ou triple play.

Le développement des réseaux très haut débit (connexion Internet à au moins 30 Mbit/s), avec une priorité à la fibre optique jusqu'à l'abonné (FTTH) dans le fixe, s'accélère partout en France. Le Plan

Forte appétence pour les Services télécoms

Résilience globale du secteur à la conjoncture économique

Cadre réglementaire stable et solide

Activité capitalistique

Extinction progressive, mais plus lente que prévue, du réseau cuivre et des services associés

Développement du Très Haut Débit

Demande croissante de services à valeur ajoutée

Consolidation du secteur

Concurrence accrue et guerre des prix (arrivée de Free Mobile)

OTT : nouvel écosystème, impact sur l'activité et la rentabilité des opérateurs

France Très Haut Débit veille à assurer la couverture des zones moins denses où les opérateurs privés ne veulent pas déployer les réseaux.

Ainsi, au T4 2015, on comptait 5,6 millions de foyers éligibles au FTTH (+38 % en un an). Le nombre d'abonnements haut et très haut débit fixe a connu un accroissement net sur un an de 3,4 % et ceux de type FTTH seuls de 53 %. Les abonnements mobiles ont connu une légère croissance nette de 0,6 %.

On constate une baisse moindre des revenus du secteur en 2015 (2,1 % vs. -3,9 % en 2014) en constante amélioration depuis un plus bas en 2013. Les investissements des opérateurs se sont élevés à 7,8 Md€ en 2015 (hors achat de fréquences), soit une progression de 10 % par rapport à 2014.

	Services télécoms	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>activité du secteur</b>	<b>2,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>2,3</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	
EUR/mois	ARPU moyen (Fixe, Mobile, Internet)	35,3	34,1	31,8	29,7	28,7	28,0	27,5	
millions de minutes/an	volume de communications mobiles	102 953	105 527	119 615	137 305	147 918	151 780		
Tera octets (TO)/an	volume de consom. de données mobiles	30 331	55 805	94 999	155 278	305 650	558 464		
% pop. (12 ans et+)	taux d'équip. en ordinateur person. (au moins 1)	76,0%	78,0%	81,0%	83,0%	82,0%	80,0%		
% pop. (12 ans et+)	taux d'équipement en tablette		4,0%	8,0%	17,0%	29,0%	35,0%		
% pop. (12 ans et+)	taux d'équipement en téléphone mobile	83,0%	85,0%	88,0%	89,0%	89,0%	92,0%		
% pop. (12 ans et+)	taux d'équipement en smartphone		17,0%	28,0%	39,0%	46,0%	58,0%		

Sources : CREDOC, ARCEP, Idate, Crédit Agricole SA

### Glossaire

**ADSL** : ligne numérique exploitée en débit asymétrique.

**ARPU** : chiffre d'affaires moyen par abonné et par an.

**FTTH** : réseau de fibre optique jusqu'au domicile.

**IPTV** : télédiffusion via le réseau internet.

**Mbit/s** : unité de mesure du débit de transmission des données.

**OTT** : diffusion de contenus audiovisuels via le réseau internet.

**xDSL (ou DSL)** : appellation générique des lignes numériques.

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,3 % en volume

Une croissance en volume est anticipée en 2016, certes à un rythme moindre qu'en 2015 (+1,3 % en volume).

En effet, la transition du réseau cuivre vers le réseau très haut débit fixe en fibre optique se fera progressivement, au rythme des déploiements et de la migration des abonnés du cuivre vers la fibre optique. Ce mouvement s'accélère dans les métropoles et autres zones denses.

La baisse des prix dans le mobile semble enrayée depuis 2015. Les opérateurs visent à améliorer leur rentabilité et à investir dans les infrastructures très haut débit en priorité. En 2016, les revenus globaux seront encore en légère baisse (-1,9 %) mais moindre qu'en 2015.

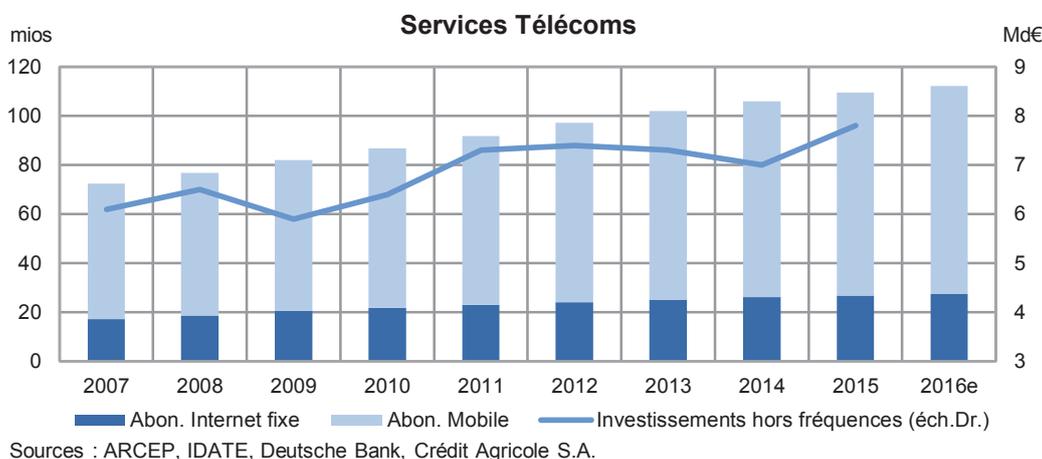
## Perspectives européennes

Au niveau européen, le secteur des services télécoms connaît une légère amélioration depuis 2014 avec un recul moindre des revenus qui devrait se situer autour de -5% en 2016.

L'Union européenne (28) a par ailleurs défini un agenda numérique ambitieux poussant le déploiement des infrastructures très haut débit fixe (priorité à la fibre optique) et mobiles (4G) d'ici 2020 dans tous les pays membres.

## Perspectives à moyen terme

Le secteur bousculé depuis 2012, se redresse lentement mais sûrement. Une meilleure conjoncture économique et les services très haut débit, synonymes d'un accroissement de l'ARPU, laissent entrevoir des perspectives encourageantes.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2015	Vivendi	Vivendi n'a cessé d'augmenter progressivement ses parts au capital de l'opérateur historique italien Telecom Italia, depuis le T2 2015. Il en est aujourd'hui l'actionnaire majoritaire avec 24,9% à fin mars 2016.
T2-2016	Orange-BYTEL	Echec de la fusion entre Orange et Bouygues Telecom. La consolidation tant attendue sur le marché français, malmené depuis l'arrivée de Free Mobile en 2012, n'aura finalement pas lieu. BYTEL a été valorisé à 10Mds EUR.
T2-2016	Orange/Groupama	Orange acquiert 65% du capital de Groupama Banque. Cette opération vise à développer une offre bancaire innovante, 100% mobile, qui devrait être lancée en France début 2017.
T2-2016	O2 UK/Three	La Commission européenne a bloqué la fusion également très attendue en Grande-Bretagne, entre O2 UK, filiale de l'opérateur historique espagnol Telefonica, et Three, filiale du conglomérat basé à Hong Kong, CK Hutchison. O2 a été valorisé à environ 13Mds EUR.

## MATRICE SWOT

### Positionnement en France

En France, le commerce contribue pour 10 % au PIB. Le secteur emploie 3 millions d'emplois salariés hors artisanat commercial (un demi-million d'entrepreneurs). La valeur ajoutée du secteur se répartie entre commerce de détail (47 %), de gros (43 %) et automobile (10 %).

### Positionnement dans l'Union européenne

Au travers des grandes enseignes européennes (Zara, H&M) ou de celles - globales - du e-commerce (Amazon), le « retail » se globalise, centré sur de grandes bases logistiques, en zone euro. Il reste cependant typé culturellement et national (marché France en valeur 2014 : 560 Md€ ttc). Il est ancré sur le grand commerce organisé : grandes surfaces alimentaires (France : 32 % du marché) et grandes surfaces spécialisées (28 %). Les chaînes françaises se projettent largement à l'international (alimentaire, bricolage), les enseignes textile-habillement toutefois en retrait (Décathlon excepté).

### Tendances historiques

Le grand commerce alimentaire (GSA) est dominé en France par le format hypermarché exploité par sept groupes nationaux. Il répond à la consommation de base, préservée des fluctuations du revenu disponible. Les évolutions sont modérées mais régulières (en volume : +0,4 % par an en moyenne entre 2003 et 2013), avec un seul repli lors de la crise de la consommation en 2009.

Le grand commerce spécialisé (GSS) regroupe de nombreux secteurs, susceptibles d'arbitrages de consommation. Sa croissance est plus soutenue (+2,9 % par an, moyenne annuelle entre 2003 et 2013), mais très irrégulière et diverse selon les segments. La conjoncture pour les GSS de l'équipement de l'habitat (meuble, bricolage) est par exemple corrélée aux marchés immobiliers, ou à des cycles de produits (IT, électrodomestique), en plus de suivre les anticipations de revenu disponible.

### Bilan de l'année 2015 : +1,1 % en volume

Les principaux formats de distribution alimentaire, hypermarchés et supermarchés, concluent ensemble sur une très faible progression en volume, concentrée sur les formats de proximité et certains hard discounters (supermarchés dont HD +1,2 % en volume). L'année reste caractérisée par une pratique intense des « promotions », compétition tarifaire entre grandes enseignes, qui aboutit à des déplacements de parts de marché. L'évolution des prix alimentaires quasi-stabilisés reste légèrement négative.

Résilience de la consommation des ménages et démographie favorable

Appui sur le marché alimentaire

Groupe AF Mulliez structurant

Sous-performance des grands formats (hypermarchés)

Domination du facteur prix, renforcée par le e-commerce

Développement des formats de proximité et des spécialistes alimentaires

Omnicanalité mêlant circuits traditionnels et Internet

Excès d'offre en surfaces commerciales et persistance de loyers commerciaux élevés

Pure players Internet globaux (Amazon...)

Le grand commerce spécialisé GSS montre une stabilisation de la plupart des segments : meuble (+0,3 % volume), bricolage (+0,1 %), corrélés aux transactions immobilières ; +1,6 % pour l'électrodomestique au sens large (NTIC comprises) ; dans la plupart des marchés, les effets prix sont très faibles. L'équipement de la personne (habillement/chaussures en GSS) est à l'équilibre en volume et en prix (à quelques exceptions : textile enfant), après une longue phase de récession.

Le grand commerce paraît globalement convalescent, la base du remède résidant dans le faible coût de l'énergie et dans le sentiment d'une stabilisation de l'environnement fiscal.

Les attentats du 13 novembre ont affecté la fréquentation touristique et, partant, la restauration commerciale, essentiellement en Île-de-France. Les grands magasins parisiens, également affectés, restent néanmoins en croissance sur l'année. La consommation pour les fêtes de fin d'année a atteint son meilleur niveau depuis quatre ans.

Grand commerce		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	activité du secteur	1,9	-0,4	0,8	1,5	0,9	1,1	1,4	↗
<i>var. volume %</i>	hypermarchés	1,1	0,0	0,7	0,8	0,0	ns	0,2	
<i>var. volume %</i>	supermarchés	4,0	2,5	0,6	1,9	1,4	1,5	1,0	
<i>var. volume %</i>	grands magasins hors magasins populaires	10,0	0,9	0,9	1,5	0,5	0,7	1,0	
<i>var. volume %</i>	aménagement de l'habitat (bricolage, matériaux, revêt.)	1,1	2,0	0,0	0,5	0,8	1,2	1,3	
<i>var. volume %</i>	équipement du Foyer (meuble, électrodomestique)	4,0	0,2	-1,0	0,3	2,1	2,3	2,3	
<i>var. volume %</i>	vente à distance dont Internet	3,1	3,5	2,1	0,6	2,8	2,8	3,1	
<i>var. volume %</i>	consommation des ménages	1,7	0,4	-0,3	0,6	0,7	1,5	1,9	

Source : Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +1,4 % en volume

La guerre des prix entre enseignes alimentaires (et entre distribution et grands groupes fournisseurs) devient un conflit de plus faible intensité, sans effet majeur sur les volumes (+0,2 % en hyper, +1 % en supermarché).

Le marché alimentaire recherche de nouvelles pistes de valorisation qui installent véritablement des marchés considérés jusqu'à présent comme des niches : le bio, la boucle locale. De nouvelles structures se développent (enseignes bio, produits frais, terroirs) ; les effets volumes globaux restent par nature faibles sur le marché alimentaire, mais des parts de marchés se déplacent.

Pour l'ensemble des commerces spécialisés, les ménages effectuent des achats de rattrapage dans un environnement économique qui leur paraît plus prévisible. La reprise des transactions immobilières constitue un facteur de soutien en GSS.

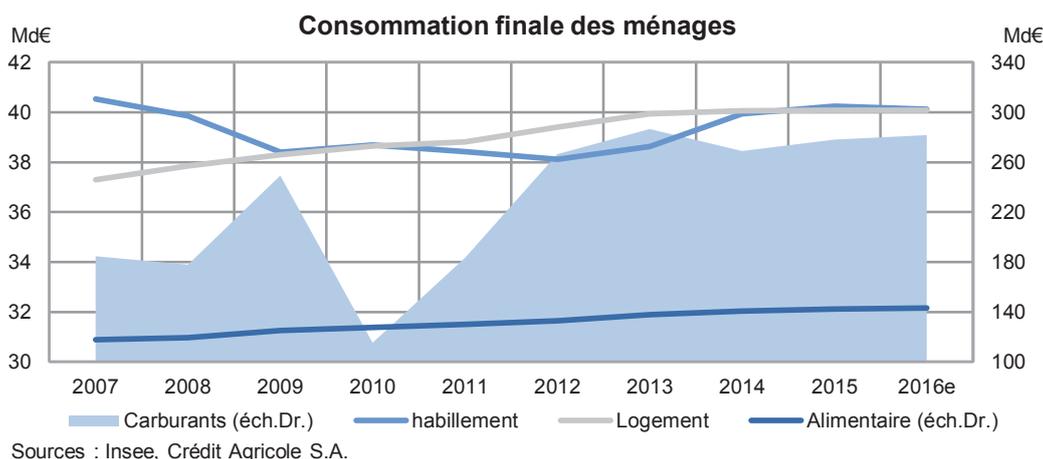
En termes de circuits de vente, les ventes en ligne continuent leur progression (en textile habillement : 14 % du marché, devenant le second circuit de distribution après les marques-enseignes). Elles contribuent à la pression sur les prix. Tant les grands acteurs (Amazon) que les circuits de déstockage, de troc ou de partage, installent des références prix difficiles à gérer pour les circuits conventionnels.

## Perspectives européennes

Partout en Europe se confrontent le développement du commerce en ligne (e- et m-commerce) et l'offre en surfaces classiques (centre commerciaux, nouveaux types de magasins de périphérie...). Le développement de surfaces physiques se poursuit à contre-tendance du développement des ventes Internet (11 % du commerce de détail en France, 20 % aux États-Unis.). Il s'ensuit une baisse de rendement des points de ventes physiques, en particulier des plus grandes surfaces (hypermarchés, grands magasins milieu de gamme très fragilisés tels le britannique BHS). Le commerce Internet n'ayant pas atteint lui-même l'équilibre économique, seule une omnicanalité réussie peut permettre à une entreprise de conserver une rentabilité forte.

## Perspectives à moyen terme

Une génération de consommateurs rompus aux tactiques de l'achat utile et aux produits « collaboratifs » (AirBnB, BlablaCar...) arrive à maturité. Cette évolution – plus lente et plus difficile – dans les ventes de biens paraît inéluctable. Les achats s'effectuent en ligne et font pression sur l'immobilier commercial : le trafic en magasins et centre commerciaux est généralement en baisse.



## Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2015	Prix du carburant	Le prix du gazole au litre passe pour la première fois depuis 2009 sous la barre symbolique de UN euro.
T1-2016	Auchan / Système U	L'accord commercial entre les deux enseignes sera examiné par l'Autorité de la concurrence comme une "fusion de fait" et non une "fusion de droit". La plus grosse opération, dans ce domaine, depuis la fusion Carrefour-Promodès (1999).
T2-2016	Carrefour / Apple	Introduction du paiement Apple Pay dans les magasins Carrefour annoncée pour le second semestre : c'est notamment une approche du marché de la donnée commerciale par le groupe alimentaire.
T2-2016	"Loi Sapin 2"	Projet de loi sur "la transparence, la corruption et la modernisation de la vie économique" adopté le 14 juin. Pour le commerce, la loi ouvre la possibilité de négociations commerciales pluriannuelles (3 ans).

## Positionnement en France

Le CA des éditeurs a atteint 2,7 Md€ en 2014 (source SNE), en baisse de 1,3%. Le secteur, dominé par Hachette et Editis, réunit 4 000 entreprises de toute taille dont moins de la moitié publient au moins un livre chaque année. Il contribue faiblement au PIB national (0,03%).

## Positionnement dans l'Union européenne

Le marché européen de l'édition était estimé à 22,3 Md€ en 2013 (Fédération des éditeurs européens). Avec une part de marché de l'ordre de 13%, la France est le 3<sup>e</sup> marché derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni. Hachette et Editis sont tous deux filiales de groupes internationaux (Lagardère et Planeta), qui occupent respectivement les 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> rangs de l'édition mondiale.

## Tendances historiques

En croissance avant 2009, les ventes ont diminué jusqu'en 2014 de -4,5% en valeur et -11% en volume. La baisse a atteint -0,5% en valeur 2014 (-1,4% en volume).

Le marché bénéficie de facteurs de soutien : de nombreuses nouveautés (plus de 68 000 en 2014, +1,5 à 2,5% par an depuis 2011); une réglementation favorable (Loi Lang, taux de TVA réduit). Son repli s'explique : par des facteurs structurels (baisse de la lecture, concurrence des autres loisirs notamment numériques) ; par des fermetures de librairies (Virgin, Chapitre : taux de retours élevé entre 25 et 29%, baisse de la fréquentation) ; par un environnement économique défavorable.

En outre, le marché dépend de l'ampleur de l'effet best-sellers en littérature et des changements de programmes dans l'Education nationale.

Freiné par un prix insuffisamment attractif et le piratage, le développement du livre numérique est moins rapide qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni. En hausse de 53% en 2014, les ventes ne représentaient que 6% du CA total de l'édition contre 20 à 30% dans les pays anglo-saxons.

## Bilan de l'année 2015 : +1,2% en volume

Confirmant le rebond observé depuis mi-2014, le marché est reparti à la hausse en 2015 (+1,2% en volume et +1,8% en valeur) mettant fin à cinq années de baisse. Les ventes de livres numériques grand public ont poursuivi leur croissance (+30% en volume) mais restent en deçà des attentes, freinées par un prix insuffisamment attractif (décote de 25 à 30% sur les grands formats et surcoût de 25% par rapport au Poche).

Offre abondante

Réglementation protectrice : loi Lang, TVA réduite, aides aux libraires

Rebond des ventes depuis mi-2014

Consolidation du marché

Réforme du collège en 2016/2017

Numérique : relai de croissance, abonnements, e-learning

Marché mature, sensible à l'effet best-sellers (imprévisible) et aux réformes scolaires (programmées)

Baisse du lectorat, concurrence des loisirs numériques

Fragilité des librairies, taux de retours élevé

Hausse du taux de TVA sur les e-books

Disparition de certains éditeurs et de points de vente

Numérique : cannibalisation, prix inférieurs, fragilisation des services et libraires, désintermédiation

Malgré une érosion de la production (-1,5%) qui reste toutefois très élevée (plus de 67 000 nouveautés), les ventes ont été soutenues par de nombreux best-sellers (top 50 en hausse de 23% en volume), la hausse de la fréquentation (bien que pénalisée par les attentats de novembre) et du panier moyen (+1€ à 19€), la baisse des stocks et des taux de retour (-0,5% à 27%).

Les ventes ont été tirées par sept catégories de livres, au premier rang desquelles les Romans (*Grey, Soumission, l'Instant présent, Temps glaciaires, Millenium 4, Série After...*), la Jeunesse (*EnjoyMarie, La face cachée de Margo, l'Epreuve, Nos étoiles contraires...*) et la BD (*Astérix 36, Titeuf 14, L'Archer du futur, Largo Winch 20, Le Chat 20...*) en hausse de +3 à 4% (valeur). Derrière ces trois catégories figuraient les livres Pratiques, le Poche (*Central Park, trilogie Fifty shades, Des vies en mieux, Une autre idée du bonheur, 6 ans déjà...*), les Essais et documents (*Le charme discret de l'Intestin, Votre santé en main*) entre +1,5 à 2%, et le Scolaire (+0,5%).

A l'inverse, sept catégories ont reculé, notamment les livres de Sciences et techniques médicales, les Dictionnaires et les Beaux livres (-2 à -3%), les autres familles s'érodant de -0,5 à -1% (Sciences Humaines, Economie, Parascolaire et Droit).

Edition		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<i>var. volume %</i>	<b>ventes de livres en volume</b>	-1,5	-3,0	-4,5	-1,5	-1,0	1,2	0,5	
<i>unité</i>	titres produits	67 278	70 109	72 139	74 818	80 255	76 287		
<i>unité</i>	titres : nouveautés et nouvelles éditions	63 052	64 347	65 412	66 527	68 161	67 150		
<i>var. volume %</i>	consommation des ménages	1,7	0,4	-0,3	0,6	0,7	1,5	1,9	
<i>M€</i>	livres : consommation finale effective des ménages	4 004	3 964	3 904	3 865	3 846	0		
<i>M€</i>	loisirs : consommation finale effective des ménages	96 132	96 606	95 482	94 138	94 353	0		

Sources : Livres Hebdo, BnF, Insee, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +0,5 % en volume

Après un mois de janvier en repli de 3 %, les ventes se sont redressées en février (+1 %) et ont accéléré en mars (+2 %) et avril (+4 %), progressant ainsi de 1 % en valeur sur les quatre premiers mois.

Compte tenu du poids du dernier quadrimestre dans les ventes annuelles, il est toujours difficile d'extrapoler la croissance des quatre premiers mois sur l'année.

Les livres scolaires et parascolaires bénéficieront de la réforme des programmes du collège qui touchera toutes les matières et s'étalera sur deux ans. L'évolution des autres familles d'ouvrages dépendra de l'ampleur de l'effet best-sellers, après une année 2015 particulièrement riche.

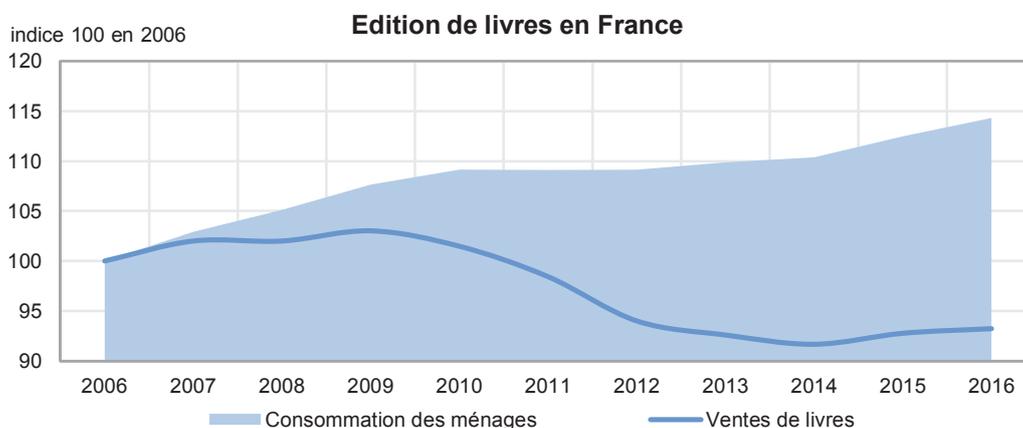
A ce stade, nous tablons sur une légère progression des ventes en 2016.

## Perspectives à moyen terme

En 2017, l'édition scolaire bénéficiera de la seconde année de réforme des Collèges et la BD de la sortie du nouvel *Astérix*.

L'effet best-sellers induira des évolutions plus ou moins favorables (-1,5 % à +1,5 %) autour d'une tendance structurelle à l'érosion.

Le développement du livre numérique se poursuivra. Mais la pénétration restera inférieure aux pays anglo-saxons si les prix demeurent insuffisamment attractifs.



### Faits marquants des 12 derniers mois

T3-2015	Editis	Editis rachète Volumen/Loglibris, les activités de diffusion distribution de La Martinière/Le Seuil. Il devient ainsi leader des services en France.
T4-2015	Hachette	Hachette Livre signe un partenariat avec Knewton leader de l' <i>adaptive learning</i> (parcours d'apprentissage numériques pour les écoliers, lycéens et étudiants) et reprend les Editions Kero.
T1-2016	Editis	Editis acquiert Daesign, éditeur leader des « <i>serious games</i> » en France (formation professionnelle numérique) et signe un partenariat avec Orange pour développer l'enseignement et l'apprentissage numérique à l'école.
T2-2016	Hachette	Hachette Livre cède sa participation de 50 % dans Harlequin France à l'américain HarperCollins Publishers.

## MATRICE SWOT

Position modale incontournable et dominante

Neutralité du prix des carburants sur les marges des trafics domestiques (en France)

Activité capitalistique

Activité très dépendante de l'évolution de la conjoncture économique

Opportunités de consolidation pour les leaders

Demande croissante de prestations à valeur ajoutée

Forte concurrence liée à la dispersion des acteurs

Économies française et européenne atones

Absence de cadre social européen

## Positionnement en France

En France, les entreprises de transport routier de marchandises emploient plus de 340 000 salariés, soit près de 3 % du total des effectifs salariés du secteur tertiaire marchand. Le transport routier pour compte d'autrui (de tiers) contribue pour environ 0,7 % à la formation du PIB national.

## Positionnement dans l'Union européenne

A l'échelle de l'Union européenne, le pavillon français apprécié en termes de trafics domestiques se classe encore au 2<sup>e</sup> rang derrière le pavillon allemand. En revanche, sa part continue de baisser pour ce qui concerne les trafics internationaux où il n'occupe plus que la 12<sup>e</sup> place dans l'Union avec une activité représentant 11 % du pavillon polonais. Au classement global (domestique/international), les transporteurs français se placent donc au 4<sup>e</sup> rang des pavillons européens (respectivement derrière l'Allemagne, la Pologne et l'Espagne).

## Tendances historiques

Il faut relever l'évolution divergente de l'activité du pavillon français à l'international et en France avant l'impact de la crise de 2008 : les trafics domestiques ont augmenté à un rythme annuel de +1,9 % entre 2000 et 2007, soit légèrement plus rapidement que l'activité économique générale, tandis que les trafics internationaux refluaient à un rythme annuel de -5,5 % sur la même période. Cette évolution contrastée reflète le manque de compétitivité du pavillon face aux transporteurs de l'Union, notamment ceux des pays de l'Est.

L'impact de la crise s'est traduit par un décrochage notable de l'activité avec une baisse globale des trafics sur les années 2008-2009 de 22 % en activité domestique et de 37 % à l'international. Depuis lors, les trafics internationaux ont retrouvé une pente baissière voisine de celle d'avant-crise tandis que les trafics domestiques après une légère reprise s'inscrivent depuis 2012 en repli modéré.

## Bilan de l'année 2015 : -8,9 % en volume

Sur l'ensemble de l'année 2015, le niveau moyen des trafics pour compte d'autrui a enregistré un repli de 8,9 % par rapport à l'année précédente. Sur ces bases, les trafics se situent sur les niveaux de la fin des années 1980.

Au classement des amplitudes à la baisse enregistrées depuis 1990, l'année 2015 se place au 2<sup>nd</sup> rang, juste après celle constatée en 2009 (-16,5 %). Cette performance décevante est imputable à un très mauvais 1<sup>er</sup> trimestre et à un 3<sup>e</sup> trimestre mal orienté.

L'écart défavorable par rapport à nos projections établies en janvier dernier résulte du manque de ressort du dernier trimestre qui nous

a surpris. On peut y voir l'impact de l'évolution de la consommation des ménages en biens fabriqués qui s'est replié de 0,8 % par rapport au troisième trimestre tandis que la consommation alimentaire évoluait médiocrement.

Les transporteurs sont diversement affectés : les trafics de vrac d'hydrocarbures ont connu une progression en lien avec la légère augmentation de la consommation de carburants routiers et de produits pétroliers, les trafics liés à la filière automobile ont également bien résisté. En revanche, le général cargo a particulièrement souffert sur le segment des produits manufacturés.

Malgré le tassement de l'activité, les transporteurs ont relevé le niveau de leurs investissements : les immatriculations de tracteurs routiers neufs ont augmenté de 20 % par rapport à l'année précédente, ce qui peut apparaître paradoxal. On peut y voir les impacts positifs du CICE qui a bien tenu son rôle.

Au global, les trafics 2015 sont inférieurs de près de 34 % à ceux de 2007.

	Transport routier de marchandises	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016p	2017-2018p
<b>var. volume %</b>	<b>trafics routiers compte d'autrui</b>	<b>4,1</b>	<b>0,8</b>	<b>-6,7</b>	<b>-2,2</b>	<b>-5,0</b>	<b>-8,9</b>	<b>4,5</b>	
€/litre	prix CNR gazole en cuve	0,93	1,08	1,13	1,10	1,03	0,92		
moy. mensuelle	immatriculations de tracteurs neufs	1 505	2 222	1 974	2 071	1 732	2 079		
moy. mensuelle	immatriculations porteurs neufs (>3,5 T)	1 502	1 900	1 829	1 683	1 509	1 503		
var. volume %	production manufacturière	4,7	4,1	-2,8	-0,6	-0,2	1,8	1,0	
var. volume %	production IAA	1,1	2,8	-0,5	-2,1	-0,1	0,9	0,6	
var. volume %	prod. de minéraux non métalliques	4,0	10,4	-10,9	-1,8	-3,3	-3,8	0,3	
var. volume %	conso. des ménages	1,7	0,4	-0,3	0,6	0,7	1,5	1,9	

Sources : Insee, SOeS, CNR, Crédit Agricole SA

## Perspectives pour l'année 2016 : +4,5 % en volume

Depuis 2010, les trafics ont suivi une tendance baissière sans inflexion notable. Sur la période 2007-2015, l'écart observé entre la baisse des trafics (-34 %) et celle de la production manufacturière (12,7 %) nous paraît correspondre à une sur-réaction qui appellera un rattrapage.

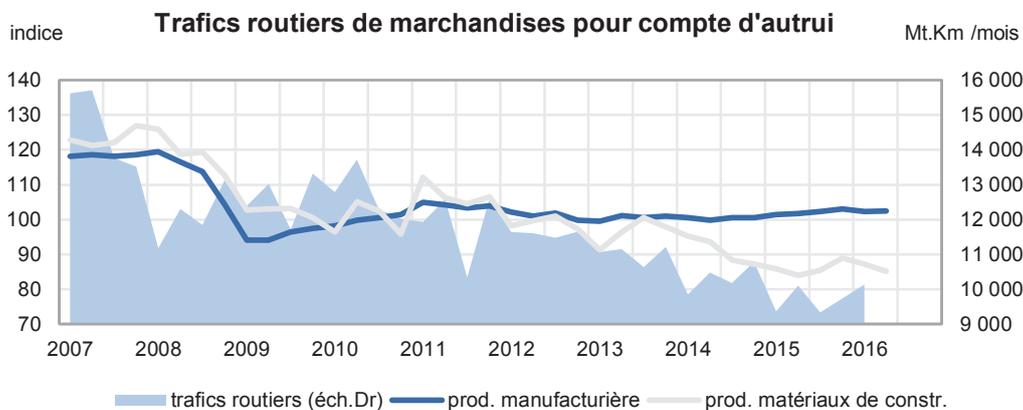
L'année 2016 nous semble réunir plusieurs conditions pour que les trafics de marchandises connaissent une inflexion favorable. En effet, les indications des premiers mois de l'année ont conforté la vision d'une économie française résiliente en croissance modérée, même si l'élan reste mesuré. La bonne orientation de l'effort d'investissement des entreprises participera à l'amélioration de l'environnement économique qui s'accompagnera d'une reprise de la production manufacturière.

Par ailleurs dans le domaine réglementaire, les transporteurs nationaux bénéficieront de l'entrée en application de la « loi Macron » qui, en imposant aux camionneurs étrangers d'appliquer le noyau dur de la réglementation française (smic notamment), renforcera la lutte contre la concurrence déloyale.

Sur la base d'un premier trimestre encourageant, nous retiendrons une croissance voisine de 4,5 %, compte tenu du caractère légèrement amplificateur des trafics routiers.

## Perspectives à moyen terme

Pour le moyen terme, l'activité transport devrait entrer en phase de convalescence dans le sillage d'une conjoncture économique mieux orientée et d'un retournement du cycle de la construction.



Sources : Insee, SOeS, Crédit Agricole S.A.

## Faits marquants des 12 derniers mois

T4-2015	Messagerie	Une procédure ouverte en 2010 par l'Autorité de la concurrence visant une vingtaine de messagers pour échange d'informations sur leurs tarifs pourrait aboutir prochainement.
T4-2015	Social	Signature d'un accord salarial dans le secteur des transports routiers de marchandises par une majorité d'organisations syndicales. Le CNR estime l'impact à +0,9% sur le prix de revient global d'un 40 tonnes.
T1-2016	Petits colis	Feu vert de la Commission européenne pour le rachat du néerlandais TNT Express par l'américain FedEx pour un montant de 4 Md€. La famille des intégrateurs se réduit à trois opérateurs (FedEx, UPS, DHL).
T3-2016	Social	Entrée en application de la Loi Macron visant à lutter contre la concurrence déloyale : les routiers étrangers opérant sur le sol français devront appliquer la réglementation sociale française, et notamment le SMIC.

# Production et valeur ajoutée de l'industrie française (y compris construction et énergie)

	Production	Valeur ajoutée (prov.)
<b>Industrie agro-alimentaire</b>	<b>13,3%</b>	<b>11,4%</b>
<b>Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution</b>	<b>12,9%</b>	<b>13,2%</b>
<b>Cokéfaction et raffinage</b>	<b>4,1%</b>	<b>0,3%</b>
<b>Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques et machines</b>	<b>6,9%</b>	<b>7,9%</b>
Informatiques, électroniques et optique	1,9%	2,8%
Equipements électriques, Machines et autres équipements	4,9%	5,1%
<b>Fabrication de matériel de transport</b>	<b>9,7%</b>	<b>6,0%</b>
<b>Fabrication d'autres produits industriels</b>	<b>29,6%</b>	<b>31,9%</b>
Textile et habillement, cuir et chaussure	1,4%	1,4%
Chimie	5,8%	4,3%
Pharmacie	2,1%	3,1%
Métallurgie et fabrication de produits métalliques, hors machines et équipements	6,8%	6,5%
Autres industries manufacturières	13,5%	16,6%
<b>Construction</b>	<b>23,5%</b>	<b>29,2%</b>
<b>Total industrie et construction</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
<b>% du total France</b>	<b>30,9%</b>	<b>19,4%</b>

Pondération en % - Source : INSEE (données 2014)

# CHEFS D'ENTREPRISES

**Pour accompagner  
votre stratégie de croissance,  
demandez plus à votre banque**

**DES BANQUIERS CONSEIL  
DANS VOTRE RÉGION**



LCL.fr



Crédit Lyonnais - S.A. au capital de 1 847 860 375 € - Société de courtage d'assurance, inscrite sous le numéro d'immatriculation d'intermédiaire en assurance ORIAS : 07 001 878 - Siège social : 18 rue de la République 69002 Lyon SIREN 954 509 741 - RCS Lyon. Pour tout courrier : LCL, 20 avenue de Paris 94811 Villejuif Cedex.

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou de LCL ou d'une Caisse régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'information à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'information soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales, ni LCL ou une Caisse régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.



**Prochaine actualisation** : pour recevoir automatiquement sous format électronique la publication *France Secteurs* actualisée, merci de retourner votre adresse e-mail à **[pascale.bremont@credit-agricole-sa.fr](mailto:pascale.bremont@credit-agricole-sa.fr)**

## FRANCE SECTEURS

Le Crédit Lyonnais a commencé à publier ses « Perspectives Sectorielles Françaises » semestrielles en 1973. *France Secteurs* est désormais réalisé pour le compte de LCL par les Ingénieurs-Conseils et les Économistes de la Direction des Études Économiques du Crédit Agricole.

Coordination : Bernard Monsigny - Edition : Véronique Champion-Faure

Graphiste : Solenne Relisieux

*Achévé de rédiger le 30 juin 2016*

Contacts Presse :

Olivier Tassain – Tél. : 01 42 95 54 77 - [olivier.tassain@lcl.fr](mailto:olivier.tassain@lcl.fr)

Brigitte Neige – Tél. : 01 42 95 39 97 - [brigitte.neige@lcl.fr](mailto:brigitte.neige@lcl.fr)

# Ont participé à l'élaboration de ces perspectives

Contexte macro-économique	Ludovic Martin
Contexte énergétique	Stéphane Ferdrin
Contexte consommation	Noël Isorni
Contexte matières agricoles	Catherine Mollière
Contexte métaux	Claudine Rousseau
Contexte financement des entreprises	Lucie Roussin
Composants électroniques	Chum-Kau Ly
Carton ondulé	Pascale Mégardon Auzépy
Publicité	Laurent Collet
Travail Temporaire	Bernard Monsigny
Agroalimentaire et Boissons	Frédéric Tessier
Aéronautique	Pascale Rombaut-Manouguian
Industrie automobile	Gilles Frécaut
Bâtiment - Travaux publics	Quang-Khôi Nguyen
Filière déchets	Bertrand Allard
Verre - Industrie papetière	Pascale Mégardon Auzépy
Sidérurgie	Claudine Rousseau
Branche fonderie	Frédéric Lebon
Industries mécaniques	Frédéric Lebon
Industries navales	Bertrand Gavaudan
Industries électroniques	Chum Kau Ly
Industries chimiques - Engrais	Claudine Rousseau
Industries pharmaceutiques	Dominique Rebouillat
Industries graphiques	Pascale Mégardon Auzépy
Services informatiques	Michaël Beucher
Services télécoms	Rabindra Rengaradjalou
Grand commerce	Noël Isorni
Edition	Laurent Collet
Transports routiers de marchandises	Bernard Monsigny

Contacts Presse : Olivier Tassain – Tel 01 42 95 54 77 - [olivier.tassain@lcl.fr](mailto:olivier.tassain@lcl.fr)

Brigitte Neige – Tel 01 42 95 39 97 - [brigitte.neige@lcl.fr](mailto:brigitte.neige@lcl.fr)